



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

MÉDITERRANÉE : L'EUROPE AU DÉFI

Rétrospective janvier-juin 2020



MÉDITERRANÉE : L'EUROPE AU DÉFI

RÉTROSPECTIVE JANVIER-JUIN 2020

L'INSTITUT FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), de l'Université de Toulon, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen EuroMeSCo.

Table des matières

PRÉFACE	9
RAPPORTS DE FORCE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE	13
Covid en Méditerranée : accélérateur de ruptures	14
Ambitions turques en Méditerranée : vers une accélération des frictions navales avec l'Europe ?	29
Erdogan – Stratège ou voyou	37
Russie et Turquie, une « cogestion concurrente » des conflits en Syrie et Libye	57
Le Brexit aura des conséquences en Méditerranée.....	64
Les stratégies de déni d'accès en Méditerranée, problème ou solution ?	72
DÉSTABILISATIONS ET TENSIONS INTERNES	82
« <i>Deal of the century</i> » : le désaccord du siècle ?	83
Israël : le dilemme de l'annexion	97
L'affaire Makhlouf, un tournant pour le régime syrien ?	106
Les défis du nouveau gouvernement libanais face à la <i>thawra</i> (révolution) populaire	116
La démission du chef d'état-major de la marine turque marque-t-elle une pause dans l'escalade des tensions entre Turcs et Occidentaux en Méditerranée orientale ?	126
Au-delà d'accords de partenariats	131
Une crise pétrolière inédite	135
RÉFLEXION STRATÉGIQUE	147
De l'utilité des <i>war studies</i> et du <i>wargaming</i> pour décrypter les dilemmes stratégiques au Levant.....	148
La réflexion stratégique est plus que jamais nécessaire	167
L'innovation : <i>Game Changer</i> pour les grandes filières industrielles	177

PRÉFACE

Nous savions que le monde était en plein changement¹.

D'un côté, la mondialisation, l'explosion démographique, l'appropriation des ressources, l'accroissement des inégalités et les modifications climatiques ont généré depuis le début de ce 21^{ème} siècle des situations potentiellement explosives.

De l'autre, la perte de prestige de l'Occident et de l'Europe et la remise en cause du multilatéralisme qui en découle aiguisent les appétits des puissances ré-émergentes qui s'appuient sur des capacités inédites de propagande et de manipulation des perceptions dans un monde interconnecté.

La Méditerranée concentre ces tensions. Elle est une zone de friction entre deux mondes : le Nord et le Sud. Elle est également un terrain de jeu pour les puissances qui désormais s'affranchissent des règles, qu'elles soient globales (États-Unis, Russie et désormais Chine) ou régionales (Turquie, Iran, monarchies du Golfe ...).

La crise du Coronavirus qui a marqué le début de l'année 2020 n'a pas modifié cette tendance, mais l'a au contraire accélérée, sur fond de batailles d'Idlib en Syrie et de Tripoli en Libye. C'est ce qu'illustrent nos articles du semestre passé publiés dans ce recueil.

Face au repli des Occidentaux empêtrés dans leur gestion sanitaire, les puissances revanchardes ont profité de la crise pour avancer leurs pions. Au-delà de l'offensive diplomatique de la Chine qui a révélé son ambition hégémonique, même si elle se concentre pour l'instant sur son environnement proche, le bassin méditerranéen a vu deux puissances s'engouffrer dans le vide géopolitique laissé par les États-Unis.

¹ 2020 *Le monde change, rétrospective janvier-décembre 2019*, institut FMES, janvier 2020.

La Russie d'abord qui, autour de son nouveau bastion syrien, tente de devenir le juge de paix du Proche et du Moyen-Orient en renforçant ses leviers d'influence sur l'Europe et l'Afrique du Nord. En Syrie, en Libye, en Égypte ou en Algérie, elle s'affiche comme un interlocuteur fiable et déterminé, garant de la stabilité et présent dans tous les projets énergétiques¹.

La Turquie surtout, qui après s'être assurée d'une zone tampon minimale à la frontière syrienne pour contrôler les Kurdes et disposer d'une monnaie d'échange, s'est engagée dans une stratégie à la fois géopolitique, géoéconomique et idéologique de reconquête du bassin méditerranéen. Fort de l'absence de réaction de l'Union européenne après sa tentative d'appropriation de l'espace maritime chypriote, le président Erdogan a profité de l'appel au secours du gouvernement d'union nationale libyen pour s'implanter militairement à Tripoli. Il se place ainsi au cœur des enjeux méditerranéens : énergétiques grâce aux ressources libyennes et celles de la zone maritime qu'il s'approprie, migratoires en tenant l'une des portes d'entrée vers l'Europe, sécuritaires avec la possibilité d'agir sur les groupes armés au Sahel et en Libye et idéologiques enfin, en tant que promoteur des Frères musulmans qui cherchent à répandre leur idéologie au Maghreb, notamment en Tunisie².

Ces deux puissances, concurrentes dans leur recherche de leadership régional, se tiennent en respect par leur capacité de nuisance réciproque : la Turquie est dépendante du Kremlin pour son économie, son gaz, ses projets nucléaires civils et désormais certaines livraisons d'armes, tandis que la Russie dépend de la Turquie pour son accès à la Méditerranée via les détroits turcs, mais aussi pour

¹ *Les stratégies de déni d'accès en Méditerranée, problème ou solution ?* Arnaud Peyronnet, 28 avril 2020.

² *Ambitions turques en Méditerranée : vers une accélération des frictions navales avec l'Europe ?* Arnaud Peyronnet, 27 juin 2020 ; *Chypre, un complexe de différends maritimes*, Pascal Ausseur, 26 mars 2020.

sécuriser durablement la Syrie. Les présidents Poutine et Erdogan se rejoignent néanmoins sur un point : humilier les Occidentaux et placer l'Europe à la merci de leurs chantages (gazier pour l'un, migratoire pour l'autre)¹. Malgré tout, le pouvoir turc sait qu'il aurait beaucoup à perdre à rompre tout lien avec l'OTAN et les États-Unis².

Face à ces rapports de force décomplexés, l'Union européenne ne doit pas renoncer à défendre sa souveraineté et ses intérêts. Elle doit, associée aux Britanniques malgré le Brexit, tracer des lignes rouges crédibles pendant qu'il est encore temps³. Si Vladimir Poutine sait garder la tête froide, le risque existe que le président Erdogan, en l'absence de réaction et emporté par son hubris néo-ottomane, franchisse un seuil (déstabilisation au Maghreb, soutien du terrorisme au Sahel, ouverture des vannes migratoires à Misrata, activation des réseaux des Frères musulmans en Europe, accrochages maritimes avec des forces de l'UE) qui enclenche une spirale incontrôlable.

De leur côté, les États-Unis ont la tête ailleurs : ils s'opposent à la Chine un peu partout à travers le monde, ils endiguent la Russie en Europe et en Arctique, ils tentent de maintenir leurs alliances au Moyen-Orient, ils gèrent le Covid sur leur territoire et tentent de maintenir la cohésion nationale en vue des élections présidentielles de novembre. En Méditerranée, la stratégie de Donald Trump se résume à conserver la Turquie dans l'OTAN, à freiner la Russie et à favoriser Benjamin Netanyahu. Les conséquences de cette politique pour la région (accroissement des frustrations entre Européens et pays du Maghreb d'un côté, montée des tensions au Moyen-Orient de l'autre, que ce soit en Iran, en Syrie, au Liban, en Israël et dans les territoires occupés, en Irak et même dans les pays du Golfe) passent

¹ *Russie et Turquie, une « cogestion concurrente » des conflits en Syrie et Libye*, Arnaud Peyronnet, 19 juin 2020.

² *La démission du chef d'état-major de la marine turque marque-t-elle une pause dans l'escalade des tensions entre Turcs et Occidentaux en Méditerranée orientale ?* Jean Marcou, 11 juin 2020.

³ *Le Brexit aura des conséquences en Méditerranée*, Pierre Razoux, 5 février 2020.

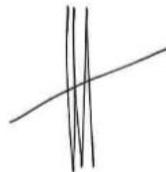
au second plan¹.

Alors que les forces déstabilisatrices se sont sensiblement accrues ces derniers mois, les déséquilibres sociétaux, mis sous le boisseau pendant la pandémie – confinement oblige – ne sont pas résolus et seront renforcés par la crise économique globale qui s’annonce, elle-même aggravée par la baisse des cours du pétrole. La rive nord doute d’elle-même et la rive sud est insatisfaite de sa situation. Les frustrations s’accroissent et les populations sont vulnérables aux manipulations et aux propagandes qui pourraient mettre le feu aux poudres².

C’est pourquoi il est nécessaire de réfléchir, de tenter d’analyser pour mieux comprendre et d’essayer d’identifier des pistes qui nous permettront de surmonter les crises à venir. C’est ce que s’efforce de pratiquer l’institut FMES³. Car n’en doutons pas, nous entrons dans une ère de turbulences en Méditerranée et l’Europe devra relever les défis qui lui sont lancés.

Bonne lecture.

Le vice-amiral d’escadre (2s) Pascal Ausseur
Directeur général de l’institut FMES



¹ *Israël : le dilemme de l’annexion*, Béatrice Veyrat-Masson, 30 juin 2020 ; « *Deal of the century* » : le désaccord du siècle ? Anne Boulnois et Béatrice Veyrat-Masson, 6 février 2020.

² *Une crise pétrolière inédite*, Sarah Sriri, 5 juin 2020 ; *Au-delà d’accords de partenariats*, Khalifa Chater, 4 mai 2020 ; *Les défis du nouveau gouvernement libanais face à la thawra (révolution) populaire*, Sarah Sriri, 20 février 2020.

³ *De l’utilité des war studies et du wargaming pour décrypter les dilemmes stratégiques au Levant*, Pierre Razoux, 24 juin 2020 ; *La réflexion stratégique est plus que jamais nécessaire*, Patrick Lefebvre, 27 mars 2020 ; *L’innovation : Game Changer pour les grandes filières industrielles*, Patrick Lefebvre, 10 juillet 2020.



RAPPORTS DE FORCE EN MÉDITERRANÉE ORIENTALE

Covid en Méditerranée : accélérateur de ruptures

*Par l'équipe de recherche de la Fondation méditerranéenne
d'études stratégiques*

Il est encore trop tôt pour savoir si la crise du Covid-19 va changer le monde, mais nous pouvons être certains qu'elle va accélérer les changements déjà à l'œuvre. Elle joue en effet le rôle de catalyseur qui, parce qu'elle met en évidence les différences entre les sociétés et entre les États, parce qu'elle souligne les dysfonctionnements et parce qu'elle aggrave les déséquilibres et les tensions, provoque des points d'inflexion et des ruptures.

La Méditerranée qui concentre la plupart des défis de la mondialisation est, comme souvent, un excellent laboratoire de cette accélération de l'Histoire. Par sa situation particulière, la Méditerranée fait se côtoyer des espaces civilisationnels très divers sur lesquels l'impact de la pandémie, comme sa perception et ses conséquences, restent très différents. Pour actualiser le numéro d'été 2019 de la RDN consacré à la Méditerranée stratégique¹, l'équipe de recherche de la FMES analyse l'impact de la crise du Covid à ce stade autour de ce bassin pour en évaluer les conséquences stratégiques pour la sécurité de la France et de l'Europe.

¹ Numéro spécial « La Méditerranée stratégique – Laboratoire de la mondialisation », RDN, n° 822, été 2019.

État des lieux : un seul virus, des réponses différentes

Même si les mesures de lutte contre ce virus sont plus ou moins identiques dans tous les pays (confinement collectif et distanciation sociale), la réalité de leur application diffère notablement. L'analyse des réponses à une crise commune donne une image fidèle des sociétés et de leurs différences. Les conséquences prévisibles de cette crise, qu'elles soient sociales ou économiques, accentueront les divergences et les inégalités déjà à l'œuvre dans cette région de frictions entre deux mondes. La perception par les populations de ces différences est également un point clé qui influera sur les représentations à venir, facteurs déterminants dans les frustrations et tensions qui en découlent.

L'Europe : transparence, hétérogénéité et fragilité des États latins

La première caractéristique du continent européen a été, conformément à sa culture, d'appliquer une transparence totale vis-à-vis de sa situation sanitaire souvent critique, ce qui l'a placé en fragilité dans la compétition mondiale du narratif qui s'est instaurée à propos de la pandémie.

Si tous les États ont mis en place des quarantaines d'ampleur variable pour tenter d'éviter la propagation du virus, ces mesures se sont révélées insuffisantes dans les pays méditerranéens. L'état de préparation imparfait des systèmes de santé s'est révélé un facteur aggravant. Le bilan de la gestion de la pandémie, contrasté, est donc plutôt négatif, surtout dans les pays latins où l'impact économique risque d'être considérable. Les mesures de confinement plus ou moins strictes se répercutent fortement sur la vie économique et ont imposé des mesures de dépenses publiques inédites. C'est notamment le cas de la France,

de l'Italie et de l'Espagne qui ont fortement confiné alors que leur endettement public dépassait les 100 %.

La gestion du Coronavirus a ainsi renforcé le clivage déjà patent lors de la crise de la zone euro de 2010, en mettant en évidence les différences culturelles, politiques et économiques des pays du nord et du sud de l'Europe¹.

Si les mesures prises par l'Union européenne ont été jugées insuffisantes, fragilisant une image déjà écornée par la gestion de la crise migratoire de 2015 et le Brexit, elles sont pourtant en cohérence avec le fonctionnement de l'Europe de la santé qui relève de la compétence interne des États-membres. Malgré tout, l'Union européenne a pris une série de mesures de soutien financier dès la mi-mars (au plan de relance de 750 milliards d'euros baptisé *Next Generation EU*, « s'ajoutera [...] un budget européen à long terme révisé de 1 100 milliards d'euros » selon la présidente de la Commission Ursula von der Leyen), complétées par un paquet de mesures financières décidées par l'Eurogroupe du 9 avril 2020 à hauteur de 540 milliards d'euros² ; elle a annoncé investir plus de 138 millions d'euros dans la recherche sur le Covid-19, ciblant les projets de vaccins, de traitements et de diagnostics à travers le programme « Horizon 2020 ». Il est donc difficile de nier le rôle important de l'UE dans son secteur fétiche, l'aide économique.

Ainsi, malgré l'imperfection et le manque d'unité des réponses des pays de la rive nord, ceux-ci ont pu s'appuyer sur des systèmes sanitaires leur garantissant la disponibilité de compétences et de moyens opérationnels pour apporter une première

¹ Maxime Lefebvre : Thucyblog 33.

² Instrument SURE (Support to mitigate Unemployment Risks in an Emergency) proposé par la Commission pour financer les mesures de chômage partiel ; prêts de la Banque européenne d'investissement, garantis par les États, aux entreprises ; ligne de crédit du Mécanisme européen de stabilité, créé en 2012, pour aider les États à faire face aux dépenses liées à la crise du Coronavirus ; Maxime Lefebvre : Thucyblog 33.

série de mesures conservatoires destinées à rendre supportable l'afflux de malades dans leur système de santé. Le pire, à savoir l'effondrement des systèmes hospitaliers, a pu être évité et, même si l'urgence reste de rigueur, l'UE peut se concentrer sur la recherche de solutions thérapeutiques (vaccins, traitements...) et la gestion de la crise économique et sociale de l'après Covid qui sera importante, surtout pour les pays sud-européens les plus touchés.

Cette situation est bien différente sur les deux autres rives de la Méditerranée.

L'autoritarisme et la relance de l'économie l'emportent sur la protection sanitaire au sud et à l'est

Du Maghreb au Levant, à l'exception d'Israël qui applique le même type de politique sanitaire que les pays d'Europe et dans une moindre mesure de la Turquie qui s'en rapproche, les données sur le Covid-19 sont lacunaires ou dissimulées.

Les situations de crise économique, sociale ou sécuritaire expliquent en grande partie ce manque d'informations fiables. Les gouvernements autoritaires (ou fragiles comme en Tunisie) savent qu'ils seront en effet plus jugés sur l'absence de troubles que sur le nombre de décès. Il est néanmoins possible de dégager les grandes lignes des politiques de gestion de cette crise dont le principal ressort est d'éviter l'effondrement total des systèmes en place par le maintien, autant que faire se peut, de l'activité économique.

Le premier paramètre commun aux pays de la rive sud concerne une moindre vulnérabilité à la pandémie qui est antithétique à la rive nord : une population moins fragile parce que plus jeune malgré une organisation sanitaire moins performante.

Le deuxième point à souligner reste le mimétisme des réactions. Les gouvernements ont tous pris des mesures de confinement plus ou moins strictes (à titre d'illustration, en Égypte les restaurants ou les cafés peuvent rester ouverts, en Turquie seul le week-end est confiné et de nombreux pays tolèrent leur secteur informel). Ces mesures autorisent, il faut le noter, un contrôle social accru (le *Hirak* algérien a ainsi été suspendu) et renforce l'effet de chape de plomb recherché par nombre de dirigeants.

L'organisation sociale plus traditionnelle, centrée autour de la cellule familiale, est propice à l'entraide et au soutien communautaire indispensables à la gestion de cette crise à la fois sanitaire et économique. Elle est certainement un amortisseur de tensions.

Finalement, il est probable que la crise économique qui commence aura un impact supérieur à la crise sanitaire dans les pays de la rive sud. La faiblesse de l'activité économique locale s'ajoute à la récession mondiale, à la baisse du tourisme et à l'effondrement du prix du pétrole pour créer une situation particulièrement difficile à gérer pour des gouvernements soumis à des tensions sociales et politiques pérennes, tout particulièrement en Algérie, très dépendante des revenus pétroliers et gaziers.

Enfin, dans une région travaillée par un antioccidentalisme chronique, l'impact psychologique lié à la fermeture des frontières avec le Nord pourrait, en supprimant la soupape que représente l'accès à la diaspora, à l'économie et aux soins en Europe, renforcer le ressentiment latent vis-à-vis des anciennes puissances coloniales.

Du niveau de tensions créées par ces frustrations dépendra la porosité des populations du sud et de l'est de la Méditerranée aux discours fédérateurs antioccidentaux ou islamistes, à moins que

l'Europe ne mesure l'ampleur des enjeux et fasse du renforcement des liens avec sa rive sud une priorité.

Un défi sécuritaire renforcé

Le Covid-19, autant par les réactions qu'il suscite que par ses impacts sanitaires, est un facteur de déstabilisation sécuritaire majeur, dans une zone qui était déjà avant la crise l'une des régions les plus crisogènes du monde.

Le premier impact sécuritaire est lié aux conséquences de la pandémie dans les sociétés des pays de la rive sud, déjà fragilisés par un mal-être lié aux difficultés économiques, aux blocages politiques et la déstabilisation sociétale accélérée par l'accès à Internet. Le durcissement sécuritaire abrité derrière la gestion de l'épidémie, la crise économique engendrée par le Covid et le blocage des frontières de la rive nord vont renforcer les tensions internes qui seront, comme c'est l'usage, canalisées vers un ressentiment antieuropéen et antifrançais.

Il existe un impact d'une autre nature, lié aux mesures de protections mises en œuvre par les forces armées engagées sur ce théâtre qui ont abouti au rapatriement ponctuel de moyens militaires, à commencer par les navires de guerre (même si la France a maintenu une présence permanente en Méditerranée orientale). Cette rétractation opérationnelle qui est à relier à la difficulté qu'ont nos sociétés à accepter des pertes considérées comme injustifiées au regard des enjeux, est partagée par la Russie qui semble avoir elle aussi réduit l'activité de ses forces déployées en Méditerranée et en Syrie. De son côté la Chine, moins présente en Méditerranée, ne semble pas procéder à de tels retraits opérationnels, comme en témoigne l'activité militaire qu'elle déploie en mer de Chine ou à proximité de sa base de Djibouti.

L'activité militaire globale se réduit donc en Méditerranée, avec un effet positif à Idlib où les combats ont cessé, même si à l'inverse les combats ont repris en Libye autour de Tripoli. La réduction de voilure des forces armées occidentales entraîne d'autres conséquences négatives lorsqu'elles participent aux opérations de stabilisation (Sahel) ou de préservation du droit international (immigration, souveraineté).

La pandémie favorise donc les entités les plus résilientes, celles qui ont le moins à perdre et qui sont en mesure de profiter du retrait, au moins temporaire, des puissances qui souhaitent se préserver en attendant la diminution de la létalité du virus. Le vide sécuritaire créé permet indubitablement aux acteurs qui considèrent que le rapport coût/efficacité est favorable de tenter leur chance. La Turquie ou le régime syrien pourraient ainsi profiter de l'effet d'opportunité pour prendre un gage en forme de fait accompli (forage en ZEE chypriote pour Erdogan, réduction de la poche d'Idlib pour Bachar). Les groupes terroristes et les organisations mafieuses peuvent de leur côté développer plus librement leurs actions et trafics (déstabilisation, armements, drogues, migrants).

Nous entrons donc dans une période où les puissances traditionnelles se replient, les sociétés sont sous tension et où les perturbateurs, qui ont moins à perdre, ont les coudées franches. Il est important que cette phase soit la plus brève possible.

Des conséquences géopolitiques durables

Ainsi, force est de constater le repli ponctuel des États européens, tétanisés par la gestion de la pandémie. Il ne s'agit pas seulement des navires civils et militaires qui sont rentrés à leur port d'attache, mais également du rapatriement massif d'expatriés et de la

réduction des coopérations. Claquemurées, les autorités bruxelloises ont indiqué leur volonté d'accroître l'aide aux pays africains, mais sont restées prudentes vis-à-vis des pays de la rive sud, du Maroc à l'Égypte.

Ce repli laisse le champ libre aux acteurs globaux avides d'influence et adeptes de propagande, à commencer par la Chine qui apparaît, pour l'instant du moins, comme le principal bénéficiaire de cette crise alors même qu'elle en est à l'origine. Usant d'un *soft power* décomplexé et d'une diplomatie résolument agressive¹, les autorités chinoises ont marqué des points sur l'ensemble du pourtour méditerranéen (Italie, Grèce, Turquie, Égypte, Tunisie, Algérie) en livrant des lots d'équipements sanitaires, même si certains semblent de piètre qualité, en affirmant leur soutien sans faille aux régimes en place et en dénigrant ouvertement la posture des pays européens². Mais c'est dans un second temps que la Chine entend rafler la mise, lorsque ces pays affaiblis, menacés par un endettement excessif, seront à la recherche de liquidités et d'investissements pour relancer leur économie atone, sans devoir procéder aux pénibles réformes imposées par les traditionnels bailleurs de fonds institutionnels. Néanmoins, la partie n'est pas gagnée pour Pékin car l'attitude chinoise suscite également critiques et frustrations au cœur même des régimes qu'elle entend aider. Les débats très vifs qui ont opposé en Iran, pays de plus en plus dépendant de la Chine, la municipalité de Téhéran et le ministère de la Santé au ministère des Affaires étrangères en sont le meilleur exemple³. Il n'est pas interdit de penser que des voix critiques à l'encontre de l'opportunisme chinois se fassent

¹ « La Chine aurait fait pression sur l'UE pour édulcorer un rapport sur la désinformation relative au Covid-19 », Reuters, 24 avril 2020.

² Benoît Delmas : « Maghreb : le hold-up sanitaire chinois », Le Point, 5 avril 2020.

³ Anne-Bénédicte Hoffner : « Frappée par la pandémie, l'Iran ménage la Chine », La Croix, 7 avril 2020.

entendre en Europe comme en Afrique du Nord. En outre, rien ne dit que l'empire du Milieu ne connaîtra pas quelques déboires internes pouvant limiter ses ambitions¹.

Tout comme la Chine, la Russie a profité de la pandémie pour apporter elle aussi une assistance sanitaire surmédiatisée à plusieurs pays méditerranéens (notamment l'Italie). Elle a laissé ouverte ses lignes aériennes, permettant ainsi de rapatrier de nombreux Européens, tout en tenant fermement ses positions. Le message subliminal est limpide : vous pouvez compter sur Moscou. Second message implicite, qui a perdu de sa vigueur après que la Russie a été touchée plus fortement : c'est grâce à son régime autoritaire que le Kremlin est parvenu à endiguer la pandémie tout en dégageant des ressources permettant de vous assister. Ces messages visent aussi bien à rassurer les régimes autocratiques qu'à diviser les pays européens. Reste à voir si le Kremlin sera en mesure de poursuivre sur le long terme l'effort consenti compte tenu des difficultés auxquelles il fait face en Russie².

Troisième bénéficiaire de cette crise, la Turquie profite – au moment où ces lignes sont écrites – du retrait des marines occidentales pour maintenir une présence navale autour de Chypre. Elle le fait afin d'appuyer ses revendications énergétiques offshore à l'intérieur de la zone économique exclusive chypriote, face à la mer Égée, afin d'impressionner la Grèce et l'Union européenne menacées de vagues migratoires en provenance de Turquie, et à proximité du littoral libyen pour soutenir un point

¹ Minxin Pei : « Competition, the Coronavirus, and the weakness of Xi Jinping », Foreign Affairs, mai-juin 2020.

² Emil Avdaliani : « Coronavirus is hitting Russia on more than the economy », BESA Center for Strategic Studies, Perspective Paper, n° 1534, 17 avril 2020.

d'appui avancé lui permettant de diffuser l'idéologie des Frères musulmans en direction du Maghreb et du Sahel¹.

De leur côté, les États-Unis sont partagés entre d'une part leur volonté d'allègement de leur engagement dans la région, en réaction à leur surimplication des années 2000 et au poids croissant des enjeux asiatiques, et d'autre part l'importance de cet espace pour leurs lignes de communication stratégiques, pour continuer de peser sur le marché pétrolier mondial et pour contrer la Russie et la Chine. Il est donc probable que Donald Trump ou Joseph Biden continueront de s'impliquer, plus fortement qu'on le croit, en Méditerranée et au Moyen-Orient.

Plus grave pour le long terme, les réactions des uns et des autres soulignent la remise en cause du multilatéralisme (OMS largement démonétisée, Conseil de sécurité de l'ONU silencieux) et le manque de crédibilité de l'Union européenne. Elles exacerbent la logique de rapport de force tout comme la rivalité sino-américaine.

Mais le Covid-19 pourrait également apporter quelques bonnes nouvelles.

La relocalisation d'une partie de la chaîne de valeur à proximité de l'Europe est l'occasion d'initier un partenariat industriel renforcé avec la rive sud qui pourrait se substituer aux hydrocarbures, au tourisme et aux diasporas, domaines qui entretiennent des relations psychologiques complexes avec les pays anciens colonisateurs.

Avec un brin d'optimisme, il n'est pas interdit de penser qu'une fois les stocks de munitions épuisés, les effets induits de cette pandémie assècheront les camps rivaux en Libye, les poussant à s'entendre

¹ Irina Tsukerman : « Turkey is building a geopolitical alliance between Sunni and Shiite Islamists », BESA Center for Strategic Studies, Perspectives Paper, n° 1528, 14 avril 2020.

sur une sortie de conflit négociée. La plupart de leurs sponsors y semblent prêts. Reste à convaincre la Turquie d'un côté, les Émirats arabes unis de l'autre qui pour l'instant maintiennent leur flux d'armements.

Pour terminer ce tour d'horizon géopolitique, il est possible que cette pandémie contribue à faciliter la reprise de dialogue entre les trois acteurs régionaux les plus influents du Moyen-Orient : l'Iran, l'Arabie saoudite et Israël qui ont tous trois renforcé leur posture régionale et qui ont besoin de relancer leur économie après la triple peine de la pandémie, de l'arrêt de l'activité économique et de l'effondrement des prix pétroliers. C'est tout particulièrement vrai pour l'Iran et Israël qui ont intérêt à apaiser les tensions au Levant pour pouvoir exporter sereinement leurs hydrocarbures (offshores pour Israël) vers les pays du bassin méditerranéen, car ils savent disposer tous deux des moyens militaires leur permettant de stopper le flux d'hydrocarbures de l'autre.

Conséquences et propositions pour la France et l'Union européenne

Toutes ces évolutions imposent à la France et à l'Union européenne de ne pas sacrifier à l'urgence sanitaire et économique les enjeux géopolitiques de leur rive sud. Le boomerang reviendrait vite et violemment : terrorisme, migration, déstabilisation...

Dès lors, une question cruciale se pose : sur qui s'appuyer pour stabiliser un bassin méditerranéen très affaibli par la pandémie ?

Sur les États riverains ? Ce serait la réponse de bon sens, mais ceux-ci sont englués dans leurs rivalités contre-productives. Si rien n'est fait pour les atténuer, le Covid-19 aura fragmenté et compartimenté davantage encore l'espace méditerranéen.

Sur la Chine ? Cela aurait du sens, car contrairement aux États-Unis et à la Russie, la Chine, tout comme l'Union européenne, a un intérêt objectif à apaiser rapidement les tensions autour du bassin méditerranéen, même si c'est pour des raisons différentes. Il s'agit pour Pékin de profiter du flottement actuel pour poursuivre rapidement son expansion économique et géopolitique en direction de l'océan Atlantique. Car le projet OBOR (*One Belt, One Road*) de Xi Jinping s'inscrit dans une stratégie mondiale. À l'inverse, Moscou et Washington ont intérêt à maintenir un certain niveau de tensions en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pour justifier leur rôle de protecteur, de pourvoyeur d'armes et de parrain diplomatique. Mais en jouant la carte chinoise, l'Union européenne jouerait avec un concurrent redoutable, adepte de la prédation, et offrirait un avantage tendanciel considérable à Pékin dans son bras de fer avec la Maison-Blanche, ce que Washington ferait payer très cher à Bruxelles.

Sur la Russie alors ? Après tout, l'Europe et la Russie partagent de nombreux intérêts stratégiques communs en Méditerranée, y compris ceux de freiner la Chine et l'Iran, de faire entendre raison à la Turquie et de stabiliser la Syrie et la Libye. Mais le Kremlin est aujourd'hui prisonnier de sa spirale revancharde et sent le soufre : nombreux sont ceux qui ne veulent pas d'un rapprochement avec un pouvoir autocratique accusé de véhiculer virus informatiques et *fake news*.

Faudrait-il alors s'appuyer finalement sur les États-Unis ? Cette option, souhaitée par ceux que la Chine et la Russie effraient, reste inaudible à l'ère de Donald Trump. Elle ne saurait être ressuscitée qu'après le résultat de l'élection présidentielle de novembre 2020, si le magnat de l'immobilier new-yorkais venait à s'éclipser et si son successeur s'ouvrait à une coopération vraiment équilibrée. C'est donc à l'automne prochain que devrait se clarifier le paysage

géopolitique puisque de nombreux signaux convergent à cette échéance.

En attendant, Paris et Bruxelles gagneraient à raviver les initiatives de coopération navale entre marines européennes pour réinvestir le plus vite possible la Méditerranée centrale et orientale, afin de montrer à l'ensemble des acteurs locaux et globaux qu'il s'agit là d'une zone maritime vitale pour l'Europe. Ils doivent surtout renforcer le processus d'intégration européenne, car cette crise aura prouvé qu'au bout du compte, l'Europe ne pouvait compter que sur elle-même et qu'elle se devait de projeter l'image d'un acteur crédible et responsable.

La France et l'Union européenne doivent également s'attaquer au champ des perceptions qui empoisonne depuis des décennies les relations entre les deux rives. La bataille du narratif liée à la gestion de la pandémie et de ses conséquences en est une illustration et une opportunité. Il est indispensable de communiquer activement, préventivement et sans détour pour contrer le discours biaisé et propagandiste des régimes autocratiques qui cherchent à discréditer les États européens, France en tête, et à les utiliser comme boucs émissaires pour camoufler leurs propres lacunes et leurs propres faiblesses structurelles. Cela implique de contrer chaque *fake news* en démontrant son inanité et l'intérêt qu'en tirent ceux qui les propagent. Cela impose également de forger un narratif alternatif basé sur le bon sens et les intérêts croisés des rives nord, est et sud de la Méditerranée. Les universités, les *think tanks* tout comme les responsables politiques concernés par l'avenir du bassin méditerranéen ont un rôle à jouer dans ce domaine.

Deux États méditerranéens sont en position de faiblesse et méritent le soutien des Européens par leur positionnement stratégique : Chypre, pointe orientale de l'Union européenne en

Méditerranée en butte à la Turquie ; la Tunisie, État du Maghreb le plus ouvert vers l'Europe, cible des Frères musulmans désireux d'y promouvoir un islam politique combatif.

Mieux comprendre le monde arabo-musulman est essentiel. C'est pourquoi il paraît indispensable de renforcer la coopération avec les services de renseignement marocains, égyptiens et libanais, c'est-à-dire ceux qui comprennent le mieux les stratégies d'infiltration de la mouvance islamiste sur l'ensemble du pourtour méditerranéen, comme le suggère le professeur Pierre Vermeren dans une interview remarquée au site Diploweb¹.

Sans paraître alarmiste ni souhaiter que de tels scénarios se produisent, il serait prudent d'anticiper les conséquences de la résurgence de manifestations massives en Algérie et en Égypte, car ces deux pays très menacés par le Covid-19, bien qu'ils s'en défendent, pourraient démontrer très bientôt leur fragilité socio-économique et politique.

C'est sans doute vis-à-vis de la Turquie que la France et l'Union européenne doivent prioritairement agir. Il leur faut informer discrètement, mais fermement, le président Erdogan des mesures de rétorsion économique, politique et diplomatique que l'Union européenne prendrait s'il franchissait les lignes rouges des intérêts européens ; Washington, Moscou et Pékin n'ont pas hésité de leur côté à lui tracer leurs propres lignes rouges, en lui démontrant dans les faits les conséquences néfastes de leur franchissement. Le but n'est pas de lui faire perdre la face, mais de lui faire comprendre que l'Union européenne n'entend pas être l'idiote utile de l'Histoire, pour paraphraser Lénine, et qu'elle sait tout aussi bien manier le bâton que la carotte quand ses intérêts vitaux sont menacés.

¹ Pierre Vermeren : « Quelle est l'histoire secrète des liaisons franco-arabes ? » – Entretien avec Pierre Verluise, Diploweb, 19 avril 2020.

Sur le plan infraétatique, il convient enfin d'intensifier le dialogue multilatéral entre les régions du sud de l'Europe et leurs équivalents des rives orientales et méridionales, en vivifiant les échanges académiques et les rencontres entre *think tanks*. C'est pourquoi la FMES se tient prête à analyser les conséquences de cette crise avec tous ceux de ses partenaires qui le souhaiteraient.

Publié en juin 2020 par la Revue de défense nationale (RDN)

Ambitions turques en Méditerranée : vers une accélération des frictions navales avec l'Europe ?

Par Arnaud Peyronnet

Le navire marchand turc *Cirkin*, un habitué des transits entre la Turquie et la Libye pour des livraisons de matériels militaires sous couvert d' « acheminements humanitaires », est depuis le mois de mai escorté par des navires de combat turcs afin d'échapper à toute inspection à son encontre. Or le 10 juin, peu après un premier face-à-face tendu entre cette escorte turque et un bâtiment grec appartenant à l'opération européenne *Irini*, un navire de combat turc a mené des « actions inamicales » (illumination à 3 reprises avec un radar de conduite de tir) à l'encontre d'une frégate française, pourtant intégrée dans une opération de l'OTAN, au large de la Libye. Cet incident inhabituel, qui représente clairement une nouvelle escalade dans les tensions déjà recensées dans cette zone, s'inscrit dans une logique plus profonde d'augmentation des crispations entre l'UE (et en premier lieu la France) et la Turquie. Ces frictions sont notamment causées par la problématique de la présence navale turque dans la ZEE chypriote et par les difficultés liées au contrôle de l'embargo sur les armes imposé à la Libye depuis 2011¹.

Le raidissement naval turc est quant à lui essentiellement dicté par la refondation profonde des perceptions géopolitiques turques depuis l'arrivée au pouvoir du Président Erdogan, ce dernier favorisant un vaste mouvement d'expansionnisme naval turc en

¹ Cet embargo a d'ailleurs été prolongé pour une année supplémentaire le 5 juin 2020 par un vote à l'unanimité du Conseil de sécurité des Nations unies. Il autorise les inspections de navires en haute mer.

Méditerranée. Ce mouvement semble en outre accéléré par la perception locale d'un possible retrait occidental du Moyen-Orient, doublé dans le même temps d'une irruption régionale de la puissance russe. Or ces deux changements sont des opportunités stratégiques d'importance pour Ankara qui se doit alors de les instrumentaliser pour conforter ses intérêts géopolitiques.

Dans ce contexte, quelles sont ces perceptions géopolitiques turques en Méditerranée ? Par quels moyens Ankara cherche-t-elle à les matérialiser ? L'affaiblissement de l'Europe est-il également un objectif turc ?

Des perceptions géopolitiques turques plutôt « expansionnistes » en Méditerranée

Les ambitions régionales turques sont d'abord apparues au cours d'un discours du Président Erdogan en 2011 et dans lequel il a proclamé que la Turquie se devait « de résider au plus proche du Canal de Suez, des mers adjacentes et se projeter en océan Indien ». Cette politique turque, centrée sur le renouveau de son influence au Moyen-Orient (Syrie, Qatar, Libye, Irak, corne de l'Afrique), pourrait alors être qualifiée de « pan-ottomane » tout en ayant pour caractéristique essentielle de mettre particulièrement en avant le fait naval, notamment en Méditerranée. En effet, Ankara appelle de ses vœux une extension de la présence géopolitique turque sur les espaces maritimes de la Méditerranée, voire au-delà, conformément à la doctrine de la Patrie Bleue (*Mavi Vatan*), développée par l'amiral Cihat Yaycı¹. L'objectif de cette doctrine est d'ailleurs d'obtenir à terme une suprématie turque sur la mer Égée

¹ Ex-chef d'état-major de la marine turque (d'ailleurs démis de ses fonctions le 18 mai 2020, apparemment pour de simples raisons de politique intérieure). Il est considéré comme le fondateur de cette doctrine et l'organisateur de l'engagement turc en Libye.

et la Méditerranée orientale, au travers de multiples revendications territoriales autour de l'île de Chypre et dans les îles grecques du Dodécanèse. La recherche d'accords de délimitations maritimes avec les pays voulant bien « s'accommoder » des intérêts turcs est ainsi particulièrement mise en avant, cette démarche étant soutenue en amont par des déploiements de force permanents facilitant le « fait accompli » des revendications « naturelles » turques. La nouvelle empreinte turque en Libye est intégralement liée à de telles ambitions, transformant dès lors toute une zone méditerranéenne en un « continuum exclusivement turc » qui aurait également pour avantage d'isoler encore plus Chypre du continent européen...

Pour à la fois mettre en œuvre cette vision géopolitique et empêcher ses adversaires de perturber ses actions, la Turquie a alors développé progressivement une stratégie de déni d'accès, que ce soit au large de Chypre ou désormais aussi le long des côtes libyennes. Cette stratégie s'observe notamment par le déploiement de forces navales conséquentes (groupes de plusieurs bâtiments) dans ses zones d'intérêt (protection des activités de forages turcs en ZEE chypriote, appui aux opérations terrestres en Libye) et la réservation récurrente de zones d'exercice en haute mer, l'ensemble rendant les activités des autres marines évidemment plus compliquées dans ces mêmes régions. En complément, la marine turque n'hésite également plus à s'engager délibérément dans une logique de frictions avec les marines concurrentes, faisant le pari que celles-ci éviteront toute escalade armée avec leur allié de l'OTAN...

Des frictions militaires accrues, symptômes d'un nouvel « unilatéralisme turc »

La Turquie a en effet mis en place depuis plusieurs années une logique de frictions avec ses adversaires, estimant de longue date que ceux-ci n'assumeront jamais pleinement le rapport de forces qui est imposé, et permettant dès lors l'imposition de « faits accomplis » turcs difficilement réversibles. Les frictions impliquant des unités turques avec des bâtiments européens se sont ainsi multipliées, tant en mer Égée, qu'au large de Chypre et maintenant le long des côtes libyennes. En parallèle, la marine turque multiplie les démonstrations de force au travers d'exercices d'ampleur de plus en plus réguliers.

En mer Égée, les épisodes de tensions sont certes sporadiques mais aussi bien réels, avec surtout des incursions turques répétées dans les eaux territoriales grecques. Au début du mois de mai 2020, l'aviation de chasse turque a tout de même effectué une démonstration de force (un acte « provocateur » selon la Grèce) au-dessus de l'île grecque d'Inousses lors d'une visite sur place du ministre de la Défense et du chef d'état-major des armées grecques. Cette affaire avait un précédent puisqu'en mars 2019, une visite du Premier ministre grec avait déjà été perturbée par des chasseurs turcs près de l'île d'Agathonisi, située au sud-est de la mer Égée... Les revendications territoriales d'Ankara en mer Égée, notamment celles portant sur l'archipel du Dodécanèse, expliquent évidemment ces incidents fréquents et parfois très sérieux¹. Au large de Chypre, la Turquie exerce des pressions, voire des interférences, sur les entreprises internationales effectuant des forages². Elle effectue également, sous protection navale, ses

¹ Certains d'entre eux en 1987 et 1996 ont d'ailleurs provoqué des crises graves entre les deux pays.

² En mars 2018, des bâtiments turcs ont forcé un navire de la société ENI à interrompre ses forages dans l'est de Chypre.

propres actions de recherche dans la ZEE chypriote, que la Turquie considère en partie comme sienne. La militarisation turque de Chypre-Nord (déploiement de drones de surveillance et future construction d'une base navale) pourrait exacerber cette tendance, ces nouveaux outils permettant alors d'appuyer davantage les moyens navals déployés tout autour de l'île. En Libye, les forces navales turques ont d'abord commencé par mener, au printemps 2019, une opération « précurseur » au large des côtes libyennes et tunisiennes. Puis, en novembre 2019, la Turquie a conclu un accord de délimitation maritime avec le Gouvernement d'union nationale libyen (sur le principe de l'équidistance) excluant de fait la Grèce, Chypre et l'Égypte des négociations¹.

Cet accord s'est logiquement doublé d'un volet « coopération militaire » qui s'est concrétisé par la présence permanente d'unités navales turques au large de la Libye depuis le début de l'année 2020. Ces déploiements inédits et conséquents marquent le soutien direct de la Turquie au Gouvernement d'accord national libyen, en complément de l'envoi de miliciens syriens pro-turcs et de la protection de ses livraisons de matériel militaire (drones, munitions) par voie maritime. En effet, les navires marchands habitués des transits entre la Turquie et la Libye sont dorénavant escortés par des navires de combat turcs afin d'échapper à toute inspection à son encontre, notamment par les bâtiments français et grec...comme nous avons pu le constater le 10 juin. Enfin, la création d'une base navale turque à Misrata, en Libye, serait envisagée à terme, tout comme l'envoi d'appareils de combat turcs, éventuellement sur la base d'al-Watiya. L'investissement turc en Libye deviendrait ainsi conséquent.

¹ Accord qui permettrait à la Turquie d'étendre de 30% la superficie de son plateau continental, ce qui empêcherait Athènes, Nicosie et Le Caire de trouver une entente pour délimiter leurs zones maritimes respectives et qui torpillerait les projets relatifs à l'exploitation de ces réserves de gaz.

Outre cette logique de frictions, la marine turque conduit de plus en plus régulièrement des démonstrations de force en Méditerranée. En mars 2019, les forces navales turques ont organisé en mer Égée, en mer noire et en Méditerranée orientale, l'exercice *Mavi Vatan 2019*, leur plus importante séquence d'entraînement naval depuis la chute de l'Union soviétique. Cet exercice a mobilisé une centaine d'unités dont la quasi-totalité des bâtiments turcs de 1er rang. Cet exercice a été doublé d'un second (*Denizkurdu 2019*) d'une ampleur équivalente (plus d'une centaine de navires de tous types concernés) en mai 2019, une nouvelle fois sur 3 zones distinctes (mer Noire, mer Égée et Méditerranée orientale). En novembre 2019, l'exercice *Doğu Akdeniz 2019* a quant à lui regroupé une quarantaine de bâtiments en Méditerranée orientale. Plus récemment, en juin 2020, la Turquie a effectué une nouvelle « démonstration de force » avec l'exercice baptisé « Haute-mer » qui a vu la participation de 8 bâtiments et de 17 avions de combat en Méditerranée (raid de 2000 km depuis la Turquie).

Une instrumentalisation résolue de l'OTAN afin d'affaiblir l'Europe ?

Fort d'un certain désengagement des États-Unis de la scène moyen-orientale (au profit de leurs « alliés locaux » à qui la puissance américaine semble vouloir sous-traiter la gestion des crises régionales), la Turquie verrait finalement ses ambitions « confortées » par Washington qui ne réfléchit plus qu'en termes « d'affrontement de puissance » avec la Chine et la Russie. De fait, la Turquie semble profiter depuis 2015 de l'émergence de la « menace russe » en Méditerranée pour s'attirer les bonnes grâces des États-Unis et apparaître comme un allié fiable et indispensable au sein de l'OTAN... Les États-Unis ont d'ailleurs récemment et très

ouvertement appuyé le camp libyen pro-turc tout en déplorant « l'escalade » représentée par la présence russe en Libye. Dans ce contexte, les forces navales turques ont tout intérêt à protéger leurs agissements en Libye au travers de l'OTAN : utilisation de codes et indicatifs de l'alliance y compris lors des missions d'escorte entre la Turquie et la Libye, refus de toute coopération entre l'opération *Sea Guardian* de l'OTAN et l'opération européenne *Irini*, opposition à toute implication de l'OTAN dans les opérations de contrôle de l'embargo au large de la Libye...

Fortes de ce soutien a minima passif des États-Unis et de l'OTAN vis-à-vis de la Turquie, les forces européennes se retrouvent alors rapidement isolées et même parfois divisées quant à la stratégie à adopter... confortant une nouvelle fois la politique turque du fait accompli. L'opération *Irini* se résume ainsi bien souvent au seul couple franco-grec, en cohérence toutefois avec la montée en puissance du partenariat stratégique entre les deux pays. Or, la sécurité de l'Europe pourrait aussi se jouer en Libye vue la possibilité de réalisation d'un continuum géographique pro-turc inédit¹ en Méditerranée, qui faciliterait tant l'isolement de Chypre du continent européen que le chantage migratoire turc vis-à-vis de l'UE (la Turquie contrôlant alors à terme deux des trois points de passage principaux de migrants vers l'Europe)...

Les frictions navales imposées par la Turquie en Méditerranée semblent ainsi dictées par une ambition géopolitique « néo-ottomane » qui chercherait à faire de l'est de la Méditerranée un « lac pro-turc ». Forte du soutien passif des États-Unis et de la

¹ La dernière présence « turque » en Libye s'était achevée en 1911...peu avant l'effondrement de l'Empire ottoman.

frilosité européenne à accepter pleinement le rapport de force, la Turquie pourrait alors chercher à poursuivre la mise en place de cette vision « expansionniste », en Libye et à Chypre, avant de se tourner ensuite plus résolument sur le Dodécanèse. Sauf changement politique majeur en Turquie (voire aux États-Unis) dans les prochaines années, il apparaît donc très probable qu'un rapport de force pérenne, consubstantiel d'ailleurs de la conception des relations internationales au Moyen-Orient, va s'instituer entre Ankara et les nations européennes. Ce contexte dégradé pourrait cependant offrir une belle opportunité pour l'Europe si celle-ci voulait briser la « logique » turque en relevant justement ce défi de la « force », défaisant alors une fois pour toutes le nœud gordien de la faiblesse militaire européenne.

Publié le 27 juin 2020 par l'institut FMES

Erdogan – Stratège ou voyou

*Par Jean-Philippe Pierre, Directeur du Centre Méditerranéen
Innovation et Economie de Défense à l'institut FMES*

La Turquie de Recep Tayyip Erdogan (RTE), jusqu'à présent 19^{ème} économie mondiale, connaît depuis quelques années de réelles difficultés économiques. Forte d'une population de 83 millions d'habitants dont près du quart a moins de 15 ans, il s'agit d'une société en pleine transformation. La tertiarisation de l'activité¹ (55% du PIB pour 55,4% de la population active en 2019) a pris le dessus sur les secteurs agricole (5,8% de la richesse nationale) et industriel (29,1%). Le chômage touche 13,4% de la population active (octobre 2019) et l'inflation atteint un niveau record de 12,15% en janvier 2020. L'AKP, parti de la justice et du développement, parti d'Erdogan au pouvoir depuis 2002 s'est vu sanctionné lors des élections municipales du 31 mars 2019 par la perte des villes d'Ankara et d'Istanbul, qu'il contrôlait depuis 15 ans.

Cette déconvenue électorale au-delà du problème migratoire qui a pesé sur ce scrutin, a été prise comme un avertissement par le chef de la majorité qui a redoublé d'efforts pour sortir de cette ornière économique. Sa stratégie s'appuie à la fois sur l'entretien d'un sentiment victimaire et le retour à un esprit conquérant.

Elle consiste dans un premier temps à chercher des solutions pour sortir du piège intérieur que constituent ces difficultés économiques, puis à créer des alliances d'intérêts et de valeurs

¹ <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TR/indicateurs-et-conjoncture>

divers et enfin à imposer des situations toujours plus osées à ses partenaires.

Sortir du piège intérieur – la fuite en avant

Les mesures de correction internes de la balance commerciale déficitaire depuis 2003¹, ont contribué à appauvrir les turcs. En effet, l'endettement du secteur privé est passé de 29,9 % du PIB en 2007 à 69 % en 2019 et la monnaie a perdu un tiers de sa valeur ces deux dernières années. Sans une diminution de sa dépendance énergétique, une nette amélioration de son attrait pour les investisseurs étrangers et un assouplissement de ses relations avec ses partenaires américains et européens, la Turquie est condamnée à une course perpétuelle aux subsides. Le jeu ambigu de Recep Tayyip Erdogan ne semble pas aller dans le sens d'une remise en question et d'un assainissement des relations extérieures.

Erdogan ou le chaud et le froid

Dans un portrait rédigé pour le blog de l'institut Montaigne², François Livet après l'élection présidentielle turque de juillet 2018 résumait ainsi ce nouveau mandat du « nouveau sultan » : ... *« Il peut, en cet été 2018, poursuivre son rêve d'une Turquie complètement remodelée qu'il domine presque sans contrepoids, non sans rappeler au fond Kemal Atatürk, dont d'ailleurs il commence à revendiquer l'héritage. Les prisons du pays sont remplies d'opposants, les médias sont muselés, le patronat a dû se*

¹<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMTendanceStatPays?langue=fr&codePays=TUR&codeTheme=7&codeStat=NE.RSB.GNFS.ZS>.

²<https://www.institutmontaigne.org/blog/portrait-de-recep-tayyip-erdogan-president-de-la-republique-de-turquie>

soumettre, l'armée, la justice, les administrations ont été épurées. La guerre contre les Kurdes du PKK est relancée ». Cet extrait résume à lui seul la personnalité duale du personnage. En effet, le charismatique président turc affiche deux visages. Celui d'un « libéral » qui s'est battu pour l'intégration de la Turquie à l'Union européenne et celui du conservateur qui, soutenu par les Frères musulmans, conforte les classes populaires dans leur modèle patriarcal et nationaliste. Et, en ce début de seconde mandature, force est de constater que la relation avec l'Union européenne a été instrumentalisée par l'AKP pour contrer les nostalgiques du kémalisme, et insidieusement réinstaurer un État religieux, et sert d'exemple vertueux au profit de l'idéologie frériste.

Résumer RTE à sa seule accointance au courant des Frères musulmans serait néanmoins une erreur. Erdogan est avant tout un pragmatique et un opportuniste. Les alliances et mésalliances auxquelles il habitue les observateurs en attestent. Le traitement de l'affaire Jamal Khashoggi, assassiné par des « agents » saoudiens sur le territoire turc en est une excellente illustration. Dans un premier temps, il dénonce lui-même le crime puis, en Turquie plus rapidement qu'ailleurs, les suites de l'affaire sont passées sous silence. *A posteriori*, nous pouvons en déduire deux conséquences. En premier lieu, c'est une affirmation de la non vassalité de la Turquie vis-à-vis de l'Arabie-Saoudite et dans un second temps, il s'agit d'un moyen de pression qui pourra être utilisé lors de négociations ultérieures.

Fin négociateur, le président Erdogan semble assez peu se soucier des moyens, seuls les résultats comptent et cette attitude qui peut sembler déstabilisante pour un Occidental est plutôt acceptée dans la culture moyen-orientale. D'un autre côté, la situation intérieure du pays l'oblige à adopter une attitude moins déterminée.

Une économie exsangue et des perspectives limitées

Contre coup de la crise de 2008, effets de la corruption, inadaptation de l'industrie et forte dépendance énergétique ne sont que quelques-unes des causes des inquiétudes qui pèsent sur l'avenir de la Turquie.

Sa population, partagée équitablement entre les habitants des grandes villes et celles des villes moyennes et des ruraux, subit cette situation économique morose de manière très différente. Les urbains des grandes villes principalement dans les régions d'Istanbul, Ankara, Izmir, à la frontière sud à Adana et Gaziantep et au nord dans la région de Samsun, sont très sensibles à la chute de la livre turque et au chômage. Avec un taux d'alphabétisation de 99,48 % (2015), cette partie de la population est attachée à un mode de vie ouvert à la mondialisation, elle est très liée avec la diaspora installée en Europe. Les tensions économiques de cette dernière décennie et le retour du fait religieux dans l'espace public turc (comme le port du voile...) les inquiètent.

Les résultats des dernières élections municipales, au printemps 2019, illustrent cette inquiétude, l'AKP a perdu Istanbul où Binali Yıldırım, un proche d'Erdogan a été battu par une coalition de l'opposition. Il s'agit bien là d'un vote sanction contre un parti, l'AKP, qui exerce pourtant un contrôle total sur l'appareil d'État. La population rurale est à l'inverse toute acquise au camp conservateur. Moins sensible aux difficultés économiques du fait de la solidarité familiale et villageoise, elle est bien plus concernée par les problèmes liés aux afflux de populations réfugiées des pays voisins notamment les 3,6 millions de réfugiés syriens et à la préservation de leur mode de vie patriarcal. Le discours nationaliste et conservateur du président y trouve un écho très favorable. Les scores enregistrés par l'AKP dans l'est et le centre du pays attestent de ce soutien populaire même si une érosion,

inquiétante pour le pouvoir et liée au phénomène migratoire, est perceptible.

La Turquie est à la frontière de zones très riches en énergies fossiles (Moyen-Orient et Asie-centrale) et de l'Union européenne. Elle constitue un point de passage majeur pour le transport d'hydrocarbures. Plus de 2 millions de barils par jour (Mb/j) de matières énergétiques transitent par ses détroits. Ne produisant que 7% de ses besoins elle dépend des productions irakiennes, iraniennes pour le pétrole et 60 % de sa consommation de gaz lui est fournie par la Russie. Ses infrastructures gazoducs, oléoducs et plateformes de transformation (GNL) ont atteint leurs capacités maximales, de lourds investissements sont actuellement consentis pour faire passer les capacités de stockage de 5 à 20 % des importations annuelles de gaz. Cette forte dépendance énergétique rend la Turquie vulnérable aux ruptures d'approvisionnement et aux tensions géopolitiques. Ceci explique entre autres le jeu ambigu du président turc vis-à-vis de ses voisins ou de la Russie. Sur le plan industriel, la situation n'est pas meilleure, nous l'avons vu précédemment, la balance commerciale est en déséquilibre quasi chronique. Les autorités misent fortement sur le secteur de l'économie maritime et de défense par la mise en œuvre d'une stratégie très offensive visant à utiliser les capacités de sous-traitance des entreprises turques à développer des partenariats stratégiques (Asie centrale, alliés et pays du Moyen-Orient), à développer des accords de coopération industrielle et à occuper le terrain laissé par les anciens pays colonisateurs en Afrique. Malgré ces efforts et un doublement des chiffres de l'export sur la période 2010 – 2014 (de 0,8 Md\$ à 1,6 Md\$), les perspectives ne sont pas depuis à la croissance.

Enfin, la corruption est une affaire de pouvoir en Turquie. Comme c'est souvent le cas dans les démocraties autoritaires, le « clan » au pouvoir profite de sa position dominante pour s'affranchir des

règles. Les accusations et les scandales de fraudes, de blanchiment d'argent, de corruption et de clientélisme sont récurrentes depuis l'accession au pouvoir d'Erdogan. En 2013 par exemple, à quelques mois des élections locales, le gouvernement du Premier ministre turc Erdogan est touché par un scandale de corruption sans précédent. Dix ministres y ont été démissionnés et 70 officiers de police ont été limogés pour des affaires d'attributions de permis de construire illégaux et de malversations financières. L'Indice de perception de la corruption¹ (IPC) en 2018 montre que la lutte contre la corruption est au point mort dans la plupart des pays et en particulier en Turquie qui enregistre un net recul de 8 places (78^{ème} sur 180 pays) en affichant un score de 41/100 sachant que dans l'IPC, les démocraties bien établies obtiennent en moyenne un score de 75 points et les démocraties imparfaites un score moyen de 49.

Ces difficultés financières, le manque de crédibilité du fait des affaires de corruption et la baisse du soutien populaire dans les grandes villes semblent des phénomènes durables qui rendent l'exercice du pouvoir complexe et fragile.

Désigner des boucs émissaires

Pour sortir de l'impasse politique, le maître d'Ankara joue la carte des boucs émissaires. Chacune de ses interventions est une nouvelle désignation tantôt les Kurdes, les terroristes, les réfugiés, tantôt les Européens, les Israéliens ou les Saoudiens. Évitant les postures victimaires, il préfère se poser en juge, il assène ses théories et impose ses décisions, il a le pouvoir, en use et en abuse surtout vis-à-vis de ceux qui donnent des signes de faiblesse.

¹ <https://transparency-france.org/actu/indice-de-perception-de-la-corruption-2018>

Particulièrement cinglant vis-à-vis des Européens, le nouveau Sultan, comme les médias occidentaux le surnomment, stigmatise leur manque de soutien et leur manque d'engagement. Les réticences à l'entrée de la Turquie dans l'UE sont pour lui une véritable aubaine. Il peut ainsi justifier que malgré d'« immenses efforts » en matière de démocratie et d'organisation, l'UE a rejeté les Turcs, alimentant un nationalisme déjà bien ancré. Conscient que l'UE a du mal à parler d'une seule voix sur les sujets sensibles, il en profite pour jouer la carte de la migration. Sur ce sujet, il est gagnant sur deux tableaux. Sur le plan des relations internationales, il pratique le chantage avec les Européens et soutire des aides financières importantes. Sur le plan intérieur, il se dédouane du problème de l'accueil des réfugiés syriens en rejetant la faute sur l'UE qui ne veut pas les accueillir.

La guerre est également un bon moyen de masquer les problèmes du pays. Surtout si elle est conduite contre un ennemi qui fait l'unanimité contre lui. Les Kurdes, et en particulier le PKK, sont considérés comme une menace majeure pour la Turquie même si leurs communautés associent celles de Turquie, de Syrie, d'Irak et d'Iran semblent incapables de se fédérer. Les inimitiés historiques qu'ils suscitent justifient l'actuelle intervention militaire d'Ankara dans la poche d'Idlib.

Enfin, la présence des réfugiés, même si elle présente un défi important pour Erdogan, est également l'occasion d'une instrumentalisation. En effet, il obtient d'une part des aides substantielles de l'UE pour les accueillir, et d'autre part, ils sont tenus pour partie responsables des difficultés économiques du pays. Même si les estimations hautes du nombre de réfugiés syriens sont de 3,6 millions, le président turc n'hésite pas à gonfler les chiffres, il annonce régulièrement plus de 5 millions, pour en tirer encore plus d'avantages.

Le double jeu de RTE est donc une véritable stratégie qu'il déploie pour faire face à ses propres difficultés ou à celles du pays. Cette duplicité est particulièrement complexe et trouble les relations entre les États de la région.

L'allié de tous les camps

Faute d'offrir des perspectives économiques à son pays, l'ambitieux président turc en plus de désigner des responsables à ses difficultés, cherche des alliances qui lui permettent de montrer qu'il porte haut les intérêts de la Turquie. Si cette stratégie fonctionne assez bien vis-à-vis d'entités ou de leaders moins déterminés, elle a peu d'effets vis-à-vis de personnalités plus affirmées, mais l'habileté politique et la capacité à se dédire de Recep Tayyip Erdogan lui permettent néanmoins de s'imposer si ce n'est en maître du jeu, au moins en tant que partenaire incontournable.

Le pari de la Russie

La complexité de la guerre en Syrie et l'incapacité des Occidentaux à dépasser leurs analyses manichéennes a permis à des acteurs plus pragmatiques de prendre l'initiative et de remettre en cause les équilibres internationaux. Ainsi, RTE a su se placer en allié de circonstance de la Russie.

La guerre en Syrie a offert au moins trois succès à la Russie. Elle a pu revenir au sein du groupe des quelques nations qui disposent de capacités et de savoir-faire militaires de premier plan, elle s'est établie durablement sur les rives de la Méditerranée et elle a conforté sa position dominante dans la distribution des énergies

fossiles vers l'UE. Ces opportunités, elle les a saisies sans que la puissance américaine ne puisse s'y opposer. Dans cette entreprise, Erdogan a montré sa capacité à adapter sa politique à la situation.

Dans un premier temps, alors qu'elle combattait le régime syrien au côté des Occidentaux, l'aide apportée par Ankara à certaines milices djihadistes a contribué à affaiblir leur détermination puisqu'ils cherchaient à tout prix à éviter de se retrouver prisonniers d'un borbier à l'issue incertaine. Dès 2014, alors que les occidentaux ont revu leur soutien aux opposants de Bachar al- Assad, des enquêtes menées par des journalistes d'*Hürriyet Daily News* et de *Radikal* (quotidiens turcs appartenant au groupe Dogan) ont apporté des preuves de l'implication des services de renseignement turcs (MIT) et de responsables de l'association islamiste *Humanitarian Relief Foundation* (IHH), proches du gouvernement et des Frères musulmans, dans l'acheminement d'armes aux rebelles syriens et dans les soins apportés aux djihadistes blessés.

Puis, en septembre 2017, l'achat pour 2,2 milliards d'euros de missiles russes antiaériens S-400 incompatibles avec le système de défense de l'OTAN, a semé la confusion au sein du camp occidental. Cette acquisition de S-400 équipés de radars pouvant peut-être déchiffrer les secrets technologiques du F-35, le fleuron de 5^{ème} génération de la chasse américaine, a non seulement semé l'inquiétude mais également souligné un manque de confiance dans les capacités de l'organisation à assurer la couverture sol-air de l'un de ses membres.

Enfin, sur le plan politique, l'accord de Sotchi du 22 octobre 2019, conclu entre Russes et Turcs met définitivement hors de course les Européens et Américains. Cet extrait d'article de l'envoyé spécial de RFI, Daniel Vallot montre les deux chefs d'État comme des faiseurs de paix : *Recep Tayyip Erdogan a salué un accord* «

historique ». Vladimir Poutine a quant à lui évoqué des solutions « décisives ». À l'issue d'un entretien de plus de cinq heures, les deux dirigeants sont finalement parvenus à un accord par lequel la Turquie s'engage à ne pas reprendre son offensive militaire dans le nord de la Syrie, en échange de quoi la Russie promet un retrait des forces kurdes tout au long de la frontière. Ce sont les Américains qui par leur retrait soudain ont permis cette offensive et ce sont les Russes qui obtiennent un cessez-le-feu. Erdogan, par son renoncement à poursuivre son opération contre les Kurdes, revient dans le jeu diplomatique dont il avait perdu le contrôle. Il prouve aux Turcs sa détermination à lutter contre les Kurdes et à trouver une solution pour réinstaller les réfugiés syriens en Syrie et par la même occasion, il passe pour un dirigeant raisonnable et un habile négociateur. Plus récemment, le cessez-le-feu entre la Russie et la Turquie pour stopper l'escalade de violence à Idlib conclu le jeudi 5 mars 2020 relève de la même logique.

La proximité entre les deux dirigeants s'appuie sur leur pragmatisme et peut également se comprendre par leur longévité partagée : Vladimir Poutine est aux affaires depuis 21 ans et Recep Tayyip Erdogan depuis 17 ans. À titre indicatif, ils ont vu passer 4 présidents américains sur cette période.

Le mauvais garçon de l'OTAN

L'habileté politique du président turc lui permet tout en étant membre de l'OTAN, de s'y comporter comme bon lui semble. Consciente de son poids au sein de l'organisation, la Turquie, au-delà de la seconde plus grande armée après les États-Unis avec un budget de 18,2 milliards de dollars, y tient un rôle stratégique du fait de l'implantation d'un poste de commandement des forces terrestres de l'OTAN à Izmir, le LANDCOM et d'un radar AN/TPY-

2¹ sur la base militaire de Kürecik, à Malatya dans le centre-est, dans le cadre du système de défense anti-missile de l'OTAN (NATO Ballistic Missile Defence, BDM).

Fort de cette position, RTE prend des libertés vis-à-vis de ses alliés. Le projet d'implantation d'une base navale à Gazimagusa en République Turque de Chypre Nord (RTCN) est une des nombreuses illustrations de cette attitude. Ses décisions sont régulièrement ressenties comme des provocations par les autres membres, mais aucun d'entre eux ne s'aventure à y répondre, ce qui l'incite à repousser les limites. Ses outrances verbales, comme en décembre dernier à l'encontre du président français au sujet de sa déclaration sur la « mort cérébrale » de l'OTAN en sont le parfait exemple. Pour mémoire, lors d'un discours prononcé à Istanbul, il s'est adressé au président Macron dans les termes suivants : « *Ces déclarations ne siéent qu'à ceux dans ton genre qui sont en état de mort cérébrale [...] Fais d'abord examiner ta propre mort cérébrale !* ».

Au-delà d'un verbe fort, RTE manie avec efficacité le rapport de force et même le chantage. En réponse aux menaces de sanctions infligées à son pays contre l'achat de systèmes de défense antiaérienne S-400 russes, il a ainsi, par la voix de son ministre des Affaires étrangères M. Mevlut Cavusoglu, averti les autorités américaines qu'il pourrait fermer à l'US Air Force la base aérienne d'Incirlik, dans le sud de la Turquie. Le ministre Cavasoglu début décembre 2019 déclarait « *Nous évaluerons le pire des scénarios et prendrons une décision. Si les États-Unis imposent des sanctions contre la Turquie, alors la question des bases d'Incirlik et de Kürecik pourrait être à l'ordre du jour* ».

¹ Ce radar permet à l'OTAN de détecter et d'identifier des missiles balistiques ennemis. Les informations sont ensuite automatiquement transmises à d'autres outils de défense aérienne de façon à intercepter les missiles étrangers.

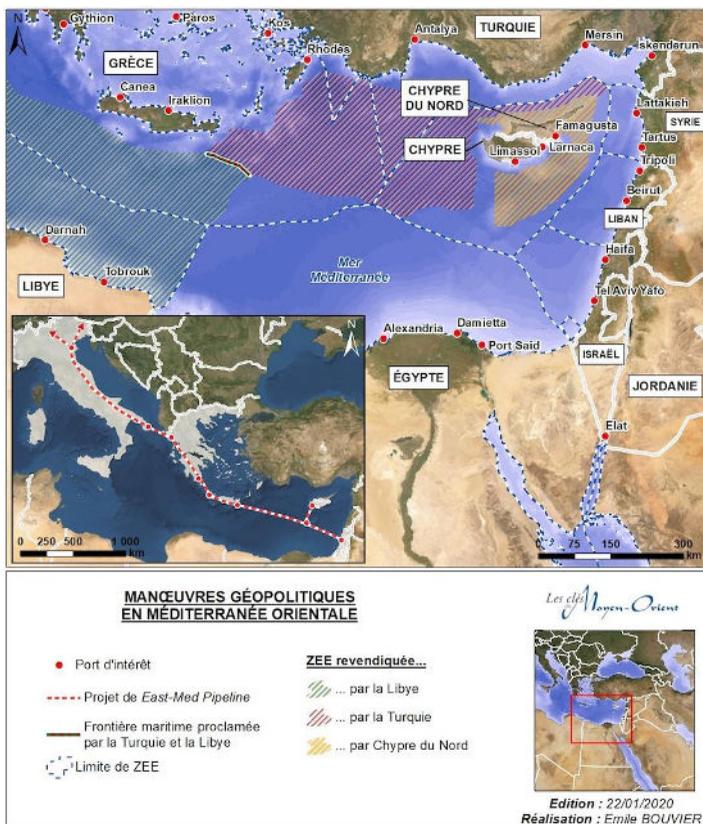
Cette attitude provocatrice est clairement délibérée. Pour la population turque, cette posture confère au président Erdogan une certaine autorité vis-à-vis de ses partenaires, ce qui lui vaut un soutien populaire empreint de fierté et d'admiration. Pour ses contradicteurs, il inspire la crainte car il se montre imprévisible et incontrôlable. Pour ses alliés enfin, c'est un trublion avec lequel ils sont obligés de composer.

Des alliances à géométrie variable

La situation intérieure de la Turquie reste pour son président la principale préoccupation, toutes ses actions à l'international visent à conforter sa position et celle de l'AKP et à freiner l'érosion de son électorat. Il se tourne donc, au nom du nationalisme turc et du panislamisme, vers de nouveaux horizons. L'hybridation de l'islamisme et du nationalisme sont le fil rouge de ces nouvelles alliances.

S'appuyant sur le réseau et les moyens financiers importants (dont ceux du Qatar) dont dispose l'organisation des Frères musulmans, la Turquie se rapproche de pays où ils sont influents. La récente alliance avec le Gouvernement d'union nationale (GNA), dirigé par Fayez Sarraj montre parfaitement cette politique. L'un des moyens pour sortir de la situation économique compliquée de la Turquie est de réduire sa dépendance énergétique. Les gisements offshore de Méditerranée orientale pourraient largement y contribuer. La Turquie revendique les gisements découverts sur son plateau continental qui s'étend jusqu'au sud-ouest de Chypre sans tenir compte des conventions de Genève (1958) et de Montego Bay (1982) sur le droit de la mer (dont elle n'est pas signataire). Isolée dans cette posture, Ankara a trouvé un partenaire en renforçant sa coopération militaire avec Tripoli et en signant un protocole

d'accord de délimitation maritime permettant à la Turquie d'augmenter de 30% la superficie de son plateau continental. Le GNA étant reconnu par les Nations Unies, cet accord apporte une forme de caution morale et juridique aux ambitions d'Erdogan. Il lui permet également de renfoncer militairement la position des Frères musulmans en Libye et de se placer en défenseur de leurs intérêts puisque l'Égypte et l'Arabie Saoudite soutiennent au moins officieusement le camp du maréchal Khalifa Haftar. Enfin, cet accord est une nouvelle provocation vis-à-vis de ses alliés de l'OTAN puisque la zone ainsi partagée entre Libye et Turquie « isole » la Méditerranée orientale.



Une autre alliance d'intérêt est celle avec l'Iran. En septembre dernier, Recep Tayyip Erdogan, avant de quitter New York où il venait d'assister à l'Assemblée générale des Nations Unies, déclarait à des journalistes turcs : « *C'est impossible pour nous d'annuler nos relations avec l'Iran en ce qui concerne le pétrole et le gaz naturel. Nous allons poursuivre nos achats de gaz naturel de ce pays* ». Cette déclaration va totalement à l'encontre du nouveau train de sanctions imposées par le président Donald Trump. Une fois encore, alors que la quasi-totalité de la communauté occidentale s'est pliée bon gré mal gré à la volonté américaine, Erdogan impose unilatéralement sa décision et ménage un autre protagoniste du problème kurde dont il pourrait avoir besoin.

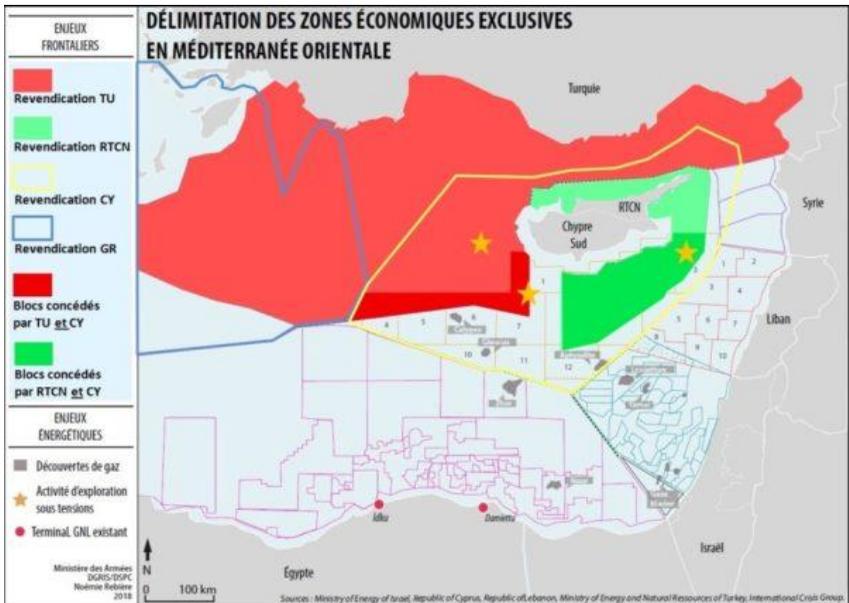
Une stratégie : tester et repousser les limites

Dans un article pour *Valeurs actuelles* du 16 septembre 2019, intitulé : *La Turquie néo-impériale d'Erdogan : faible avec les forts et fort avec les faibles*¹, le géopolitologue Alexandre Del Valle présente cette appétence du président turc pour les rapports de force. Évaluant en permanence la capacité de réponse de ses contradicteurs, Erdogan est un fin négociateur. Face aux moins déterminés, il pratique volontiers la politique du fait accompli. Face aux plus forts que lui, l'agression préventive lui permet de montrer sa détermination et d'emporter un gain minimum. Enfin, la menace, le chantage et les provocations, le font passer pour une sorte de voyou avec lequel la négociation comprend toujours un risque de discrédit.

¹<https://www.valeursactuelles.com/monde/la-turquie-neo-imperiale-derdogan-faible-avec-les-forts-et-fort-avec-les-faibles-110815>

La politique du fait accompli

Le meilleur exemple de la politique du fait accompli pratiquée par les Turcs est certainement celui des prospections sauvages au sud-ouest des côtes chypriotes. Dès 2011, la Turquie signe un accord de délimitation du plateau continental avec la RTCN qui autorise la compagnie *Turkiye Petrolleri Anonim Ortakligi* (TPAO) à prospecter sous la protection de la marine turque. Faute de contradicteurs, le gouvernement d'Erdogan affirme que le partage des ressources offshore doit faire partie intégrante des discussions sur la réunification de l'île. Il s'impose à tous en maître du jeu.



Par l'emploi de la marine militaire turque qui assure une « surveillance constante » et la sécurité des zones de forage

revendiquées, Ankara une nouvelle fois marque sa volonté d'incarner l'acteur incontournable de la région.

Le 13 février 2018 la marine turque a repoussé une plateforme de forage italienne (ENI). Sous le prétexte de manœuvres militaires en cours, elle a été contrainte de s'immobiliser à 50 kilomètres de sa zone de forage au sud-est des côtes chypriotes. Le ministre des Affaires étrangères a dénoncé ces actions unilatérales de Chypre, qui « spolient » les droits des Chypriotes turcs, copropriétaires de l'île, sur ses ressources naturelles.

Le 23 novembre 2019, M. Fatih Donmez, ministre turc de l'Énergie et des Ressources naturelles, a réaffirmé une nouvelle fois que la Turquie poursuivra ses travaux de forage en Méditerranée orientale jusqu'à ce que les recherches aboutissent à la découverte d'hydrocarbures. Pour contrer les menaces de sanctions (gel d'avoirs financiers turcs) provenant notamment de l'Union européenne il déclare : *« Nous ne prenons en compte aucune des menaces faites à notre pays et nos institutions. Nous irons jusqu'au bout ... Nous défendrons jusqu'au bout nos droits ainsi que ceux des Chypriotes turcs. ... Nous réalisons notre 4ème forage en Méditerranée orientale. Nous continuerons à chercher jusqu'à ce que nous trouvions quelque chose ».*

Cette déclaration est rapidement suivie d'effets puisque début décembre deux navires militaires turcs ont expulsé le *Bat Galimun*, navire de recherche océanographique et limnologique israélien, travaillant au large des eaux chypriotes. Cet évènement n'a pas donné lieu à une communication particulière et n'a été divulgué que deux semaines plus tard par les Israéliens. Ce silence est certainement le signe d'une quasi « normalisation » de cette attitude turque.



Incidents impliquant la marine militaire turque en Méditerranée orientale ; 2018 – 2019

L'agression préventive

Dans le même esprit que cette politique du fait accompli, Erdogan pratique l'agression préventive. La mise à exécution de menaces auxquelles ses interlocuteurs ont du mal à accorder du crédit ou l'action sans préavis lui permettent de conquérir des gages qui feront l'objet de négociations sur lesquelles il fera certainement des concessions mais pour lesquelles il tirera néanmoins certains avantages.

Lors de l'opération « Source de paix », l'offensive menée par Ankara à la frontière turco-syrienne contre les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) entre les 9 et 22 octobre 2019, Erdogan n'obtient certes pas tout ce qu'il voulait, mais c'est une victoire facile et à moindres frais qui ajoute à son prestige. Ankara n'est pas parvenue à prendre le contrôle des 440 km de frontière, elle garde quand même le contrôle sur une bande frontalière longue de 120 km et profonde de 32 km, entre la ville de Tall Abyad

et celle de Ras Al-Aïn. L'effet de surprise voire de sidération produit par ces mises à exécution de menaces lui permet à chaque fois d'aller un peu plus loin dans le contrôle de l'espace et l'affaiblissement de ses adversaires.

Plus récemment, l'offensive militaire contre le régime de Bachar al-Assad à Idlib, dans le nord-ouest de la Syrie, en réponse à la mort de 33 soldats turcs tués par une frappe attribuée aux forces de Bachar al-Assad peut ressembler à une défaite des Turcs. Même si le président Erdogan a dû accepter de faire des concessions dans les négociations avec son puissant allié russe, il en tire des avantages. Sur le plan intérieur, le président Erdogan prouve à son opinion publique qu'il agit concrètement pour le retour chez eux des réfugiés syriens. C'est notamment un des 3 points de l'accord de cessez-le-feu conclu à Sotchi le 5 mars. Sur le plan de la politique extérieure, il a également donné des gages à ses partenaires en prenant le parti des forces d'opposition au régime syrien, dont certains sont financés et soutenus par l'organisation des Frères musulmans. Enfin, il y a trouvé et ce déjà depuis quelques temps des *proxies* qu'il oriente vers les forces de Tripoli en Libye.

Chantage et provocations

Erdogan n'hésite pas à contraindre ses interlocuteurs. C'est un parieur qui n'hésite pas à prendre des risques pour arriver à ses fins. Plus il sent faible son interlocuteur, plus il est provocant. Peu soucieux des us et coutumes de la diplomatie, le chantage est pour lui un moyen comme un autre pour obtenir ce qu'il veut. Il est en cela au diapason des dirigeants du nouveau monde : Trump, Poutine, Xi-Jinping.

Aujourd'hui, ce sont les Européens qui font les frais du chantage aux migrants. Fragilisés, car devant parler d'une seule voix pour 28

membres, leurs hésitations et leurs désaccords renforcent la détermination d'Ankara. L'accord passé sous l'impulsion de la chancelière allemande en mars 2016, prévoyant de financer la Turquie pour qu'elle garde sur son territoire les réfugiés syriens est battu en brèche à la fois par un certain rejet de ces Syriens (Arabes) qui pèsent sur le quotidien des Turcs et par l'appât du gain que représente cette manne financière consentie par l'UE. Dans cette affaire encore, Erdogan joint le geste à la parole. Afin d'être certain que les Européens comprennent bien que sa demande ne souffre pas de discussion, il lance en même temps les premières vagues de migrants vers l'Union et il fait appuyer leur passage de la frontière de l'UE par ses forces de police et ses forces spéciales.

Les Européens sont pris au piège. Soit, ils paient et s'exposent à de nouveaux chantages. Soit, ils ferment momentanément leurs frontières sachant qu'il est quasiment impossible d'arrêter un tel flux de migrants et que jamais les opinions publiques occidentales n'accepteront le sacrifice d'hommes et de femmes considérées là comme une simple marchandise.

L'ambition de Recep Tayyip Erdogan a peu de limites, il souhaite marquer l'histoire de son pays d'une marque au moins aussi indélébile que celle laissée par Mustafa Kemal Atatürk. Il est vrai que le contexte actuel lui offre de nombreuses possibilités de servir cette cause et de donner l'illusion qu'il peut atteindre son but.

Pourtant, si l'on observe attentivement la situation de la Turquie, on s'aperçoit que « *l'allié de tous* » d'hier est en train de devenir l'adversaire de chacun aujourd'hui.

Même si l'Europe n'est pas en mesure aujourd'hui de contrer ses provocations, le retour de la Russie, l'impératif besoin de stabilité en Méditerranée orientale pour les nouvelles routes de la soie

chinoises et la présence discrète mais toujours imposante des États-Unis pourraient rapidement ramener le « *néo sultan* » à la réalité. Erdogan est un joueur qui affectionne le bluff, mais son jeu et ses moyens ne lui permettront pas de gagner la partie. Reste le risque de la fuite en avant...

Publié le 18 mars 2020 par l'institut FMES

Russie et Turquie, une « cogestion concurrente » des conflits en Syrie et Libye

Par Arnaud Peyronnet

Selon le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères français, la crise libyenne s'accroîtrait et se transformerait lentement en une guerre ouverte de *proxies* qui rappellerait fortement la crise syrienne. De plus, et encore plus que la crise syrienne, ce conflit libyen pourrait déstabiliser la région entière, à une encablure des côtes européennes, et ce alors même que les frictions navales s'accroissent déjà dans cette zone.

Cette sous-traitance des affrontements de puissance, déjà entrevue en Syrie, est devenue une nouvelle forme des « zones grises de conflit », parfaitement maîtrisée par les deux puissances révisionnistes de la région, la Russie et la Turquie. Ces deux puissances non arabes ont en effet des intérêts géopolitiques dynamiques visant à renverser le statu quo actuel pour le remplacer par « leur » ordre bipolaire régional. Les deux pays veulent ainsi tous deux s'imposer sur la scène moyen-orientale afin de tirer parti tant du retrait américain, que de l'impuissance européenne et de la division chronique des nations arabes. La Russie cherche un accès sûr et pérenne aux mers chaudes tandis que la Turquie poursuit inlassablement son rêve pan-ottoman.

Ces deux puissances, à la fois concurrentes et complaisantes entre elles, ont toutefois fait le choix de ne pas s'affronter directement tout en maintenant un niveau de tensions élevé. Leurs intérêts « concurrents » conduisent alors tant à des frictions qu'à des compromis qui illustrent cependant toute la primauté de la force et

de l'initiative géopolitique sur la scène moyen-orientale. Le statu quo *ante* semble ainsi définitivement brisé sur les dépouilles de l'impuissance stratégique occidentale. Un accord Erdogan/Poutine pourrait-il ainsi finalement succéder aux accords Sykes-Picot ? Quels sont donc ces intérêts turcs et russes ? Leur compétition en Syrie voit-elle effectivement un prolongement en Libye ?

Une « paix froide » imposée en Syrie malgré des ambitions diamétralement opposées

En Syrie, une « paix froide » est maintenue dans et autour de la zone de désescalade d'Idlib où une trêve « forcée » est en place depuis le mois de mars 2020. La Russie y exerce toutefois une pression régulière afin que la Turquie désarme les multiples groupes combattants qu'elle continue de soutenir. Des patrouilles conjointes russo-turques sont d'ailleurs effectuées pour vérifier le bon respect des accords par les belligérants. Cette zone reste ainsi le « thermomètre » des relations entre les deux pays, chaque rupture de la trêve étant un signal envoyé à l'autre parti¹. La Turquie continue également sa lutte contre les Kurdes de Syrie (à la suite de ses opérations « Bouclier de l'Euphrate » en 2016 et « Branche d'Olivier » en 2018) et même d'Irak (déclenchement de l'opération « Serre d'Aigle » mi-juin dans la région de Sinjar et des monts Kandil)². Ces opérations visent certes à affaiblir le PKK, ennemi traditionnel de la Turquie mais cherchent également à créer le long des frontières turques une zone « tampon » de plusieurs dizaines de kilomètres de large. Une telle zone éloignerait

¹Et éventuellement relié à l'autre théâtre libyen, comme le 8 juin 2020, quand des frappes pro-russes ont visé des positions pro-turques à la fois en Syrie et en Libye.

²Cette opération a pour le moment vu des frappes aériennes, des tirs d'artillerie et l'emploi de forces spéciales contre des positions du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), allié aux milices kurdes syriennes... elles-mêmes engagées contre Daesh et soutenues par l'Occident.

la menace du PKK mais pourrait également être aussi utilisée par Ankara pour « turciser » de vastes espaces géographiques en favorisant l'implantation de populations qui lui sont favorables. Le rêve pan-ottoman d'Ankara pourrait alors se réaliser dans ces zones, au profit d'un démembrement partiel de l'intégralité territoriale syro-irakienne.

Or, cette ambition géopolitique entre en conflit direct avec la stratégie russe qui vise à intégrer les Kurdes dans une solution politique favorable au régime syrien et qui soutient avant tout l'idée « d'intégrité territoriale » de la Syrie. Face à de telles velléités turques, la Russie cherche désormais à consolider sa présence en Syrie via l'obtention d'un plus grand nombre d'emprises militaires. Elle a d'ailleurs commencé à établir une base en zone kurde du nord-est syrien, ce qui lui permet bien évidemment de préempter sa présence vis-à-vis de la Turquie mais aussi d'occuper le « vide sécuritaire » laissé par les États-Unis¹. Moscou continue également de renforcer l'armée syrienne (en lui livrant d'ailleurs plusieurs aéronefs de type Mig-29 ces dernières semaines) afin que celle-ci redevienne un acteur de premier plan par rapport à ses voisins... et notamment la Turquie.

Une course de vitesse russo-turque en Libye

La stratégie pan-ottomane de la Turquie actuelle appelle de ses vœux une extension de la domination géopolitique turque sur les espaces maritimes de la Méditerranée et de la mer Égée, voire au-delà, conformément à la doctrine de la Patrie Bleue (*Mavi Vatan*). L'implication turque en Libye est directement liée à de telles

¹ Cette nouvelle présence russe dans cette région alimente aussi périodiquement des tensions avec les forces américaines encore présentes sur place...La Russie a en effet clairement l'ambition de remplacer sur place les forces occidentales quand celles-ci décideront finalement de partir.

perceptions, le soutien turc au régime de Fayeze Sarraj devant permettre la pénétration des intérêts économiques (pétrole) et politiques turcs en Libye. Son empreinte en Libye est ainsi clairement liée à ses ambitions maritimes et de prospection offshore en Méditerranée, faisant de toute une zone méditerranéenne un continuum turc qui aurait également pour avantage d'isoler encore plus Chypre... En outre, la Turquie pourrait s'affirmer alors comme une puissance régionale de poids vis-à-vis de l'Europe mais également vis-à-vis des autres puissances sunnites concurrentes, développant en Afrique du Nord son modèle d'Islam politique déjà véhiculé en partie par la mouvance des Frères musulmans.

La Turquie a ainsi intensifié depuis novembre 2019 son soutien au GAN (Gouvernement d'Accord National dirigé par Fayeze Sarraj), en lui livrant des drones, des munitions et plusieurs milliers de miliciens venant de la province syrienne d'Idlib. Ce soutien a d'ailleurs permis au GAN de remporter des victoires importantes autour de Tripoli (notamment la base aérienne d'al-Watiya), desserrant largement l'étau que faisait peser les forces de l'ALN (Armée nationale libyenne dirigée par le maréchal Haftar) et ramenant ces dernières à leurs positions d'avril 2019. Cette base pourrait éventuellement accueillir un jour des avions turcs¹, surtout si la suprématie aérienne devait pencher inexorablement du côté de l'ALN à la suite des récentes livraisons russes d'avions (Mig-29 et Su-24) au maréchal Haftar. Ce dernier, soutenu entre autres par la Russie, est déjà épaulé sur le terrain par le groupe paramilitaire russe Wagner. De plus, Moscou pourrait envisager l'utilisation de groupes paramilitaires syriens pro-régime auprès du LNA, contribuant alors encore plus à la guerre des *proxies* et à la « syrianisation » du conflit libyen. Les intérêts russes en Libye

¹ Et le port de Misrata accueillir éventuellement une base navale turque, l'activisme naval turc au large de la Libye montant progressivement en puissance.

sont quant à eux surtout motivés par l'opportunité d'établir de nouveaux points d'appui militaires sur la rive sud de la Méditerranée....

Vers un « conflit gelé » en Libye selon l'exemple syrien

Comme en Syrie, les deux protagonistes pourraient cependant finalement coopérer afin que chacun préserve ses intérêts et son aura politique. L'épouvantail d'une présence russe en Libye a en effet un certain nombre d'avantages pour les deux protagonistes :

- **La Russie réaffirme ainsi sa propre perception de « puissance mondiale » qui joue un jeu égal à celui des États-Unis**, en étendant son influence dans des « zones grises » laissées vacantes par le camp occidental. La Russie dispose alors de sa « revanche » de la guerre de 2011 et peut retrouver une position stratégique le long des côtes de la Méditerranée centrale. De fait, la Libye est devenue en 2020 la projection territoriale de ses emprises militaires existantes en Syrie depuis 2015...
- **La Turquie profite de la « menace russe » pour s'attirer les bonnes grâces des États-Unis et fissurer l'alliance de plusieurs pays européens, grâce à son statut de membre privilégié de l'OTAN...** Les États-Unis ont d'ailleurs récemment et très ouvertement appuyé le GAN et la Turquie tout en déplorant « l'escalade russe » en Libye. Le Commandement américain pour l'Afrique a même surenchéri en déclarant que la prochaine étape recherchée par la Russie en Libye serait la mise en place de systèmes de déni d'accès sur les côtes sud de l'OTAN (ce qui est de surcroît parfaitement envisageable). Dans tous les cas, les États-Unis ont pris parti et semblent désormais vouloir « contenir » les agissements russes

en Libye. L'Europe se retrouve de son côté divisée et isolée, ses intérêts devenant contradictoires tant avec la Turquie, la Russie que les États-Unis sur ce sujet... Dans tous les cas, la légitimité de la position turque, vue à Washington comme « force de blocage de la Russie » (en Libye comme en Syrie) s'est sans nul doute affirmée avec ce soutien américain et affaiblit davantage les positions européennes. D'ailleurs, et dans le même cadre, un engagement américain plus conséquent en Tunisie est envisagé, ce que la Turquie voit évidemment d'un bon œil...

- **Les intérêts maritimes turcs en Méditerranée centrale et orientale font également le jeu de la Russie** qui a tout intérêt à ce que le projet gréco-israélo-égyptien *EastMed* d'approvisionnement en gaz de l'Europe échoue. La Russie pourrait en effet alors garder le monopole de livraison du gaz vers l'Europe... y compris via la Turquie.

Ces intérêts finalement partagés pourraient ainsi inciter tant la Russie que la Turquie à trouver une issue, même temporaire, à ce conflit, à l'instar de ce qui a été fait en Syrie. La Russie explore ainsi désormais les possibilités de dialogue et de négociation avec les différentes composantes des forces libyennes, envisageant d'ailleurs le retrait partiel (ou à l'inverse le renforcement massif) de forces paramilitaires comme moyen de pression sur les récalcitrants. L'abandon du maréchal Haftar au profit d'un autre homme politique plus aligné sur les intérêts russes pourrait être d'actualité. Le soutien égyptien à des négociations pourrait être également recherché par la Russie, consacrant alors une nouvelle fois le retour majeur de Moscou dans cette région. La Turquie n'abandonne pas non plus l'idée d'une trêve de longue durée en Libye, ce qui lui permettrait d'asseoir définitivement son influence

sur la partie occidentale du pays. Cela lui permettrait en outre et surtout de préserver son accord de délimitation maritime signé avec le GAN en novembre 2019. De fait, un mécanisme similaire à celui en place en Syrie semble se mettre doucement en œuvre, chacun poursuivant ses intérêts via des initiatives tactiques et des compromis aléatoirement durables, tout en limitant au maximum les possibilités de confrontation ouverte.

Via les exemples syrien et libyen, il semble assez clair que tant la Russie que la Turquie ont une politique géopolitique régionale fondée sur l'exploitation du vide laissé par un retrait occidental considéré comme « inéluctable ». Dans les perceptions de ces deux pays, les initiatives militaires unilatérales permettent ainsi systématiquement d'obtenir des succès stratégiques, le pari étant fait que l'Occident n'assumera jamais pleinement le rapport de forces qui lui est imposé¹. En outre, ces conflits sont devenus « indirects » via l'emploi massif de la sous-traitance milicienne régionale et la privatisation de la force armée. Ces deux méthodes permettent d'éviter au maximum les possibilités de confrontation ouverte tout en facilitant l'initiative sur le terrain. Via l'utilisation intensive de *proxies* et la technique du « conflit gelé », ces deux pays gèrent ainsi désormais conjointement mais indirectement tant la Syrie que la Libye, et y sont devenus les médiateurs incontournables de toute solution politique.

Publié le 19 juin 2020 par l'institut FMES

¹ Et ce d'autant plus que le camp occidental est divisé, l'exemple libyen tendant à montrer que les intérêts européens en Méditerranée sont à la fois combattus par la Russie, la Turquie...et par les États-Unis.

Le Brexit aura des conséquences en Méditerranée

Par Pierre Razoux, Directeur de recherche à l'IRSEM, associé à l'institut FMES

Inutile de se voiler la face, le Brexit, effectif depuis le 1^{er} février 2020, aura des conséquences néfastes en Méditerranée. Les trois rives septentrionale, levantine et méridionale seront touchées, mais probablement pas de la même manière. Il convient de s'y préparer en anticipant les conséquences les plus prévisibles de manière à limiter leurs impacts négatifs lorsque ceux-ci surgiront. Pour cela, il va falloir dialoguer, faire preuve de bon sens, d'esprit d'ouverture, mais aussi de fermeté lorsque cela s'avérera nécessaire. Les centres de recherche et de réflexion stratégique répartis autour du bassin méditerranéen auront leur rôle à jouer, à commencer par l'institut FMES qui se trouve en première ligne depuis son avant-poste toulonnais.

Le statut de Gibraltar

Territoire britannique d'outre-mer depuis 1704, le rocher de Gibraltar – anciennes colonnes d'Hercule gardiennes de la sortie de la Méditerranée pendant l'Antiquité – n'a cessé d'être revendiqué par l'Espagne à laquelle ce rocher est physiquement rattaché. Depuis son adhésion à l'Union européenne en 1986, la couronne espagnole demande à Bruxelles de soutenir sa requête visant à récupérer cette enclave britannique, estimant qu'il s'agit là d'une scorie coloniale qui n'a plus lieu d'être. Jusqu'à présent, les instances européennes avaient toujours refusé de prendre parti

dans ce différend opposant deux États membres, estimant que cette question ne pourrait être résolue que par les intéressés eux-mêmes. Lors de la dernière consultation d'octobre 2016, 96% des résidents de Gibraltar ont voté en faveur du maintien à la couronne britannique. Lors d'une visite de courtoisie l'été suivant (2017), le roi Philippe VI d'Espagne a confirmé les prétentions espagnoles, mais a souligné qu'elles devraient être satisfaites par voie diplomatique.

Maintenant que le Royaume-Uni a quitté l'UE, il est probable que l'Espagne remonte à la charge et demande à Bruxelles de soutenir sa position, mettant l'UE en porte-à-faux entre ses principes visant à privilégier les États membres et les nombreux intérêts commerciaux qui la lient à la Grande-Bretagne. *A fortiori* si le gouvernement espagnol a besoin d'un dossier fédérateur pour renforcer le sentiment d'unité nationale et si les négociations commerciales entre Bruxelles et Londres patinent. Dans cette hypothèse, nul doute que Madrid et Londres demanderont aux principaux États européens de prendre parti, accroissant par là même les risques de division au sein d'une UE déjà bien fragilisée. Or, la France, pour ne parler que d'elle, a besoin d'entretenir d'excellentes relations avec Madrid comme avec Londres.

Ce dossier pourrait affaiblir un peu plus l'Espagne en proie à de fortes tensions centrifuges (Catalogne, Pays basque), d'autant que les frontaliers qui franchissaient jusqu'à présent librement les limites du Rocher pour travailler de part et d'autre pourraient se voir stoppés au passage de la frontière, Gibraltar ne faisant désormais plus partie du territoire de l'UE.

Déterrer le dossier de Gibraltar pourrait avoir un impact par ricochet sur celui des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla en territoire marocain, elles-mêmes scories de la présence coloniale espagnole au Maroc, dans un contexte de fortes tensions

nationalistes affectant l'ensemble de la rive sud du bassin méditerranéen. Les tensions sont suffisamment fortes entre les pays maghrébins pour que l'on n'en rajoute de nouvelles.

Prime à la division et aux forces centrifuges

Si l'on en croit les sondages les plus récents effectués en Écosse et en Irlande, appuyés par l'évolution démographique et religieuse des populations locales, il est possible – voire probable – que l'on assiste à moyen terme à l'unification pacifique de l'Irlande et à l'indépendance de l'Écosse (qui a voté majoritairement pour son maintien dans l'UE) en cas de détérioration de l'économie britannique dans un contexte post-Brexit. Cette évolution pourrait être accélérée en cas de dégradation de l'image de la couronne et de polarisation de la vie politique britannique.

Une telle évolution ne pourrait que stimuler les velléités indépendantistes de la Catalogne en Espagne, de la Corse en France, de la Sardaigne en Italie, de la Kabylie en Algérie, des minorités des Balkans occidentaux, ou bien encore de la république autoproclamée de Chypre du Nord.

Nul doute également que les futurs gouvernements britanniques ne manquent aucune occasion de diviser l'UE pour se créer des occasions de rebonds économiques et politiques en Méditerranée. Malte, vieux bastion britannique (y compris par la langue et la culture), pourrait pâtir de cette stratégie dans le sens où Londres pourrait aisément profiter du sentiment de solitude des autorités maltaises face à la délicate gestion de la crise des migrants par l'UE pour raviver les liens du Commonwealth et fragmenter un peu plus la politique méditerranéenne de Bruxelles.

Sur la rive sud, le Royaume-Uni pourrait être tenté d'attiser les rivalités locales, les frictions intereuropéennes et les incompréhensions entre les deux rives du bassin méditerranéen pour améliorer les positions de ses industriels de l'énergie et de l'armement. Il convient de souligner à cet égard les progrès récents réalisés par British Petroleum en Algérie, en Libye, en Égypte, en Méditerranée orientale (au sud de Chypre) et même envers l'Autorité palestinienne dans la perspective de l'exploration future des gisements gaziers offshore au large de la bande de Gaza. Jouer des divisions serait d'autant plus facile au gouvernement britannique que les Européens affichent leurs divisions ou leur absence de consensus sur les dossiers les plus marquants du moment, qu'il s'agisse de leurs relations à l'Iran, à la Turquie, à Israël et au soi-disant « Plan de Paix du siècle » de la Maison Blanche pour régler le dossier palestinien, à l'Égypte, à la Libye bien sûr, mais aussi à la Tunisie et à l'Algérie.

Regain de tensions à Chypre et en Méditerranée orientale

C'est toutefois à Chypre et dans ses alentours que l'évolution de la posture britannique post-Brexit pourrait entraîner les effets les plus significatifs. Protectorat, puis colonie britannique de 1878 à 1960, les forces armées britanniques entretiennent depuis l'indépendance de Chypre une importante garnison (actuellement 3 500 militaires) sur l'île, sur les deux bases d'Akrotiri (près de Limassol) et de Dhekelia (près de Larnaca). Ce contingent britannique contribue depuis 1964 à la Force de maintien de la paix des Nations unies à Chypre (UNFICYP¹) à travers l'opération

¹ L'UNFICYP déploie depuis 1964 un millier de casques bleus le long d'une « Ligne verte » séparant les parties nord et sud de l'île. Leur présence, qui visait initialement à assurer la sécurité des deux communautés grecques et turcophones, consiste depuis l'invasion turque de 1974 à contrôler physiquement la ligne de partage séparant la République chypriote

Tosca. Depuis 1971, Chypre représente le bastion militaire britannique tourné vers le Moyen-Orient ; c'est de là que sont parties les forces aériennes britanniques impliquées dans toutes les opérations extérieures post-Guerre froide, y compris vers la Libye (2011), l'Irak et le Levant (2014) dans le cadre de l'opération de lutte contre l'État islamique (Daech), ou bien encore vers la Syrie lors de l'opération *Hamilton* (14 avril 2018) visant des sites de production d'armes chimiques du régime de Bachar el-Assad.

Aujourd'hui, la Royal Air Force déploie sur la base d'Akrotiri sa 903^e *Expeditionary Unit* constituée d'une douzaine de chasseurs bombardiers Typhoon FGR4, de ravitailleurs en vol, d'un AWACS et d'avions de guerre électroniques ; en cas de besoin, elle a déclaré son intention d'y affecter des chasseurs bombardiers F-35 de 5^e génération, ceux-là même que la Turquie ne recevra pas compte tenu de sa posture désormais favorable à la Russie, mais surtout de sa relative défiance vis-à-vis de l'OTAN. Ce dispositif, auquel s'ajoute la présence ponctuelle d'une frégate ou d'un destroyer de la Royal Navy en Méditerranée orientale, contribue indéniablement à stabiliser Chypre et à dissuader la Turquie de pousser davantage ses pions sur place. Mais qu'advierait-il si le ministère de la Défense britannique venait à se voir imposer des coupes budgétaires drastiques, en cas de réduction du niveau d'ambitions de la Couronne, lui imposant de réduire sa présence militaire sur place, voire même de fermer ses bases¹? Ou à l'inverse si le gouvernement britannique adoptait une posture plus

internationalement reconnue (et membre de l'UE), de la république autoproclamée de Chypre du Nord reconnue par la Turquie.

¹ La présence des bases britanniques à Chypre était jusqu'à présent plutôt bien acceptée des Chypriotes compte tenu du bassin d'emplois qu'elles représentent. Mais la sortie du Royaume-Uni de l'UE pourrait entraver sensiblement les mouvements quotidiens des travailleurs locaux qui pénètrent désormais dans un territoire situé de fait en dehors de celui de l'UE.

favorable à la Turquie, comme il eut l'habitude de le faire pendant vingt-cinq ans pour fragiliser la cohésion de l'UE ?

Face aux nouvelles ambitions méditerranéennes revendiquées par le président turc Recep Tayyip Erdogan (extension unilatérale de la zone maritime économique sous souveraineté turque en direction de la Libye, demande de retrait de contingents militaires stationnés sur les îles grecques voisines, violations récurrentes des eaux territoriales grecques, envois d'armes et de combattants en Libye), il est urgent que l'UE prenne position pour contenir les actions déstabilisatrices du pouvoir turc. C'est ce qu'a fait Emmanuel Macron le 29 janvier 2020 en dénonçant très fermement les provocations de Recep Tayyip Erdogan et en annonçant la conclusion prochaine d'un partenariat stratégique avec la Grèce et Chypre, tous deux membres de l'UE. Dans ce contexte de plus en plus tendu et après la perche tendue par le président de la République français, Londres devra prendre position.

Désengagement britannique ou posture plus agressive ?

Une fois l'euphorie du divorce passé et le sentiment de liberté retrouvée évanoui, les Britanniques devront faire face à l'amointrissement de leur espace marchand et aux tentatives des États-Unis et de la Chine de les dépecer économiquement et stratégiquement. *A fortiori* si le royaume de Sa Majesté a entre-temps perdu l'Écosse et l'Irlande du Nord, et que la Russie, comme d'autres acteurs mal intentionnés, se sont déchaînés via des campagnes de dénigrement, de propagande et de manipulation des opinions publiques pour délégitimer la classe politique et la monarchie britanniques. Car ce qui rend au bout du compte le Royaume-Uni attractif pour ses partenaires comme pour ses

voisins européens, c'est sa dimension libérale dans tous les domaines : économique, politique, sociétal et religieux ; les Frères musulmans qui ont massivement investi la City l'ont bien compris. Pour isoler la Grande-Bretagne, rien de mieux qu'une montée brutale du populisme et de l'isolationnisme. Les premiers signaux sont clairement perceptibles, y compris à l'encontre de la Couronne. Déjà, Américains et Chinois sont bien positionnés pour prendre le contrôle de secteurs clés de l'économie, qu'il s'agisse de l'énergie (y compris du nucléaire pour la Chine), des infrastructures de communication, de l'industrie de défense, de la 5G et de la haute technologie.

Affaiblis et luttant pour préserver leur rang, les Britanniques redeviendront ce qu'ils ont été pendant des siècles, un peuple de marins conquérants et de corsaires écumant mers et océans pour gagner des marchés par tous les moyens possibles, sans plus la moindre prévention pour leurs anciens partenaires européens. Les règles européennes qui limitaient jusqu'à présent les pratiques les plus contestables ne leur sont plus désormais opposables. Quant aux organes de régulation internationaux (ONU, OMC, FMI...), ceux-ci sont de plus en plus fragilisés par les foucades de Donald Trump, les ambitions chinoises et les provocations des autocrates qui semblent avoir le vent en poupe.

Le problème pour les Européens, c'est que quelle que soit l'évolution de la posture britannique, ses conséquences risquent de leur être défavorables : soit le Royaume-Uni s'affaiblit économiquement et stratégiquement, et Londres diminuera sa présence militaire et ses investissements dans l'aide au développement, réduisant ainsi sa présence stabilisatrice en Méditerranée ; soit il se renforce et risque de vouloir contrer les actions stabilisatrices des Européens pour gagner de nouveaux marchés et accroître sa propre influence.

Il est donc crucial de maintenir un dialogue étroit, franc et constructif avec le Royaume pour l'instant encore uni, afin de lui exprimer clairement nos attentes, nos offres, mais aussi les mesures de rétorsion que nous pourrions être amenés à prendre, ce qui implique pour l'Union européenne et ses membres les plus influents en Méditerranée de se concerter rapidement entre eux d'abord, avant d'en discuter avec leurs partenaires des rives méridionales et levantines. Ce pourrait être l'agenda prioritaire d'un futur sommet euro-méditerranéen.

Il est tout aussi crucial pour les États de l'UE riverains du bassin méditerranéen d'accroître leur effort de défense, notamment dans le domaine aéromaritime, pour contribuer plus efficacement, avec ou sans les Britanniques, à la sécurisation de l'axe maritime reliant l'océan Atlantique à l'océan Indien via le détroit de Gibraltar, le canal de Suez et le détroit de Bab-el-Mandeb. Ce dernier s'impose plus que jamais comme un avant-poste vital pour la défense de la Méditerranée.

Publié le 5 février 2020 par l'institut FMES

Les stratégies de déni d'accès en Méditerranée, problème ou solution ?

Par Arnaud Peyronnet

La crise prolongée en Syrie a conduit la Russie à y intervenir militairement en 2015, les composantes terrestres et navales étant accompagnées d'un volet naval de plus en plus conséquent. D'abord conçue pour escorter le pont naval logistique russe vers la Syrie, la projection de puissance russe s'est ainsi au fur et à mesure étoffée pour s'ancrer définitivement dans le paysage de la Méditerranée orientale et y constituer progressivement un déni d'accès crédible. Et cet exemple pourrait éventuellement se dupliquer vers d'autres pays de la Méditerranée. La politique turque privilégie quant à elle les actions en dehors de son territoire, dans une sorte de « néo-pan-ottomanisme » centrée sur le renouveau de l'influence turque au Moyen-Orient et en Méditerranée¹.

Or pour ce faire, un certain contrôle de la Méditerranée est essentiel. Dans ce contexte, pour à la fois protéger son influence et empêcher ses adversaires de perturber ses actions, la Turquie développe progressivement une stratégie de déni d'accès en Méditerranée, notamment au large de Chypre. Or, ces dispositifs de déni d'accès mis en place ou en cours d'installation par la Russie et la Turquie en Méditerranée inquiètent les puissances maritimes occidentales, adeptes du principe de liberté de navigation et du *sea control*. Mais elles semblent encore hésiter sur les stratégies à

¹ Les ambitions régionales turques se font jour depuis 2011 quand le Président Erdogan avait proclamé que la Turquie se devait « de résider au plus proche du Canal de Suez, les mers adjacentes et se projeter en Océan Indien ».

suivre pour y faire face. L'exemple américain, qui commence à mettre en place un dispositif étendu de « déni d'accès offensif » en Asie du Sud-Est pourrait alors être, dans ce contexte, une piste à étudier. Assiste-on à la mise en place de stratégies de déni d'accès en Méditerranée ? Et quelles pourraient être les stratégies navales permettant de les contourner ?

Le déni d'accès russe en Méditerranée orientale...

Le théâtre syrien a d'abord été l'occasion pour la marine russe de démontrer, notamment vis-à-vis des États-Unis, son savoir-faire opérationnel et technique. La Syrie est ainsi devenue une véritable « zone d'essais » pour les capacités russes de frappes contre terre à partir de plateformes navales (tirs de missiles Kalibr notamment). Mais surtout, la Russie a mis progressivement en place une stratégie de déni d'accès au large de la Syrie : présence navale permanente au large des côtes, notamment via des sous-marins, déploiement en novembre 2016 d'un système de défense côtière Bastion-P doté de missiles de croisière anti surface (350 km de portée), mise en place de systèmes de défense aérienne de type S-400 (400 km de portée) et présence ponctuelle d'avions de patrouille maritime. En outre, les forces présentes sur place (essentiellement issues de la flotte de la Mer noire) sont systématiquement renforcées d'unités d'autres flottes¹ dès que la présence américaine s'accroît. De plus, la Russie ferme, parfois pour plusieurs jours, des zones maritimes et aériennes au large de la Syrie, au prétexte d'exercices militaires, privant ainsi les autres pays d'accès libre et inconditionnel aux espaces au large de la Syrie². Certaines de ces zones réservées se sont même parfois

¹ Un exercice naval d'ampleur conduit en Méditerranée en septembre 2018 a d'ailleurs simultanément mobilisé 25 bâtiments russes.

² Les zones étant publiquement annoncées comme fermées via des avis aux navigateurs maritimes et aériens.

étendues jusqu'au nord d'Israël pour les plus grands exercices, comme en septembre 2018 par exemple. Ces « zones fermées » créent ainsi une « barrière protectrice » pour la Syrie, forçant les aéronefs étrangers à voler à plus haute altitude (et donc à être plus facilement détectables) tout en obligeant les bâtiments étrangers à s'éloigner des côtes.

La présence navale russe en Syrie étant désormais pérenne¹ et le déni d'accès établi, Moscou pourrait désormais chercher à étendre ce « modèle » à d'autres pays de la région, ce qui passe d'abord par des actions appuyées d'influence. Pour ce faire, la Russie semble d'abord privilégier son « retour » en Libye, ce qui s'observe au travers de son activisme vis-à-vis du LNA (*Libyan National Army*) du maréchal Haftar², des mercenaires russes ayant même été aperçus auprès des forces du LNA en 2019. Obtenir de nouveau un point d'appui naval en Libye pourrait être l'objectif essentiel de Moscou qui pourrait alors y développer une stratégie de déni d'accès vis-à-vis de la Méditerranée centrale et du trafic maritime entre Gibraltar et Suez, en adaptant localement son « modèle syrien ». L'Algérie pourrait être également (mais dans un 2ème temps) un objectif de choix pour la Russie qui y est déjà très présente par ses livraisons d'armement. L'Algérie, par ses moyens de déni d'accès déjà conséquents (6 sous-marins de type Kilo, dont certains ont d'ailleurs effectué, avec l'appui technique russe, des tirs de missiles de croisière en 2019 ; systèmes antiaériens de type S400) pourrait devenir un allié de Moscou s'il fallait, en temps de crise, effectuer des pressions non négligeables sur le trafic maritime proche du détroit de Gibraltar.

¹ Selon un accord gouvernemental syro-russe signé à la fin de l'année 2017, les bâtiments militaires russes bénéficieront d'un accès pour 49 ans au port de Tartous. Celui-ci devrait être modernisé pour accueillir à terme jusqu'à 11 bâtiments russes, y compris les porte-aéronefs ou les unités à propulsion nucléaire.

² Ce dernier ayant été d'ailleurs accueilli à bord du porte-avions Kuznetsov, au large des côtes libyennes en janvier 2017.

Les vellétés turques de déni d'accès

L'activisme naval turc s'observe d'abord par des démonstrations affirmées de puissance navale en Méditerranée. La marine turque a ainsi conduit en mars 2019, en mer Égée, en mer Noire et en Méditerranée orientale, l'exercice national *Mavi Vatan 2019*, sa plus grosse séquence d'entraînement naval depuis la chute de l'Union soviétique, mobilisant une centaine d'unités dont la quasi-totalité de ses bâtiments de 1er rang. Cet exercice a été doublé d'un second (*Denizkurdu 2019*) d'une ampleur équivalente (plus d'une centaine de navires de tous types concernés) en mai 2019, une nouvelle fois sur 3 zones distinctes (mer Noire, mer Égée et Méditerranée orientale). En novembre 2019, l'exercice *Doğu Akdeniz 2019* a quant à lui regroupé une quarantaine de bâtiments en Méditerranée orientale. Ces démonstrations de force sont rendues possibles par une flotte nombreuse (1ère marine régionale par le tonnage avec 16 frégates et 10 corvettes) mais qui reste encore structurellement centrée sur des stratégies de déni d'accès (avec de nombreux sous-marins, patrouilleurs et frégates légères permettant le contrôle durable de zone).

Elle se voit également au travers des pressions et interférences effectuées sur les zones de forages de gaz offshore au large de Chypre. Ainsi, outre le fait de perturber les campagnes d'explorations étrangères¹, la Turquie effectue, sous protection militaire constante, ses propres recherches sous-marines au sein même de la ZEE chypriote que la Turquie considère en partie comme sienne. Dans le même esprit, elle a conclu le 28 novembre 2019 un accord de délimitation maritime avec le gouvernement d'unité nationale libyen (sur le principe de l'équidistance) excluant

¹ En mars 2018, des bâtiments turcs ont empêché un navire de la société ENI de poursuivre ses forages dans l'Est de Chypre.

de fait la Grèce, Chypre et l'Égypte des négociations¹. Ces manœuvres se doublent d'une présence navale qui est devenue permanente à la fois dans la ZEE chypriote mais également depuis le début de l'année 2020 au large de la Libye². De fait, certaines zones maritimes au large de la Libye et de Chypre sont en passe d'être soumises à un déni d'accès permanent, de par la simple présence militaire turque qui multiplie également les réservations de zones pour de prétendus « exercices ». En outre, la militarisation turque de Chypre du Nord pourrait exacerber cette tendance avec déjà le déploiement de drones de surveillance (à compétence maritime) et la future construction d'une base navale (zone de Gazimağusa probablement). Ces nouveaux moyens permettront ainsi d'appuyer les moyens navals déployés tout autour de l'île et compléter l'architecture de déni d'accès progressivement mise en place.

Quelles stratégies anti-déni d'accès en Méditerranée ?

Les dispositifs mis en place ou en cours d'installation par la Russie et la Turquie en Méditerranée inquiètent à la fois les États-Unis (surtout vis-à-vis de la Russie) et les pays européens riverains de la Méditerranée qui semblent encore hésiter sur les stratégies à suivre pour y faire face. Le cas américain dans l'ouest du Pacifique, au travers de son « déni d'accès offensif » le long de la 1^{ère} chaîne d'îles pourrait alors être un exemple d'inspiration. Ainsi, les États-Unis, s'ils prennent en compte le réel déni d'accès chinois dans les mers de Chine, tentent désormais d'enrayer la propagation de cette

¹ Accord qui permettrait à la Turquie d'étendre de 30% la superficie de son plateau continental, ce qui empêcherait Athènes, Nicosie et Le Caire de trouver une entente pour délimiter leurs zones maritimes respectives et qui menacerait les projets relatifs à l'exploitation de ces réserves de gaz.

² Ce déploiement inédit marque ainsi, de par sa seule présence, son soutien au GNA (Government of National Accord) libyen, en complément de la protection des livraisons militaires par voie maritime.

stratégie plus en avant via une défense archipelagique en profondeur, la dispersion d'unités sur une multitude d'îlots stratégiques et la constitution d'axes politiques régionaux.

Cette stratégie mise ainsi d'abord sur le maintien de FONOPS (*Freedom of Navigation Operations*) dans les zones soumises à du déni d'accès. Pour plus d'efficacité, ces opérations doivent être très régulières, dotées de moyens conséquents et se faire en coalition afin de perturber les « certitudes » adverses quant à l'efficacité de son fait accompli. Dans le cadre méditerranéen, de telles opérations pourraient ainsi se concevoir sous couvert de l'OTAN vis-à-vis de la Russie (en Méditerranée orientale notamment) et sous couvert de l'UE vis-à-vis de la Turquie (avec des patrouilles ostensibles et communes dans la ZEE chypriote et au large de la Libye)¹.

Le deuxième volet de cette stratégie est la mise en place de bases insulaires isolées permettant d'endiguer, si besoin, par des moyens offensifs accrus (batteries côtières de missiles antinavires et dispositifs anti-aériens notamment) les actions adverses. Ces bases, à vocation initialement dissuasives, devront être logiquement disposées sur des positions maritimes stratégiques, à proximité des points de passage principaux. Sur le théâtre méditerranéen, l'application d'une telle stratégie pourrait alors passer par le réarmement de Chypre et de la Grèce (notamment de la Crète, Rhodes, Karpathos et certaines îles de la mer Égée) en moyens antinavires et anti-aériens conséquents. Ces moyens établiraient alors une menace de déni d'accès pesant sur la libre circulation des forces adverses, notamment à destination de ses propres zones « fermées » d'opérations (large de la Syrie, de Chypre et de la Libye). Malte, les îles italiennes de Pantelleria et

¹ Le lancement par l'UE, en mars 2020, d'une nouvelle opération maritime (dénommée « Irini ») en Méditerranée orientale afin de surveiller l'embargo sur les armes à destination de la Libye semble constituer un premier pas.

Lampedusa pourraient être également équipées, faisant poser peser cette fois-ci une menace sur les bascules d'effort russes (renforcement des Flottes de la Baltique ou de la Flotte du nord au profit des unités de la mer Noire) transitant au sud de l'Italie, voire même sur les tentatives de déni d'accès au large de la Libye. Un renforcement des capacités de lutte anti sous-marine des acteurs impliqués dans cette stratégie d'anti déni d'accès devrait également être mis en place pour compléter cette défense multicouches. Le troisième volet est le resserrement des liens avec les alliés régionaux. Dans ce cadre, la Grèce, à la fois membre de l'OTAN et de l'UE semble bénéficier d'un rôle pivot. La Grèce est en effet sur le passage des bâtiments russes transitant de la mer Noire vers la Méditerranée et peut donc leur faire poser un déni d'accès potentiel. En outre, les épisodes de tensions avec la Turquie dans le domaine naval, bien réels (incursions turques répétées dans les eaux territoriales grecques, question épineuse de Chypre) ont déjà poussé la Grèce à vouloir moderniser ses forces navales, notamment dans le domaine de la lutte anti-sous-marine, tout en se rapprochant d'autres pays. Ainsi, tant la Grèce que Chypre cherchent à se rapprocher des principaux pays occidentaux, notamment des États-Unis¹ et de la France pour faire face aux menaces constituées par l'activisme turc. Un axe régional antiturc semble également s'établir, associant la Grèce, Chypre, Israël et l'Égypte, en partie motivé par des intérêts gaziers offshore communs (développés au travers des projets *EastMed* et *Eastern Mediterranean Gas Forum*) que la politique « révisionniste » d'Ankara vis-à-vis de la ZEE chypriote menace régulièrement. Les marines égyptienne, grecque et chypriote effectuent d'ailleurs annuellement un exercice naval trilatéral (série des exercices *Medusa*), renforçant progressivement leur intégration régionale.

¹ Renforcement capacitaire sur la base aérienne de Larissa voire de Souda Bay, augmentation du nombre d'escales de bâtiments américains, possibilité de livraisons de bâtiments multi-missions.

Cette « intégration régionale » pourrait à terme inclure Israël et l'Égypte, ces deux pays pouvant éventuellement assurer, en lien avec les puissances occidentales, une protection du canal de Suez vis-à-vis de tout aventurisme turc ou russe dans cette zone. Ce rôle de « pôle de stabilité » est d'ailleurs déjà perceptible au travers des exercices réguliers conduits par les forces occidentales, notamment américaines, avec ces deux pays.

Une approche nécessairement graduelle et sectorielle

La mise en place d'une stratégie d'anti déni d'accès en Méditerranée risque cependant d'être ralentie par les réticences politiques de certaines puissances occidentales. En effet, il est probable que l'OTAN et les États-Unis ne souhaitent pas davantage contraindre leur allié turc, déjà malmené par ses difficultés politiques intérieures, la crise syrienne et surtout l'influence russe, devenue omniprésente. En outre, des pays comme la Grèce et Chypre se sentent proches, sous certains aspects, de la Russie et dépendent également de celle-ci pour une partie de leur économie (tourisme essentiellement). Enfin, l'implication collective de l'UE dans la mise en œuvre de mesures fortes et contraignantes tant vis-à-vis de la Turquie que de la Russie reste sujette à caution. La route pour la mise en place d'une stratégie européenne d'anti déni d'accès apparaît donc délicate et compliquée.

Une solution pourrait toutefois résider dans une approche « différenciée » du problème en fonction des interlocuteurs. L'OTAN, et notamment les États-Unis secondés par la Turquie, pourrait ainsi se charger de contrer l'activisme russe en Méditerranée, ce qui ménagerait la Grèce et Chypre dans leurs relations avec la Russie et aurait pour avantage d'occuper massivement les moyens turcs à des opérations dans les objectifs

et intérêts de l'Alliance. Une force navale permanente de l'OTAN en Méditerranée, composée essentiellement de moyens américains et turcs, et éventuellement sous commandement de ces derniers, pourrait alors être envisagée pour une stratégie d'anti déni d'accès vis-à-vis de la Russie. En contrepartie de ce « réengagement » et de cette confiance renouvelée du camp occidental en la Turquie, celle-ci pourrait s'engager à limiter ses activités tant au large de Chypre que de la Libye. La mise en œuvre d'une stratégie d'anti déni d'accès vis-à-vis des activités turques dans ces zones pourrait être ainsi facilitée et donnée à l'UE, notamment au couple franco-grec, éventuellement élargi à d'autres acteurs régionaux intéressés. Dans tous les cas, une synergie des stratégies devra être recherchée entre les puissances maritimes concernées (États-Unis, France et Grèce) pour faire face durablement à ces difficultés nouvelles d'entraves à la liberté de navigation en Méditerranée.

La Russie a déjà établi une zone de déni d'accès au large de la Syrie et la Turquie tente, plus progressivement, d'adopter cette même stratégie vis-à-vis de Chypre puis éventuellement de la Libye. En se fondant sur l'exemple américain en cours de mise en place en Asie du Sud-Est face à la Chine, une stratégie occidentale d'anti déni d'accès pourrait alors fragiliser les velléités régionales russes et turques en Méditerranée. En s'appuyant essentiellement sur la Grèce et Chypre (et dans une moindre mesure l'Italie), cette stratégie verrait alors la mise en place de FONOPS permanentes, la constitution d'axes régionaux et la militarisation de certaines îles situées sur des passages stratégiques. Une menace de déni d'accès serait alors posée sur ces mêmes forces navales adverses qui pourraient voir leurs mouvements et bascules de force entravés voire délégitimés. Une approche graduelle et sectorielle d'une telle stratégie pourrait être utilement recherchée par les puissances maritimes concernées par ces difficultés de déni d'accès en

Méditerranée et notamment le trio composé par les États-Unis, la France et la Grèce.

Publié le 28 avril 2020 par l'institut FMES



DÉSTABILISATIONS ET TENSIONS INTERNES

« Deal of the century » : le désaccord du siècle ?

Par Anne Boulnois et Béatrice Veyrat-Masson, chargées de mission à l'institut FMES

Après trois ans d'attente, le « deal du siècle » a été dévoilé par le Président américain Donald Trump le 27 janvier 2020. À ses côtés se trouvaient notamment le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, son opposant pour les élections à venir Beny Gantz, et les ambassadeurs des Émirats arabes unis, d'Oman et de Bahreïn. Trouver un accord de paix pour cette région qui a appris à composer avec le chaos n'est pas chose facile. Les espoirs des uns constituent le pire cauchemar des autres, tant les parties prenantes ont des intérêts divergents. Cependant, il serait idéaliste de penser que le plan de Washington répond à une véritable recherche de paix entre Israéliens et Palestiniens. Même l'analyse sous le prisme de la *realpolitik*¹ ne semble pas convenir, tant l'intérêt personnel des acteurs impliqués l'emporte sur l'intérêt général.

Qu'en est-il réellement de ce plan de paix ?

Ce plan s'articule essentiellement autour de l'aspect économique, prévoyant des investissements très importants en Palestine, partant du postulat que l'aspect politique suivra. Ce plan de paix, qui n'a aucune valeur juridique tant qu'il n'a pas été endossé par le Conseil de sécurité des Nations unies, stipule quatre grands

¹ La *realpolitik* désigne « la politique étrangère fondée sur le calcul des forces et l'intérêt national », dans Kissinger, H. (1996) *Diplomatie*. Fayard, p. 123.

points : tout d'abord la reconnaissance unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël¹ et sa souveraineté dans la vallée du Jourdain², puis l'annexion définitive du plateau du Golan³, la reconnaissance de la légalité du projet colonial en Cisjordanie⁴ (illégal au regard du droit international) et enfin une allocation de 50 milliards de dollars d'investissements⁵ faite aux Palestiniens ainsi qu'une promesse de capitale dans la banlieue est de Jérusalem⁶. Ce plan ne prévoit rien pour le retour des réfugiés palestiniens du Liban et de Jordanie sur leur terre originelle. Pour ce qui est de la bande de Gaza, le Hamas devrait être démilitarisé, tout comme le djihad islamique. La proposition de la relier à la Cisjordanie par un train à grande vitesse via un tunnel est mentionnée sans précision quant à sa date de mise en œuvre. Enfin, la bande de Gaza pourrait accueillir un port et des infrastructures économiques.⁷

Le Hamas, au pouvoir dans la bande Gaza, a réagi et s'est exprimé via Khalil al-Hayya, haut responsable du mouvement, en déclarant qu'il n'acceptera « pas de substitut à Jérusalem comme capitale de l'État de Palestine »⁸. Cette déclaration va dans le même sens que celle de Mahmoud Abbas, président de l'Autorité Palestinienne, pour qui ce plan a été conçu à sens unique, raison pour laquelle il a été *de facto* rejeté par les Palestiniens. Le président de l'Autorité palestinienne déclarait ainsi « qu'il [serait] impossible pour

¹ The White House. (2020). Peace to Prosperity | The White House. [en ligne] Disponible sur: <https://www.whitehouse.gov/peacetoprosperty/> [Dernier accès : 3 février 2020] ; p. 17.

² Ibid ; p. 13.

³ Ibid ; p. 41.

⁴ Ibid ; p. 16.

⁵ Ibid ; p. 19.

⁶ Ibid ; p. 17.

⁷ Ibid ; p. 25.

⁸ AFP. (2020). Le Hamas palestinien rejette le plan de paix américain. [en ligne] Le Figaro.fr. Disponible sur:<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/le-hamas-palestinien-rejette-le-plan-de-paix-americain-20200128> [Dernier accès : 3 février 2020].

n'importe quel enfant, arabe ou palestinien, d'accepter de ne pas avoir Jérusalem comme capitale d'un État palestinien »¹. Répondant à l'allégation américaine de voir Jérusalem devenir la capitale « indivisible » d'Israël, Mahmoud Abbas a convoqué des réunions extraordinaires avec les partis palestiniens et la Ligue Arabe. Les membres de la Ligue Arabe se sont réunis samedi 1^{er} février au Caire.

D'un commun accord, ils ont publié un communiqué précisant que la Ligue rejetait le *deal* américain, affirmant qu'il était « injuste » et qu'il « ne respecte pas les droits fondamentaux et les aspirations du peuple palestinien ». La Ligue a ajouté que les dirigeants arabes avaient promis « de ne pas [...] coopérer avec l'administration américaine pour mettre son plan en œuvre »². Cette déclaration rejoint celle de l'Organisation de la Coopération Islamique³. Un soulagement pour Mahmoud Abbas qui se sentait bien isolé lors de l'annonce du « *deal of the century* ». Selon certaines sources, il aurait toutefois prudemment nuancé ses propos initiaux concernant sa volonté de couper tout lien avec Israël et les États-Unis⁴. Saeb Erekat, Secrétaire Général de l'Organisation de

¹ Les Echos. (2020). Réactions contrastées au plan de paix américain sur le conflit israélo-palestinien. [en ligne] Disponible sur: <https://www.lesechos.fr/monde/afrique-moyen-orient/reactions-contrastees-au-plan-de-paix-americain-sur-le-conflit-israelo-palestinien-1167357> [Dernier accès: 3 février 2020].

² Le Monde.fr. (2020). La Ligue arabe rejette le plan de paix américain pour le Proche-Orient. [en ligne] Disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2020/02/01/mahmoud-abbas-declare-mettre-fin-a-toutes-les-relations-des-autorites-palestiniennes-avec-israel-et-les-etats-unis_6028089_3210.html [Dernier accès: 3 février 2020].

³ Anon. (2020). Résolution adoptée à la Session extraordinaire du Comité exécutif à composition non limitée au niveau des ministres des Affaires étrangères des États membres de l'OCI sur l'examen des implications de l'annonce du plan de l'administration américaine, le 28 janvier 2020. [en ligne] Disponible sur: https://www.oic-oci.org/topic/?t_id=23179&t_ref=13923&lan=fr [Dernier accès: 3 février 2020]

⁴ YouTube. (2020). Conflit israélo-palestinien: Mahmoud Abbas met un bémol à sa menace | AFP News. [en ligne] Disponible sur: <https://www.youtube.com/watch?v=hgwaJ9L-JQg> [Dernier accès: 3 février 2020].

Libération de la Palestine (OLP) a pour sa part déclaré que les Palestiniens se réservent tout droit de « se retirer de l'accord intérimaire d'Oslo », lequel encadre leurs relations avec Israël si ce plan annoncé devait être mis en place comme annoncé par l'administration Trump¹. À l'issue de l'accord intérimaire dit Oslo II de septembre 1995 entre l'OLP et Israël, la Cisjordanie avait été divisée en trois zones : la zone « A » sous contrôle civil et sécuritaire palestinien, la zone « B » sous contrôle civil palestinien et sécuritaire israélien et la zone « C » sous contrôle civil et sécuritaire israélien. Cet accord devait prendre fin en 1999, mais il a été reconduit par les deux parties. Selon Saeb Erekat, ce plan « va transformer l'occupation temporaire en occupation permanente »².

¹ Le Figaro.fr. (2020). Les Palestiniens menacent de se retirer des accords d'Oslo si Trump annonce son plan de paix. [en ligne] Disponible sur: <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/les-palestiniens-menacent-de-se-retirer-des-accords-d-oslo-si-trump-annonce-son-plan-de-paix-20200126> [Dernier accès : 3 février 2020].

² Ibid.



Carte du « futur État de Palestine » – Peace to prosperity (appendix 1)

Un plan américain qui survient dans un contexte de pré-campagne électorale

Alors que les élections américaines de novembre prochain se profilent, le Président Donald Trump peut d'ores et déjà s'appuyer sur son bilan économique favorable. Cependant, malgré un risque de récession et d'inflation maîtrisé ainsi qu'un chômage au plus bas « depuis la guerre de Corée » (i.e. 1950-1953), Goldman Sachs

annonce une élection présidentielle serrée.¹ Les équipes de Donald Trump sont donc à la recherche d'électeurs qui puissent élargir la base électorale du Président « désormais identifiée comme stable et extrêmement solide » depuis son discours offensif sur l'état de l'Union (4 février 2020) et son blanchissement par le Sénat (5 février) dans la procédure d'*impeachment* qui le visait². Pour certains de ses conseillers, la réussite économique pourrait ne pas être suffisante pour convaincre les Américains de voter pour lui et il serait opportun qu'il puisse se prévaloir d'un succès de politique étrangère. Les citoyens américains sont en effet sensibles de voir leur pays tenir un rôle prépondérant sur la scène internationale³, tout particulièrement lorsqu'il s'agit de l'État hébreu⁴. Les propositions pro-israéliennes de l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*) et la communauté juive historique et influente gravitant autour des présidents américains et de leur entourage depuis 1951, entrent en résonance avec certaines revendications des mouvements évangéliques. Le soutien et l'attachement de ces derniers envers Israël ne s'appuie pas seulement sur une adhésion au projet sioniste, mais aussi sur une véritable proximité culturelle basée sur la lecture de la Bible, les Églises évangéliques étant « partisan[e]s d'une exégèse » fondée sur une lecture littérale qui prime sur « des médiations critiques »⁵. Donald Trump est

¹ Goldman Sachs. (2020). Goldman Sachs | Insights – U.S. Economic Outlook 2020: On Firmer Ground. [en ligne]

Disponible sur : <https://www.goldmansachs.com/insights/pages/us-outlook-2020.html> [Dernier accès : 3 février 2020].

² Atlantico.fr. (2020). Pourquoi l'économie américaine devrait continuer à porter Donald Trump pendant l'année présidentielle. [en ligne] Disponible sur:

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3583923/pourquoi-l-economie-americaine-devrait-continuer-a-porter-donald-trump-pendant-l-annee-presidentielle-election-maison-blanche-washington-jean-eric-branaa> [Dernier accès : 3 février 2020].

³ Rielly, J. (1987). *American public opinion and foreign policy*. Chicago, IL: Chicago Council on Foreign Relations.

⁴ Gilboa, E. (1987). *American public opinion toward Israel and the Arab-Israeli conflict*. Lexington, Mass.: D.C. Heath.

⁵ Fath, S. (2005). *Le poids géopolitique des évangéliques américains : le cas d'Israël*. Hérodote, 119(4), p.25.

conscient que la frange évangélique de la population américaine représente un quart de l'électorat américain. Pour ceux qui ne seraient pas convaincus par sa « Vision » pour l'État hébreu, le Président a stigmatisé « tous les candidats démocrates qui briguent la présidence essayent de punir les croyants » lors d'un meeting à la *megachurch* de Miami *King Jesus International Ministry*¹.

La médiatisation faite autour du « *deal* du siècle » – à commencer par son appellation pompeuse, mais surtout son contenu déséquilibré en faveur des Israéliens – a permis également au Président Trump de détourner l'attention de l'électorat américain du procès en destitution dont il a fait l'objet. Bien qu'il ait été blanchi par le Sénat, le principal intéressé n'en est pas moins soucieux de son image. En effet, les indécis pourraient être définitivement refroidis par les révélations successives, dont celles de l'ex-conseiller à la sécurité nationale John Bolton. Face à cette mauvaise publicité, le Président américain souhaite mettre en avant le fait qu'il a réussi là où les « administrations précédentes depuis le Président Lyndon Johnson [ndlr. 1963-1969] ont essayé et ont amèrement échoué » selon ses propos lors de la conférence de presse lors de laquelle il a présenté son plan de paix².

Benjamin Netanyahu comblé

De son côté, le Premier ministre Netanyahu y trouve tout son intérêt. Ce plan survient en effet au meilleur moment pour lui dans la perspective de l'élection du 2 mars 2020, la troisième en moins

¹ Le Point. (2020). Trump entretient le soutien. [en ligne] Disponible sur : https://www.lepoint.fr/monde/trump-entretient-le-soutien-extraordinaire-des-chretiens-evangeliques-04-01-2020-2356078_24.php [Dernier accès : 3 février 2020].

² Conférence de presse : visionnage disponible sur Youtube : https://www.youtube.com/watch?v=JZVvQ-_C6Ns [Dernier accès : 3 février 2020].

d'un an, pour désigner les membres de la Knesset et par là-même le futur Premier ministre. Ces élections anticipées résultent de l'incapacité des partis israéliens à former un gouvernement de coalition.

Benjamin Netanyahu, au « coude à coude » avec son opposant l'ancien chef d'état-major des armées Benny Gantz, considère que ce plan « marquera l'histoire comme un jalon important permettant à différents acteurs au Moyen-Orient d'aller enfin de l'avant avec un accord régional historique »¹. Il espère tirer profit de ce plan et de sa proximité avec le Président américain pour sortir vainqueur de l'élection, tant l'accord est favorable à Israël.

David Khalfa, chercheur à l'Institut prospective et sécurité en Europe (IPSE) explique que la présence de Monsieur Gantz aux côtés de Monsieur Netanyahu à la conférence de presse à la Maison Blanche était sans doute un piège. En effet, « cette invitation collective à Washington visait à illustrer un rapprochement entre les deux hommes pouvant aboutir à la constitution d'un gouvernement d'union nationale, meilleure issue pour Netanyahu. Or, agissant de la sorte, il coupait l'herbe sous le pied de Gantz qui a axé toute sa campagne sur le rejet de Netanyahu »². Il est important de rappeler que la motivation de l'actuel Premier ministre de gagner ces élections ne consiste pas seulement dans sa volonté de garder le pouvoir, mais aussi dans sa

¹ I 24 News (2020). « Deal du siècle » : Benny Gantz accepte l'invitation de Donald Trump. [en ligne] Disponible sur : <https://www.i24news.tv/fr/actu/international/1579974729-deal-du-siecle-benny-gantz-accepte-l-invitation-de-donald-trump-et-voyagera-lundi-aux-etats-unis> [Dernier accès : 3 février 2020].

² Le Point. (2020). « Accord du siècle » : le cadeau de Trump à Netanyahu. [en ligne] Disponible sur: https://www.lepoint.fr/monde/accord-du-siecle-le-cadeau-de-trump-a-netanyahu-27-01-2020-2359830_24.php [Dernier accès : 3 février 2020].

nécessité d'obtenir l'immunité que lui confère le statut de Premier ministre afin de ne pas être poursuivi sur le plan judiciaire¹.

Cette analyse met en lumière la fragilité du Premier ministre israélien qui a désespérément besoin de l'appui de Donald Trump comme celui des autres dirigeants influents qu'il s'est empressé de rencontrer ces dernières semaines. Une partie de l'extrême-droite israélienne n'a pas hésité à critiquer Benjamin Netanyahu en lui reprochant d'avoir cédé à la Maison Blanche en acceptant le principe de deux États, même si le futur État palestinien tel qu'envisagé par le plan de paix est de fait vidé de toute substance. Peut-on en effet parler d'État lorsque la surveillance des frontières et le contrôle de l'espace aérien ne lui appartient plus ? Ou bien lorsque ce dernier n'est pas libre de signer des traités ou de faire partie de certaines institutions internationales ?²

La communauté internationale divisée sur le sujet

La communauté internationale a réagi mollement et a affiché ses divisions. L'Organisation des nations unies s'en tient aux résolutions onusiennes et aux accords bilatéraux sur la création de deux États, Israël et la Palestine, « vivant côte à côte en paix et

¹ Sfar, M. dans Le Point. (2020). « Le plan de paix de Trump peut nous amener à la guerre ». [en ligne] Disponible sur: https://www.lepoint.fr/monde/le-plan-de-paix-de-trump-peut-nous-amener-a-la-guerre-29-01-2020-2360351_24.php [Dernier accès : 3 février 2020].

² The White House. (2020). Peace to Prosperity | The White House. [en ligne] Disponible sur: <https://www.whitehouse.gov/peacetoprosperty/> [Dernier accès : 3 février 2020] ; p. 53.

sécurité dans les frontières reconnues sur la base des lignes définies en 1967 » selon les déclarations de son porte-parole.¹

L'Union européenne a, par l'intermédiaire de son chef de la diplomatie Josep Borrell, évoqué l'idée « d'étudier et d'évaluer les propositions avancées »². Elle a cependant réaffirmé d'une seule voix « son engagement ferme et unanime en faveur d'une solution négociée et viable prévoyant deux États qui tiennent compte des aspirations légitimes tant des Palestiniens que des Israéliens, en respectant toutes les résolutions de l'ONU »³. Un message clair qui confirme son attachement aux résolutions onusiennes.

Les États arabes ont pour l'instant peu réagi, car tenus par des engagements politico-économiques avec les États-Unis. Le maréchal al-Sissi a un besoin vital d'aides américaines⁴ ; Mohammed Ben Salman et Mohammed Ben Zayed Al-Nahyan voient dans l'accord un moyen de se rapprocher d'Israël pour contrer plus efficacement l'Iran qui leur fait peur.⁵ Les deux

¹ Libération.fr. (2020). Proche-Orient : l'ONU dit s'en tenir aux frontières définies en 1967. [en ligne] Disponible sur: https://www.liberation.fr/direct/element/proche-orient-lonu-dit-sen-tenir-aux-frontieres-definies-en-1967_108423/ [Dernier accès : 3 février 2020].

² Libération.fr. (2020). Réactions au plan de paix américain au Proche-Orient : refus palestinien, circonspection ailleurs. [en ligne] Disponible sur: https://www.liberation.fr/depeches/2020/01/28/reactions-au-plan-de-paix-us-au-proche-orient-refus-palestinien-circonspection-ailleurs_1775889 [Dernier accès : 3 février 2020].

³ Euractiv. (2020). EU responds to Trump's Middle East peace plan. [en ligne] Disponible sur: <https://www.euractiv.com/section/global-europe/news/eu-responds-to-trumps-middle-east-peace-plan/> [Dernier accès : 3 février 2020].

⁴ RFI. (2020). Le Caire déplore la réduction de l'aide économique et militaire américaine. [en ligne] Disponible sur: <http://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20170823-egypte-etats-unis-reduction-aide-economique-militaire-erreur-deploire-droits> [Dernier accès : 3 février 2020].

⁵ Le Point. (2020). Pourquoi le plan Trump embarrasse les pays arabes. [en ligne] Disponible sur: https://www.lepoint.fr/monde/pourquoi-le-plan-trump-embarrasse-les-pays-arabes-31-01-2020-2360692_24.php [Dernier accès : 3 février 2020].

souverains savent par ailleurs qu'ils ont besoin des armes et des garanties de sécurité américaines.¹

La Jordanie a déclaré son « soutien à tous les efforts sincères visant à obtenir une paix juste et globale dont la seule voie est l'établissement d'un État palestinien indépendant sur les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est »², réaction semblable à celle du Qatar. L'Égypte a quant à elle adopté une réaction plus encline au plan de paix américain en invitant les deux parties à un examen « attentif » et « approfondi »³. L'Arabie saoudite a dit « apprécier » les efforts de Donald Trump, mais le roi Salman a réaffirmé son soutien lors d'un entretien téléphonique à Mahmoud Abbas sur « l'engagement du Royaume envers les Palestiniens »⁴.

L'Iran, la Turquie, le Hezbollah et la Syrie ont condamné fermement ce plan de paix. Le premier l'a nommé de « plan [...] de la honte imposé par l'Amérique aux Palestiniens [, qui] est la trahison du siècle et est voué à l'échec ». Le second parle d'un projet « mort-né » et d'un « plan d'occupation visant à tuer une solution à deux États et à extorquer des territoires palestiniens ». La milice chiite libanaise a estimé que ce plan n'est qu'une tentative

¹ Nytimes.com. (2020). The Most Powerful Arab Ruler Isn't M.B.S. It's M.B.Z.. [en ligne] Disponible sur: <https://www.nytimes.com/2019/06/02/world/middleeast/crown-prince-mohammed-bin-zayed.html> [Dernier accès : 3 février 2020].

² Le Monde.fr. (2020). Plan de Trump sur le Proche-Orient : des réactions internationales mitigées. [en ligne] Disponible sur: https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/29/plan-de-trump-sur-le-proche-orient-des-reactions-internationales-mitigees_6027584_3210.html [Dernier accès : 3 février 2020].

³ RFI. (2020). Plan Trump: l'Égypte appelle Israéliens et Palestiniens à un examen «attentif» et «approfondi» – RFI. [en ligne] Disponible sur: <http://www.rfi.fr/fr/ticker/plan-trump-egypte-appelle-israeliens-palestiniens-a-examen-attentif-approfondi> [Dernier accès : 3 février 2020].

⁴ Le Monde.fr. (2020). Avec le plan de paix américain, le consensus arabe sur la Palestine s'effrite. [en ligne] Disponible sur: https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/29/avec-le-plan-de-paix-americain-le-consensus-arabe-sur-la-palestine-s-effrite_6027632_3210.html [Dernier accès : 3 février 2020].

d'éliminer les droits du peuple palestinien, historiques et légitimes. Enfin, le régime syrien a déclaré que « ce plan démontre l'alliance claire entre les États-Unis et l'entité sioniste, ainsi que leur animosité envers la nation arabe »¹. Chacun – avec plus ou moins de délicatesse – a rejeté le plan américain qui élimine *de facto* toute considération envers le peuple palestinien.

La Chine, elle, ne s'est pas exprimée, ses intérêts pluriels dans la région rendant difficile son positionnement. Enfin, la Russie, redevenue un acteur majeur au Moyen-Orient depuis 2014, a demandé aux Israéliens et aux Palestiniens d'entamer « des négociations directes », soulignant que plusieurs dispositions du plan de paix allaient à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies.² Ce faisant, le Kremlin a montré sa posture légitimiste vis-à-vis du droit international violé en l'espèce, selon lui, par les États-Unis tout en rappelant qu'*in fine* ce plan devrait être légitimé par le Conseil de sécurité de l'ONU et non pas uniquement par les Israéliens et les Américains.

L'annonce de l'accord de paix élaboré par Jared Kushner et son équipe tombe à un moment crucial tant dans le calendrier interne américain, que dans celui du Premier ministre israélien. Ce n'est certainement pas une coïncidence, mais un calcul stratégique d'un Président qui se lance dans une nouvelle campagne électorale,

¹ Le Point. (2020). Réactions au plan de paix américain au Proche-Orient : refus palestinien, circonspection ailleurs. [en ligne] Disponible sur: https://www.lepoint.fr/monde/reactions-au-plan-de-paix-us-au-proche-orient-refus-palestinien-circonspection-ailleurs-28-01-2020-2360152_24.php [Dernier accès : 3 février 2020].

² I24news.tv. (2020). i24NEWS. [en ligne] Disponible sur: <https://www.i24news.tv/fr/actu/international/1580385143-russie-israel-vladimir-poutine-est-le-premier-dirigeant-a-qui-benyamin-netanyahou-parle-du-deal-du-siecle> [Dernier accès : 3 février 2020].

porté par son bilan économique positif et s'attribuant le mérite d'un plan de paix pour une région enlisée dans un conflit réputé insoluble. Mais n'a-t-il pas été trop arrogant ? N'a-t-il pas sous-estimé le risque d'une détérioration de la situation israélo-arabe en cas de nouveau soulèvement populaire, ainsi que d'éventuelles répercussions sécuritaires liées au rejet de l'interventionnisme occidental et anti-palestinien ? Ces répercussions semblent d'ailleurs avoir déjà commencé : des tirs de roquettes ont été lancés depuis la bande de Gaza vers Israël dans la nuit du 1^{er} au 2 février 2020. En réponse, l'État hébreux a visé des bastions du Hamas. Le conflit risque à tout moment de s'envenimer.

De plus, ce plan répond à la logique unilatéraliste du Président Donald Trump observée depuis le début de son mandat en matière de politique étrangère. Celui-ci a conscience de sa puissance économique et militaire : il s'en sert pour tenter de faire plier ses adversaires afin qu'ils se conforment à ses *desiderata*, même si ses résultats tardent à se manifester en Corée du Nord et en Iran.

Au fond, cette initiative et les réactions qu'elle suscite illustrent la nouvelle donne au Moyen-Orient :

- la fragilisation du multilatéralisme, du droit international et du concept de souveraineté qui en découlent. Le texte du *deal* du siècle apporte un éclairage cru sur ce dernier concept : « l'idée que la souveraineté est un terme statique et constamment défini a été une pierre d'achoppement inutile dans les négociations passées »¹.
- l'absence de stratégie de long terme des États-Unis ensuite pour qui, au-delà de la conjoncture électorale trumpienne, le redéploiement prime désormais.

¹ The White House. (2020). Peace to Prosperity | The White House. [en ligne] Disponible sur: <https://www.whitehouse.gov/peacetoprosperity/> [Dernier accès : 3 février 2020] ; p. 9.

L'influence d'Israël et de l'Arabie saoudite en est renforcée, et les marges de manœuvre des acteurs s'accroissent, en particulier pour la Russie à l'affût.

- le changement générationnel, qui semble se caractériser par une indifférence plus forte à la cause palestinienne. Le chaos et les guerres qui ont secoué le monde arabe depuis 20 ans ont peut-être relativisé le sort de ce peuple qui s'éloigne encore un peu plus de son objectif de création d'un État souverain.

Publié le 6 février 2020 par l'institut FMES

Israël : le dilemme de l'annexion

*Par Béatrice Veyrat-Masson, chargée de mission
à l'institut FMES*

Le feuilleton israélien n'aura pas perdu en intensité durant la crise du Coronavirus. Le virus de 125 nanomètres aura même, contre toute attente, permis à un gouvernement d'union de voir le jour et cristallisé un vif débat autour de l'annexion de la Cisjordanie, thématique récurrente dans le dossier israélo-palestinien.

L'État hébreu s'était fixé la date fatidique du 1^{er} juillet 2020 pour définir sa stratégie de mise en œuvre du *deal* du siècle. L'institut FMES vous propose quelques clés pour décrypter la situation.

Le Covid-19 à l'origine du 35^{ème} gouvernement israélien

Il aura fallu trois élections législatives et 17 longs mois de crise politique pour permettre à un gouvernement israélien de voir le jour. Les deux protagonistes que tout opposait il y a encore quelques mois, Benjamin Netanyahu et Benny Gantz, sont parvenus à un accord sur-mesure sur fond de pandémie.

Pour satisfaire les *desiderata* des deux parties, le gouvernement comptera à terme 36 ministres et 16 vice-ministres¹, doublant ainsi ses effectifs et entraînant par la même occasion des dépenses

¹ <https://www.jpost.com/israel-news/politics-and-diplomacy/why-is-the-new-coalition-deal-so-controversial-625332>

considérables¹ pour le contribuable dans un contexte économique difficile marqué par une hausse du chômage de 20 points due au Coronavirus². Afin de contourner l'épineuse problématique du chef de ce nouveau gouvernement, il a été décidé que Netanyahu serait Premier ministre et Gantz ministre de la Défense et vice-Premier ministre pendant les 18 premiers mois et que les rôles s'inverseraient pour la seconde partie du mandat. Ces dispositions peuvent prêter à sourire lorsque l'on sait qu'un accord de coalition est habituellement un compromis douloureux entre des parties se répartissant les postes à pourvoir, et non la multiplication des portefeuilles du gouvernement et des avantages qui y sont associés.

Au-delà du caractère polémique de la situation, les citoyens israéliens voient d'un œil dubitatif l'alliance entre le *Likoud* de Netanyahu et le *Kahol lavan* de Gantz, lesquels avaient axé leurs campagnes électorales respectives autour de l'incapacité de leur rival à diriger dignement Israël. Évincer Benyamin Netanyahu du pouvoir constituant la raison d'être du mouvement *Kahol lavan*, l'annonce de l'accord a été vécue comme une trahison par les soutiens de Benny Gantz et a provoqué une scission au sein de son propre parti³. En effet, en acceptant finalement de former un gouvernement avec Netanyahu, l'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne Gantz lui confère un regain de légitimité publique après que celle-ci a été écornée par les lourdes accusations de corruption, fraude et abus de confiance dont il fait l'objet.

Les opposants à l'accord ont vu leur dernier espoir s'envoler avec la décision de la Cour suprême d'autoriser Benyamin Netanyahu

¹ https://www.lepoint.fr/monde/israel-un-gouvernement-xxl-en-pleine-crise-18-05-2020-2375943_24.php

² <http://www.rfi.fr/fr/moyen-orient/20200403-israel-chomage-emploi-coronavirus>

³ <https://fr.timesofisrael.com/kahol-lavan-a-la-cour-supreme-linculpe-netanyahu-doit-etre-premier-ministre/>

à former un gouvernement malgré les inculpations citées plus haut. En effet, « si la loi israélienne interdit aux ministres de servir alors qu'ils font l'objet d'accusations criminelles, aucune loi de ce type ne s'applique aux Premiers ministres »¹. Cette décision unanime rendue le 6 mai 2020 par la plus haute instance juridique du pays n'est certes pas une prise de position sur la gravité des charges qui pèsent sur Netanyahou, mais seulement sur la légalité de la formation d'un gouvernement autour de ce dernier.² Cette Cour pourrait néanmoins être amenée à se prononcer sur les trois chefs d'inculpation du Premier ministre si ce dernier était reconnu coupable en première instance et décidait de faire appel. Le procès qui a débuté le 24 mai 2020 rythmera désormais l'actualité israélienne, les médias prévoyant un feuilleton de trois ans dans l'éventualité où il n'y aurait pas de recours.³ Précisons également que malgré l'aura du Premier ministre aux rênes depuis onze années consécutives, l'issue du procès n'est pas certaine. En effet, son prédécesseur Ehud Olmert avait été condamné en 2015 à 18 mois de prison ferme pour corruption par la Cour suprême⁴, tout comme le président Moshe Katsav pour des faits de viols et d'harcèlement sexuel⁵. Si la machine judiciaire est désormais en marche, le vide juridique autour des conditions pour exercer le mandat de Premier ministre soulève un questionnement éthique. En effet, si des restrictions s'appliquent pour les ministres israéliens, le chef de gouvernement ne devrait-il pas à plus forte

¹<https://www.timesofisrael.com/high-court-unanimously-rejects-petitions-against-netanyahu-coalition-deal/>

² La Cour a d'ailleurs souligné que la décision « ne diminue en rien la gravité des charges » <https://www.haaretz.com/israel-news/elections/.premium-high-court-of-justice-green-lights-netanyahu-gantz-coalition-deal-1.8826446>

³<https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/politique/1590315173-le-nouveau-gouvernement-represente-tout-le-peuple-d-israel-b-netanyahou-devant-le-nouveau-cabinet>

⁴ https://www.challenges.fr/monde/moyen-orient/l-ex-premier-ministre-israelien-ehud-olmert-condamne-a-de-la-prison-ferme_46820

⁵ https://www.lepoint.fr/monde/israel-la-cour-supreme-envoie-l-ex-president-katzav-en-prison-pour-7-ans-10-11-2011-1394788_24.php

raison faire preuve d'exemplarité ? N'est-elle pas essentielle à la délégation de confiance des citoyens ? Au-delà d'un besoin juridique en ce domaine, les Israéliens peuvent-ils exiger de leurs Premiers ministres l'autonomie de jugement nécessaire à la mise en conformité de leur comportement au devoir qui leur incombe ?¹ Si ce questionnement est loin de se limiter à l'État hébreu, il devra s'y poser une fois la crise sanitaire et économique passée.²

En effet, l'heure n'est plus aux querelles politiciennes, mais bien à l'union contre le Covid-19. Face à ce virus qui paralyse le monde entier et dont le nombre de victimes s'alourdit de jour en jour, Benyamin Netanyahou en tant que Premier ministre d'un gouvernement d'intérim, était limité dans les mesures qu'il souhaitait mettre en place, contraint notamment par le budget dont il disposait. Il ne pouvait donc décider des fonds d'urgence nécessaires pour limiter les effets néfastes de l'épidémie en Israël.³ Dans ce contexte, l'échec de formation d'un gouvernement et une quatrième campagne électorale auraient représenté une perte de temps considérable dans la lutte contre le Coronavirus et auraient été très mal perçus par la population.

La marge de manœuvre était donc réduite car un gouvernement d'urgence était nécessaire pour affronter les épreuves actuelles. « *Nous traversons une période inhabituelle qui appelle des décisions inhabituelles* », a affirmé Benny Gantz. « *Avec tous mes collègues et partenaires politiques, nous mettrons tout notre temps, notre expérience et nos capacités à gérer la crise actuelle*

¹ « Le bon exemple ne doit pas servir de modèle, mais seulement de preuve pour montrer que ce qui est conforme au devoir est praticable » – Emmanuel Kant, *Métaphysique des mœurs*.

² Environ 2000 personnes ont d'ores et déjà manifesté leur mécontentement face à l'accord d'union tout en respectant les mesures de distanciation physique – <https://www.letemps.ch/monde/israeliens-se-mobilisent-sauver-democratie>

³<https://www.jpost.com/israel-news/gantz-put-netanyahus-career-on-a-respirator-because-of-coronavirus-622508>

*au nom des citoyens d'Israël... Le peuple d'Israël se tourne à juste titre vers nous et attend de nous que nous continuions à soutenir la lutte sacrée contre le Coronavirus et ses effets. » Avant de conclure : « Joignons nos mains et sortons Israël de cette crise. Faisons passer Israël en premier ».*¹

Si la pandémie du Covid-19 a paralysé la vie politique de la plupart des pays, elle aura semble-t-il permis la formation d'un gouvernement d'union en Israël. Les citoyens n'y croyaient plus et ont patiemment attendu la prestation de serment qui a scellé l'alliance controversée. L'investiture du gouvernement avait été repoussée à deux reprises : la première fois car la date coïncidait avec la venue du secrétaire d'État Mike Pompeo (13 mai)² et la seconde fois (14 mai) pour permettre aux deux hommes d'affiner la répartition des portefeuilles et ainsi de s'assurer de la majorité absolue lors du vote d'approbation de la Knesset³. Netanyahou et Gantz auront tenu les Israéliens en haleine jusqu'au 17 mai 2020.

Quelles conséquences pour la Cisjordanie ?

Le nouveau mode de fonctionnement du gouvernement d'union reste mystérieux tant pour les Israéliens et que pour les observateurs internationaux. En effet, l'accord signé fait peu mention du programme de la mandature naissante. Bien que les portefeuilles de la Défense et des Affaires étrangères soient détenus par des membres de *Kahol lavan* (respectivement par Benny Gantz et Gabi Ashkenazi), il semble difficile de prédire la politique internationale d'Israël à court et moyen termes du fait de la

¹ Ibid.

²<https://www.lefigaro.fr/international/israel-report-de-l-investiture-du-gouvernement-pour-la-visite-de-pompeo-20200511>

³<https://www.lorientlejour.com/article/1218071/la-prestation-de-serment-du-gouvernement-israelien-reportee-a-dimanche.html>

nécessité d'accord entre les deux parties pour toute législation gouvernementale, même si la désignation de ces deux personnalités pragmatiques et maîtrisant les dossiers sécuritaires rassurent tout autant les partenaires d'Israël que ses adversaires. L'Iran et le Hezbollah savent ainsi que Gantz et Ashkenazi ne se laisseront pas entraîner dans une escalade que pourrait souhaiter certains ultras, tant en Israël qu'en Iran.

L'exception à la règle susmentionnée résidera dans l'extension de souveraineté israélienne, thématique fétiche de Benjamin Netanyahu qui ne pourra donc faire l'objet d'un *veto* de Benny Gantz. Cependant, l'article 29 du document stipule que la législation doit être en accord avec les États-Unis avant d'être portée au débat pour approbation à la Knesset à partir du 1^{er} juillet¹. Érigée en caution d'Israël face à la frilosité d'une grande partie de la communauté internationale, l'administration Trump avait déjà dévoilé le « *deal* du siècle » en présence des deux Premiers ministres israéliens, reconnaissant unilatéralement « Jérusalem comme capitale d'Israël et sa souveraineté dans la vallée du Jourdain, puis l'annexion définitive du plateau du Golan [et] la reconnaissance de la légalité du projet colonial en Cisjordanie (illégale au regard du droit international) »². Actuellement préoccupé par la pandémie du Covid-19, par ses conséquences économiques et par les manifestations médiatisées en réaction aux conditions du décès de George Floyd, Washington explique aujourd'hui vouloir ralentir le processus d'annexion israélienne. Ce rétropédalage doit également être analysé à la lumière des sondages menés auprès des Américains, et notamment auprès de la communauté juive, qui expriment une opposition grandissante aux plans d'annexion israéliens. Ce rejet a pris une telle envergure que le puissant lobby pro-israélien AIPAC a fait savoir aux élus

¹https://www.usmep.us/media/filer_public/7a/31/7a314ad8-49c2-496f-af73-156d2d854612/usmep_briefing_memo_-_israeli_annexation_in_the_west_bank.pdf

² <https://fmes-france.org/deal-of-the-century-le-desaccord-du-siecle/>

américains qu'ils étaient « libres de critiquer les plans d'annexion imminents d'Israël » tant qu'ils ne « touchent pas à l'aide américaine à l'État juif »¹. Il convient également de souligner que la rhétorique plus réservée du gouvernement américain par rapport à l'annexion lui permet de soigner ses relations avec les monarchies du Golfe tout en limitant la posture de l'Iran, de la Turquie et de la Russie dans la région.

Ce revirement de situation a fait apparaître les premières divergences au sein du gouvernement d'union en Israël. Soucieux de ne pas froisser Washington et les États européens – pour une majorité ouvertement opposée aux projets de Netanyahu –, Gantz a exprimé ne pas soutenir d'annexion dans des localités de Cisjordanie « comptant une population palestinienne importante afin d'éviter les frictions ». Le ministre des Affaires étrangères Ashkenazi a quant à lui souhaité rassurer son homologue allemand en lui assurant que toute action se ferait « en coordination avec les États-Unis et dans le respect des accords de paix israéliens existants ».² Ces déclarations dénotent une volonté des ministres *Kahol lavan* de ne pas faire de vagues au sein de la communauté internationale et de soigner leurs relations avec les partenaires historiques d'Israël. Cette vision n'est pas partagée par Benjamin Netanyahu, lequel a fait savoir que l'annexion de pans de Cisjordanie était une condition *sine qua non* à l'existence du gouvernement d'union,³ faisant peser sur la sphère politique israélienne la menace d'un retour aux urnes.

¹ <https://fr.timesofisrael.com/ce-que-laipac-a-dit-aux-deputes-americains-sur-lannexion/>

² <https://www.i24news.tv/fr/actu/israel/politique/1592810707-israel-annexion-ou-elections-met-en-garde-b-netanyahu-media>

³ Ibid.

Il est toujours risqué de faire des prédictions quant à la probabilité d'un événement tel qu'une annexion, qui plus est dans le contexte décrit plus haut. Notons cependant que cette décision, si elle devait être prise et mise en application début juillet 2020, mettrait en péril de nombreux acquis israéliens pour, somme toutes, peu d'avantages réels. En effet, Israël s'attirerait les foudres de la communauté internationale pour acquérir – et à ses yeux seulement – *de jure* la continuité du contrôle israélien sur des territoires qu'elle maîtrise déjà *de facto*¹. De nombreux palestiniens de Cisjordanie constatent une annexion de fait sur le terrain. Et chacun sait en Israël qu'une annexion *de jure* coûterait très cher puisque le gouvernement israélien devrait alors assumer intégralement la charge financière (services publics, etc...) de la gestion effective des territoires annexés.

Chacun sait aussi qu'Israël n'aurait rien à gagner d'une nouvelle Intifada, d'autant que le puissant lobby des mères de soldats ne semble pas prêt à sacrifier la vie de jeunes recrues sur des *checkpoints* perdus au milieu de la Cisjordanie. Dans ces conditions, pourquoi donc Benjamin Netanyahu tient-il des propos si agressifs ? Pour comprendre, peut-être convient-il de rappeler que le Premier ministre israélien est coutumier des déclarations chocs à destination de son électorat, tout en étant averse aux risques vis-à-vis de l'international. En début d'année 2020, le changement de perception des États-Unis vis-à-vis de l'extension de souveraineté israélienne – et par ricochet d'une partie de la communauté internationale – débouchant sur le *deal* du siècle avait augmenté la probabilité d'une annexion formelle. Cette fenêtre d'acceptabilité internationale semble désormais

¹ Prise de parole de Daniel Levy lors d'une visioconférence organisée par le LSE Middle East Centre le 28 mai 2020 intitulée « An Israeli Political Crisis: Elections, Unity Government and Annexation ».

s'être réduite, diminuant ainsi significativement la plausibilité de la survenue de l'annexion au 1^{er} juillet 2020. Elle pourrait totalement se refermer d'ici novembre prochain dans l'éventualité d'une victoire démocrate aux élections présidentielles américaines. Peut-être est-ce la raison pour laquelle le Premier ministre israélien semble prêt à accélérer le tempo et à jouer son va-tout.

Publié le 30 juin 2020 par l'institut FMES

L'affaire Makhlouf, un tournant pour le régime syrien ?

*Par Chloé Berger, conseillère d'études et chercheuse au
Collège de Défense de l'OTAN*

Fin avril, le cousin maternel de Bachar al-Assad, Rami Makhlouf, a publié coup sur coup deux vidéos sur Facebook dénonçant les pressions « inhumaines » de l'appareil sécuritaire à l'égard de ses employés et de lui-même. Dans un régime où les médias sont très contrôlés et les apparitions des membres du clan Assad exceptionnelles et soigneusement chorégraphiées, ces vidéos montrant le fils du grand argentier du clan Assad confessant officiellement son rôle incontournable dans le financement de l'effort de guerre du régime ont de quoi surprendre. Montrant un Rami Makhlouf s'adressant tout d'abord au Président sur un ton plaintif et victimaire, puis accusateur et menaçant à l'égard des services de sécurité et de ceux qui les pilotent, ces vidéos ont mis en émoi la blogosphère syrienne. Les rumeurs vont bon train parmi les cercles loyalistes aussi bien que l'opposition sur les tensions qui agitent le pouvoir syrien au plus haut niveau et posent la question du devenir de l'empire économique et financier du clan Assad.

Une simple dispute de famille ?

Le 30 avril, une première vidéo est publiée sur le compte Facebook de Rami Makhlouf¹, détenteur d'un formidable empire économique

¹ Pour une analyse des meilleurs passages des deux vidéos postées par Rami Makhlouf sur son compte Facebook (vidéo en arabe, url : <https://m.facebook.com/RamiMakhloufSY/videos/2819609551407554/?refsrc=http%3A>

dont on trouve des ramifications dans l'ensemble des secteurs économiques syriens. Celui que l'on surnomme « Mr 5% » est devenu au fil des ans le verrou incontournable pour toute entrée sur le marché syrien. Dans cette vidéo, il demande publiquement au Président d'intercéder auprès du ministère des Télécommunications qui lui réclame plus de 170 millions de dollars d'impayés au Trésor public au titre des bénéfices réalisés par Syriatel depuis 2015. Deux jours plus tard, une seconde vidéo est mise en ligne et cette fois-ci le ton victimaire a laissé place à une verve accusatrice. Pointant du doigt les exactions « inhumaines » des services de sécurité à l'égard de ses employés, il y met en garde le Président contre ceux qui tentent d'accaparer l'argent des « pauvres ». Makhlouf refuse de céder aux pressions arguant qu'il n'est en réalité que le dépositaire et le garant de richesses qui ne sont pas à lui, mais destinées aux « gens » de Bachar al-Assad, tous ces loyalistes qui ont soutenu le régime au cours de ces dix dernières années de guerre.

En s'adressant au peuple loyal au régime – les familles de martyrs, les *chabiha*¹, les officiers subalternes de l'armée et des services de sécurité et plus généralement à tous ceux qui ont profité du soutien

¹ https://www.mei.edu/publications/Frami-makhlouf-saga-poses-dangerous-challenge-assad&_rdr, voir Caroline Hayek, « Rami Makhlouf réitère ses attaques contre les services de sécurité », *L'Orient le Jour*, 03/05/2020, url : <https://www.lorientlejour.com/article/1216673/rami-makhlouf-reitere-ses-attaques-contre-les-services-de-securite.html>

¹ Les *chabiha* sont des groupes de paramilitaires ultra-loyalistes au président Assad. Rassemblés dans les Comités populaires (*Lijan Sha'bieh*) formés dès les premières manifestations au printemps 2011 pour participer à la répression des manifestations, intimider les opposants et conduire la propagande du régime, les *chabiha* sont devenus à partir de 2012 de véritables mouvements paramilitaires tels que les Forces de Défense Nationale (*Qawat al Difa' al Watani*). Intégrées aux Forces armées syriennes, les FDN, majoritairement recrutées parmi les Alaouites et les chrétiens de la côte, représentent entre 50 000 et 60 000 hommes et servent de réserve opérationnelle. Le Parti Ba'th et ses partis satellites (PNSS, FPLP-CG, etc.) ainsi que certains hommes d'affaires syriens (dont Rami Makhlouf) ont également formé des milices qui servent de défense territoriale. Voir Aron Lund, « Who are the Pro-Assad Militias ? », *Diwan*, Carnegie Middle-East, 2 Mars 2015, url : <https://carnegie-mec.org/diwan/59215>

de la *Jama'at al-Bustan*¹ - Rami Makhlouf tente, sans trop y croire lui-même, de jouer la carte communautaire contre la coterie des grands hommes d'affaires du régime, en très grande majorité sunnites et dont certains sont proches d'Asma al-Assad, l'épouse du président. L'État a d'ailleurs repris le contrôle de la *Jama'at al-Bustan*² ces derniers mois, principale concurrente du réseau caritatif *Syrian Trust for Development* patronné par la Première Dame, privant ainsi Makhlouf d'un de ses principaux vecteurs de légitimité parmi le « peuple du régime ». Le *Syrian Trust* supervise d'ailleurs les associations distribuant les aides allouées par le régime dans le contexte de la crise Covid-19.

En dépit des encouragements de Rami Makhlouf à le soutenir sur les réseaux sociaux³, son message fut reçu de manière très mitigée parmi les loyalistes et la communauté alaouite. Les aides distribuées au sein de la communauté par l'association *al-Bustan* ne suffisent pas à faire oublier le train de vie extravagant de Rami Makhlouf alors même que la communauté alaouite a payé au prix fort la défense du régime. Par ailleurs, le jour suivant, le Président Assad publiait une vidéo appelant les responsables du

¹ Sur la liste des sanctions américaines depuis 2017, l'Association al-Bustan est une association caritative censée financer des programmes d'aides humanitaires aux victimes de guerre et déplacés, elle permet en réalité de financer les salaires des *chabiha* ainsi que les aides données aux familles des martyrs. Liée à la branche Air des Services de Sécurité, elle sert également de paravent au financement de forces paramilitaires (*Liwa Dir al Watan* – Bouclier de la Nation ; *Fahud Homs* – Léopards de Homs). Voir "Assassination attempt targets the head of "al-Bustan Association" which belongs to Rami Makhlouf near the Syrian Border with the Occupied Golan", *SOHR*, 27/09/2019, url: <https://www.syriahr.com/en/?p=142104>

² Sur la reprise en main de l'Association Al-Bustan par le pouvoir syrien dans le contexte de la saisie de certains avoirs de Rami Makhlouf sur ordre du Président syrien à l'automne 2019, voir Trent Schoenborn, « The Syrian Regime Turns On Its Patrons: Rami Makhlouf's Fall From Grace », *International Review*, 11/11/2019, url: <https://international-review.org/the-syrian-regime-turns-on-its-patrons-rami-makhloufs-fall-from-grace/>

³ Plusieurs directeurs et sous-directeurs de l'entreprise Syriatel, joyau de l'empire économique de Rami Makhlouf, ont eu à subir les remontrances de l'appareil sécuritaire pour avoir fait pression sur leurs employés pour afficher sur les réseaux sociaux leur soutien à Rami Makhlouf.

gouvernement à trouver des solutions pour atténuer la montée des prix et lutter contre la corruption.

La passe d'armes de ces derniers jours dévoile ainsi l'influence considérable gagnée par la Première Dame au sein du Palais depuis un an¹. Celle-ci a ainsi profité de l'effacement de la présence du « Patriarche », Mohamad Makhlouf. Gravement malade, ce dernier, ultime représentant de la génération des « fondateurs » depuis la mort de sa sœur Anissa en 2016, n'est plus en mesure de peser sur le destin économique du régime. En dépit de sa discrétion, l'épouse d'Hafez al-Assad jouait un rôle clé dans le maintien de la cohésion du clan Assad/Makhlouf au cours de ces dernières années. Entre Rami Makhlouf et la Première Dame, rien ne va plus et le président est sommé de trancher un conflit d'intérêt qui oppose les membres de sa propre famille.

Une lutte contre les prédateurs économiques

Les pressions à l'encontre de Rami Makhlouf n'ont cessé de s'intensifier au cours des derniers mois à mesure que la situation socio-économique du pays se détériorait, faisant ressurgir çà et là dans les provinces contrôlées par le régime des manifestations populaires dénonçant la corruption des profiteurs de guerre dont Rami Makhlouf est le symbole le plus éminent. Mais c'est aussi que l'appétit de Rami Makhlouf ne connaît plus de limites comme l'a

¹ Firas Tlass, le fils de l'ancien Ministre de la Défense d'Hafez al-Assad, a donné à RT en arabe une interview remarquable sur les tensions à l'intérieur du clan Assad/Makhlouf, dévoilant le système de commissions et prises de participation sur lequel Mohamad Makhlouf a bâti l'empire économique de la famille. Largement à charge contre la Première Dame, tous les liens vers l'interview ont été supprimés du Net. Voir « Il y a parlé de la corruption de la famille Makhlouf ... RT efface l'interview avec Firas Tlass », Enab Baladi (en arabe), 11/05/2020, url : <https://www.enabbaladi.net/archives/383028>.

révélée l'affaire Takamol¹. Ce dernier aurait fait pression sur le ministre du Commerce pour empêcher la société Takamol appartenant au cousin de l'épouse du président d'intégrer le marché des cartes électroniques donnant accès aux produits subventionnés. La prédation et le sentiment de toute puissance ont atteint un tel degré à la tête de l'empire Makhoulf ces derniers mois que lui-même et certains de ses proches collaborateurs n'hésitent plus à faire pression sur les ministres et à tenir tête à l'appareil sécuritaire. La découverte de stupéfiants en Égypte au milieu d'une cargaison de produits laitiers produits par l'entreprise MilkMan² lui appartenant souligne également les liens que les plus grandes fortunes syriennes entretiennent avec la criminalité organisée.

L'affaire Abar Petroleum³ a levé le voile sur une partie des sommes amassées par Rami Makhoulf à son seul profit, trahissant le pacte politico-économique liant les familles Assad et Makhoulf, au cœur du système depuis plus de trente ans. Fin 2019, la Direction générale des douanes syriennes a saisi les avoirs de la société Abar Petroleum SAL liée à Rami Makhoulf et suspectée d'importer illégalement du pétrole en Syrie à partir du port de Banyas. Le pouvoir syrien semble prêt à saisir l'ensemble des biens de Rami Makhoulf en Syrie ; les rênes de son empire économique pourraient ainsi être confiées à son frère cadet, Ihab Makhoulf,

¹ Sur l'affaire Takamol qui a donné l'avantage à Rami Makhoulf sur un proche d'Asma al-Assad, voir Adnan Abdelrazak, « Rami Makhoulf and His Father Respond 'With Two Scandals' to Asmaa al-Assad », *The Syrian Observer*, 21/04/2020, url : <https://syrianobserver.com/EN/news/57501/rami-makhoulf-and-his-father-respond-with-two-scandals-to-asmaa-al-assad.html.w<>

² Voir « Are Assad and Hafthar mutually benefiting from the drug illicit trade? », TRTWorld, 06/05/2020, url: <https://www.trtworld.com/magazine/are-assad-and-hafthar-mutually-benefiting-from-the-illicit-drug-trade-36080>

³ Voir Albin Skazola, "Rami Makhoulf Asset Freeze Points to Oil Smuggling Role", *Levant Networks*, 26/12/2019, <http://www.levantnetworks.com/2019/12/26/rami-makhoulf-asset-freeze-points-to-oil-smuggling-role/>

vice-Président de Syriatel¹. Cependant, dans le contexte des nouvelles sanctions européennes et américaines, en particulier de l'entrée en vigueur en juin prochain de la loi Caesar², il sera bien plus difficile de récupérer les avoirs placés à l'étranger. En portant sur la place publique les pressions dont il fait l'objet Rami Makhlouf espère certainement pouvoir négocier sa sortie comme le frère d'Hafez al-Assad, Rifa'at, l'avait fait dans les années 1980. Cependant, il est peu probable qu'il obtienne les mêmes compensations de la part de ses cousins après les avoir publiquement défiés. Les autres « grandes affaires » qui ont marqué l'histoire du régime ont en général servi à éloigner du clan les éléments devenus gênants. En portant la dispute sur la place publique, Rami Makhlouf espère certainement échapper à la fin tragique réservée à Mahmoud al-Zorbi, Ghazi Kanaan ou encore Assef Shawkat.

Rami Makhlouf, une menace pour les intérêts russes ?

Le vote de la loi Caesar, la situation militaire à Idlib et la crise Covid-19³ ont créé une situation d'urgence sans précédent pour le

¹ Principale société de Télécommunication mobile du pays, Syriatel appartient en très grande majorité à Rami Makhlouf. Une part du capital appartient à l'État et permet la surveillance des appels, notamment vers l'étranger. Sur l'empire économique des Makhlouf, voir le rapport « Assad Henchmen's Russian Refuge », *Global Witness*, 11/11/2019, url : <https://www.globalwitness.org/en/campaigns/corruption-and-money-laundering/assad-henchmens-russian-refuge/>

² La Loi Caesar, nommée en référence à l'ancien officier des Renseignements militaires syriens ayant fui le pays avec plus de 50 000 photographies de personnes arrêtées, promulgue des sanctions additionnelles et restrictions de voyage à l'encontre de toute personne soutenant le régime. Voir Press Statement Michael R. Pompeo, « Passage of the Caesar Syria Civilian Protection Act of 2019 », *US Department of State*, 20/12/2019, url : <https://www.state.gov/passages-of-the-caesar-syria-civilian-protection-act-of-2019/>

³ Sur les conséquences socio-économiques de la crise Covid-19 en Syrie, voir Murad Abdul Jalil, « Syrian economy resumes activity... Poverty and bankruptcy outweigh coronavirus », *Enab Baladi*, 10/05/2020, url : <https://english.enabbaladi.net/archives/2020/05/syrian-economy-resumes-activity-poverty-and-bankruptcy-outweigh-coronavirus/>

régime. L'État syrien est exsangue et cherche désespérément des fonds. Dès l'automne 2019, le lancement d'une campagne anti-corruption à grand renfort de médias permet au pouvoir syrien de « mettre à l'amende » les hommes d'affaires les plus riches du pays¹ en tentant d'apaiser le mécontentement populaire qui grandit. L'effondrement de la livre syrienne a réduit à peu de chagrin les salaires et l'inflation galopante a multiplié par trois ou quatre le prix des produits de première nécessité. Mais la dégradation de la situation économique syrienne, la crise du secteur bancaire au Liban et les sanctions internationales, pèsent également sur les profits des élites économiques et leur capacité à renflouer les coffres du régime.

L'entêtement du régime vis-à-vis de la Turquie fragilise les efforts russes en direction d'un règlement politique soutenu par les Occidentaux et les monarchies du Golfe. Le Kremlin veut au plus vite se débarrasser du problème syrien, dont le coût militaire est devenu exorbitant, pour pouvoir se consacrer à d'autres dossiers. La frustration du Kremlin² à peine voilée transpire dans les médias russes qui dénoncent la faiblesse du Président syrien et mettent en doute sa capacité à réformer le pays³. La corruption des « profiteurs de guerre », partisans du *statu quo*, mine les espoirs russes, en particulier ceux des patrons des sociétés paramilitaires

¹ Voir Paul Halabi, « Ces Huit hommes d'affaires qui se partagent le gâteau syrien », *L'Orient le jour*, 04/10/2019, url : <https://www.lorientlejour.com/article/1189382/ces-huit-hommes-daffaires-qui-se-partagent-le-gateau-syrien.html>

² Voir Henri Meyer et Ilya Akhripov, « Putin Has a Syria 'Headache' and the Kremlin's Blaming Assad », *Bloomberg*, 28/04/2020, url: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-04-28/putin-has-a-syria-headache-and-the-kremlin-s-blaming-assad>.

³ La principale charge à l'encontre du Président Assad fut menée par Yevgeny Pregozhin, connu pour ses liens avec le groupe Wagner et qui aurait permis l'obtention par les compagnies russes Mercury et Velada de deux contrats pétroliers en décembre 2019. Voir Amr Salahi, « Is Assad now a liability? The mysterious Russian media campaign against Syria's dictator », *The New Arab*, 01/05/2020, url: <https://english.alaraby.co.uk/english/indepth/2020/5/1/is-syrias-assad-now-a-liability-to-russia>.

présentes en Syrie¹ qui espèrent récolter les bénéfices économiques de la reconstruction.

Fortement contraints par l'effondrement du cours des hydrocarbures et les conséquences du Covid-19, les oligarques russes semblent s'impatienter et demandent des garanties. Or, Rami Makhlouf qui possède la majeure partie de l'économie du pays est devenu un obstacle à l'implantation des investisseurs russes en Syrie. Téhéran de son côté, dont Maher al-Assad est réputé proche, a déjà obtenu l'accès à un certain nombre de ressources, en plus de l'influence économique que lui garantissent les hommes d'affaires libanais proches du Hezbollah qui ont déjà acquis les licences pour l'importation des matières premières nécessaires à la reconstruction des logements détruits. L'éviction de Rami Makhlouf pourrait permettre une recomposition, au moins partielle, de l'élite économique en Syrie avec la montée en puissance de nouveaux entrepreneurs bénéficiant du soutien d'oligarques russes. Si certains pensent que la chute de Rami Makhlouf n'est qu'une affaire de temps, pour l'instant celui-ci conserve le contrôle d'une grande partie de son empire. Les semaines à venir détermineront à quelles conditions se négociera le départ de Rami Makhlouf. Pour ce dernier, quitter la Syrie ne sera pas aisé.

Pour conclure, la chute de Rami Makhlouf, que semble confirmer la démission en début de semaine du patron de l'entreprise MTN², ferait sauter le dernier verrou à la mise en œuvre d'une transition que le Kremlin appelle instamment de ses vœux. Or, celle-ci aura du mal à s'accommoder de la présence politico-militaire iranienne en Syrie, perçue d'un très mauvais œil par les monarchies du Golfe

¹ Voir l'article à paraître d'Abdel Naser al Aiyad, « Où est le Colonel russe Zourin », *al-Jisr* (en arabe).

² MTN est l'autre entreprise de téléphonie mobile présente sur le marché syrien. Rami Makhlouf détient également une part de son capital.

et Israël. *A minima*, Téhéran cherchera à rester dans l'ombre afin de préserver les opportunités dans certains secteurs économiques critiques tels que les matières premières (pétrole, gaz, phosphates) ou les infrastructures (télécommunications, transport aérien). Le régime iranien les considère comme de justes compensations au regard du soutien financier et militaire¹ considérable qu'il a apporté au régime syrien. Or, ces secteurs sont également convoités par les hommes d'affaires proches du Kremlin.

La crise du Covid-19 a provoqué un report des élections législatives syriennes et repoussé à une date inconnue les élections présidentielles. Les semaines à venir permettront donc de tester la volonté du pouvoir syrien à entreprendre les réformes attendues par les Russes². Le cas échéant, le Kremlin pourrait bien être tenté de rechercher des solutions alternatives. Cependant, remplacer Bachar al-Assad dans le contexte actuel s'avère remarquablement difficile, si ce n'est impossible. Qui dispose aujourd'hui sur la scène politique syrienne (en Syrie ou à l'étranger) de suffisamment de soutiens politiques pour garantir aux Russes le remboursement de la dette syrienne, estimée à plus de 3 milliards de dollars ? En attendant, le temps presse alors que les ressources financières du régime s'amenuisent drastiquement.

À Damas, certains aimeraient pouvoir obtenir un règlement politique avant les élections américaines, craignant l'arrivée au

¹ D'après Akbar Velayati, proche du Guide suprême iranien, Téhéran aurait apporté un soutien financier, économique et militaire d'une valeur de 8 milliards de dollars par an au régime syrien depuis le début de la guerre, sans compter les hommes tombés en Syrie. Parallèlement, l'engagement militaire russe depuis 2015 (soutien logistique et appui des forces aériennes russes) est estimé entre 2,5 et 4,5 milliards de dollars. Voir Sinan Hatahet, « Russia and Iran. Economic Influence in Syria », *Chatham House Research Paper*, 8 mars 2019, url: <https://reader.chathamhouse.org/russia-and-iran-economic-influence-syria?preview=1#introduction>.

² Dans le scénario transitionnel soutenu par Moscou, l'élection d'une nouvelle Chambre devrait permettre la constitution d'une Assemblée constituante chargée de rédiger un nouveau projet de Constitution et de fixer les étapes de la transition politique. Dans ce contexte, Bachar al-Assad, en tant que Président de la République, accompagnerait le processus jusqu'aux prochaines élections présidentielles.

pouvoir d'un dirigeant plus proche de la politique de Barack Obama. Les perspectives économiques que promet la reconstruction syrienne attise les convoitises et à mesure que l'on se rapproche d'un compromis politique, il va devenir de plus en plus difficile pour Damas de concilier les intérêts contradictoires de ses principaux alliés ; d'autant plus que d'autres acteurs influents dans la région, à l'image des Émirats arabes unis ou de la Chine, entendent bien présider au futur économique de la Syrie.

Publié le 14 mai 2020 par l'institut FMES

Les défis du nouveau gouvernement libanais face à la *thawra* (révolution) populaire

Par Sarah Sriri, chargée de mission à l'institut FMES

Depuis le mois d'octobre 2019, le Liban est englué dans une crise protéiforme. Quatre mois de contestations illustrent la faiblesse politique d'un État qui a bien du mal à gérer les affaires publiques et qui reste marqué par les conséquences de la guerre civile qui a dévasté le pays de 1975 à 1990. Le pays du cèdre n'est plus « La Suisse du Moyen-Orient », tel qu'il était appelé aux lendemains de son indépendance en 1943. Le nouveau gouvernement mis en place le 21 janvier 2020 doit gérer une situation quasi explosive.

Des contestations sans précédent depuis 2005

Le 17 octobre 2019, la colère explose au Liban après l'annonce du précédent gouvernement de Saad Hariri de taxer les communications sur la célèbre application WhatsApp. Dans ce pays déjà endolori par une profonde crise économique, cette annonce exacerbe les tensions et devient le symbole d'une contestation naissante. Malgré le retrait quasi immédiat de cette proposition, l'ensemble des communautés descend dans la rue et dénonce le système tout entier accusé de corruption, de procrastination et d'incurie. Les manifestants font fi de leurs divergences politiques, sociales, religieuses et communautaires et s'unissent en dénonçant la mauvaise gestion étatique. Cette vague de contestations fédère presque toutes les générations, toutes les classes sociales et toutes les communautés dans un pays pourtant

fragmenté par le communautarisme. Les leaders religieux eux-mêmes s'unissent dans les manifestations, donnant l'impression d'un sentiment d'unité dont le pays semblait manquer. Il n'y avait jamais eu autant de manifestants dans les rues depuis l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri en 2005 qui avait débouché sur le retrait de l'armée syrienne du Liban.

Tout indique qu'il s'agit d'un véritable mouvement de « dédagisme » où la vieille garde et la jeune garde se font face dans un pays où la corruption est réputée solidement ancrée parmi les notables et la classe dirigeante. Plus de cent jours après le début des contestations et après des décennies de mauvaise gestion politique, économique et sociale, les Libanais ne décolèrent pas. Scandant à l'unisson *thawra* – révolution – ils protestent contre la classe dirigeante, qu'ils jugent incompétente et corrompue. Ils pointent du doigt une classe politique qui profite des divisions internes du Liban depuis plus de trente ans pour mieux segmenter le peuple. Ce mouvement de protestation inédit, bien que singulier, s'inscrit probablement dans la même vague de contestations régionales, les « *hiraks* » qui touchent l'Égypte, l'Algérie, l'Irak et même l'Iran. Alors que ce mouvement se voulait pacifique, une vague de violence inédite a frappé Beyrouth fin janvier 2020. Plus de 500 personnes ont été blessées, notamment par des balles en caoutchouc, creusant davantage le fossé entre le peuple et les forces de police apparaissant comme le bras armé d'un régime décrié. La radicalisation de la répression confère un caractère explosif au mouvement en cours dans ce pays à bout de souffle.

Une situation de marasme économique

Le PIB du Liban était de près de 57 milliards de dollars en 2018. Si sa valeur augmentait – les estimations du FMI tablent sur un PIB

de 58 milliards de dollars pour 2019 – la situation économique du pays n'en reste pas moins très préoccupante. En effet, la dette de l'État est supérieure à 155% du PIB et la croissance a dévissé : alors qu'elle frôlait les 8% il y a 10 ans, elle n'a pas dépassé les 1% en 2018. À ces problèmes structurels s'ajoutent le rationnement des liquidités (la pénurie de devises a entraîné une limitation des retraits à 200 dollars) de même qu'une inflation galopante couplée à une dévaluation de la monnaie et à un chômage de masse. Tous ces éléments ont conduit à une véritable misère sociale. La situation est telle que le pays pourrait se retrouver en défaut de paiement sur sa dette dès mars 2020, ce qui a contraint le Liban à demander le soutien du FMI pour un plan de sauvetage économique.

C'est dans ce contexte que s'était tenue en avril 2018 la Conférence économique pour le développement par les réformes et les entreprises (CEDRE) qui avait réuni 48 pays et organisations internationales à Paris. Cette conférence avait promis une aide économique de 10 milliards d'euros pour le Liban. En contrepartie, Beyrouth s'était engagé à réformer le pays en profondeur et à lutter contre la corruption. Pour autant, les dirigeants n'ont pas su mener les réformes nécessaires, creusant davantage le déficit.

La crise bancaire libanaise retentit au-delà des frontières. Beyrouth et Damas étant très interdépendants au plan financier, la Syrie en subit directement les conséquences, de même que le conflit syrien a des répercussions néfastes et visibles sur la situation interne du Liban. Damas a vu sa monnaie s'effondrer ces derniers mois, les États-Unis, l'Union européenne et l'Organisation des nations unies ayant imposé des sanctions financières à la Syrie de Bachar al-Assad pour faire pression sur son régime depuis l'éclatement du conflit syrien. En réaction, les capitaux syriens ont migré massivement en direction du Liban.

Mais c'est la présence de 1,5 million de réfugiés syriens (et une centaine de milliers de réfugiés palestiniens) qui déstabilise le plus le Liban, portant la population du pays à environ 6,8 millions d'habitants (statistiques de la Banque mondiale pour l'année 2018). Ces réfugiés représentent près de 25% de la population totale, ce qui fait du Liban l'un des pays où le nombre de réfugiés est le plus important par rapport au nombre d'habitants, même si le Liban a bénéficié d'une aide humanitaire internationale liée à la guerre civile syrienne. L'Union européenne a ainsi fourni près de 600 millions d'euros d'aide humanitaire au pays du cèdre pour lui permettre de faire face à la crise syrienne. Pour autant, la présence des réfugiés syriens reste un point de crispation bien réel dans le pays. La stigmatisation des Libanais à leur égard devient de plus en plus forte, la plupart d'entre eux n'entendant pas rentrer en Syrie.

La fermeture de certains journaux – dont *The Daily Star*, l'un des seuls journaux anglophones du pays – et de certaines radios confirme que les médias subissent eux aussi de plein fouet la crise qui secoue le pays. Ces événements ont un fort retentissement au sein de la population compte tenu de la notoriété de la presse libanaise au Moyen-Orient.

Ce marasme économique est renforcé par la situation régionale qui reste très tendue. Le Liban et Israël sont toujours techniquement en état de guerre, aucun traité de paix n'étant venu mettre un terme au cessez-le-feu de 1949. Israël a envoyé à trois reprises ses troupes au Liban entre 1978 et 2006 et a occupé le sud du pays pendant 18 ans. Le Hezbollah, puissant parti chiite armé – la seule faction à ne pas avoir déposé les armes à l'issue de la guerre civile – demeure l'adversaire prioritaire d'Israël qu'il ne reconnaît officiellement pas. Ce même Hezbollah demeure un outil de dissuasion contre Israël dans la main du régime iranien. Le Liban demeure ainsi plus que jamais l'otage du conflit par procuration qui oppose Téhéran à

Jérusalem. Dès lors, la nomination de ministres et de responsables sécuritaires est observée à la loupe par chacun des belligérants...

Un nouveau gouvernement contesté

Le pays du cèdre se distingue par son originale répartition du pouvoir en fonction de ses communautés. La constitution libanaise fonde la nation et l'organisation de l'État sur les différentes communautés et religions qui composent le pays : Sunnites, Chiites, Druzes et Chrétiens. Cette gestion du pouvoir a cloisonné les communautés et a conduit au clientélisme, au népotisme et à la corruption. Cette situation de crise à plusieurs niveaux, qui s'est amplifiée depuis les années 1990, a conduit le Liban à l'implosion et ces manifestations ont permis de pointer du doigt de manière claire les défaillances du système miné par l'oligarchie familiale.

Les contestations ont ainsi mené à la démission du Premier ministre Saad Hariri le 29 octobre 2019. Le régime, qui n'avait plus de gouvernement de plein exercice, est resté sourd pendant près de trois mois aux revendications populaires qui réclament le départ de tous les caciques du système, à commencer par l'indéboulonnable président de la Chambre des députés Nabih Berri, en poste depuis 1992. Issu du parti chiite *Amal*, Nabih Berri est au pouvoir depuis presque trente ans. À l'instar de la classe politique, il est lui aussi décrié et pointé du doigt par la population. On lui reproche la répression des rassemblements populaires. La Chambre des députés s'est d'ailleurs protégée par un mur surnommé par les manifestants « le mur de Berri-lin ». Celui-ci est censé empêcher les manifestants de troubler la Chambre des députés ; il symbolise le fossé toujours plus grand entre le pouvoir et le peuple.

Nabih Berri a pourtant été à l'œuvre dans la nomination du nouveau gouvernement. Nommé par le président chrétien Michel Aoun, le nouveau Premier ministre sunnite Hassan Diab – ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur de 2011 à 2014 – a dévoilé son gouvernement le 21 janvier 2020. Les 20 ministres nommés ont pour principale mission la sortie de crise et doivent répondre rapidement aux attentes économiques, politiques et sociales de la population. Officiellement composé de technocrates et d'experts, ce gouvernement est boycotté par certains partis politiques et par une partie des classes populaires. En effet, le mouvement de Saad Hariri – Premier ministre démissionnaire – n'est pas représenté, à l'instar des Forces libanaises chrétiennes. Les Druzes, minoritaires dans le pays mais soudés derrière leur chef Walid Joumblatt à la tête du Parti socialiste progressiste, ne participent pas non plus à ce gouvernement.

Si ce nouvel exécutif rajeuni a répondu aux échos de la rue en ne faisant figurer aucun député ni ministre issu du dernier gouvernement, ses ministres fraîchement nommés sont pour la plupart affiliés aux partis politiques pro-syriens, au Hezbollah et à Amal, parti proche de la République islamique d'Iran. En somme, la composition de ce gouvernement n'augure rien de nouveau pour ses détracteurs... Derrière la nomination de ces technocrates se cache en réalité une mainmise iranienne qui pourrait inquiéter Israël, certains États arabes de la région et les puissances occidentales.

Pour autant, la première déclaration ministérielle de ce nouveau gouvernement se veut ambitieuse et entend agir principalement dans les secteurs bancaires et énergétiques. Approuvée le 11 février 2020 par le Parlement, cette déclaration vise également à conférer au pays une politique étrangère indépendante. Le pays espère en effet un soutien financier de la communauté internationale et tend

la main aux pays arabes de la région. Pour autant, la place du Hezbollah dans cette configuration pourrait compliquer les objectifs visés par le pays. Si aucun pays arabe n'espère la chute du Liban, la présence du Hezbollah dans le gouvernement pourrait représenter un frein à leur soutien.

Ce nouveau gouvernement, sous la pression de la rue, doit pouvoir amorcer une sortie de crise dans un « délai de quatre mois ». Les mots critiques de Nabih Berri, pourtant soutien officiel de la nouvelle équipe, illustrent les réserves du système. Il serait toutefois difficile d'envisager qu'un délai si court suffise à régler des décennies de dysfonctionnements et de corruption aggravée. Il apparaît peu probable que la société civile, active depuis plusieurs mois, se désintéresse de la chose politique au profit d'un gouvernement qui ne récolterait pas ses faveurs, même si une certaine lassitude semble affecter aujourd'hui les manifestants et les étudiants qui continuent d'occuper la rue. Plus que tout, il est indispensable que le Liban enclenche un processus d'ajustement budgétaire suivi de réformes structurelles pour juguler la dette publique et relancer la croissance économique.

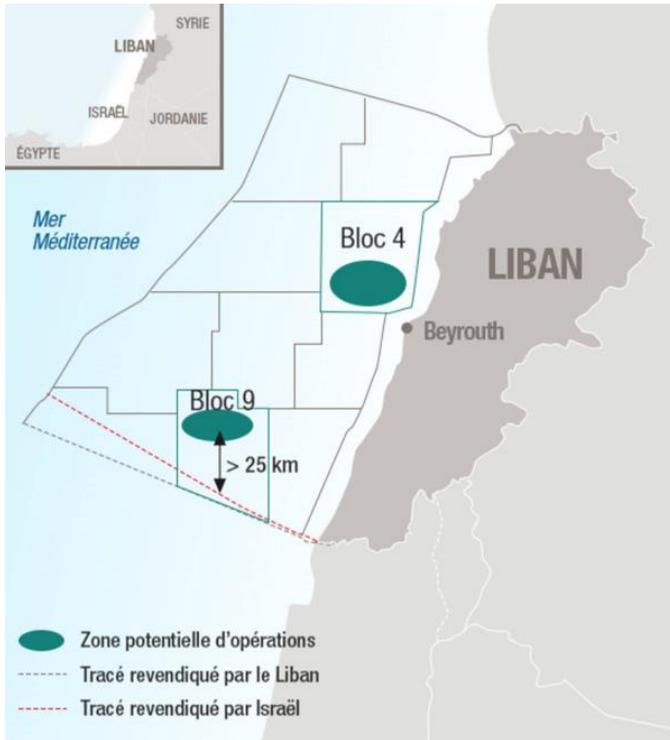
De réelles perspectives économiques en cas de bonne gouvernance

Malgré tous ces éléments de vulnérabilité, il existe des perspectives économiques favorables pour le pays. D'abord, les promesses de la conférence CEDRE n'ont pas été annulées et laissent entrevoir une aide internationale importante de près de 10 milliards d'euros, indispensable pour relancer l'économie du pays.

Ensuite, la reconquête par Bachar al-Assad de la plus grande partie du territoire syrien amène à penser à une fin prochaine de la guerre en Syrie. La fin des combats entraînerait la reconstruction de ce

pays, exsangue depuis 2011. Elle signifierait par là même le retour en Syrie d'une part importante des réfugiés syriens. Les enjeux de la reconstruction syrienne profiteraient sans nul doute au Liban en termes économiques, d'autant que le pays du cèdre dispose d'importantes sociétés dans le domaine du BTP.

Enfin, la présence potentielle d'importants gisements d'hydrocarbures offshore en Méditerranée orientale laisse entrevoir une manne financière considérable pour le Liban, même si elle attise l'appétit des pays du bassin levantin. En janvier 2018, Beyrouth, qui espère devenir un hub énergétique dans la région, a accordé à un consortium formé par les multinationales Eni, Total et Novatek l'exploration et l'exploitation des ressources en pétrole et en gaz des blocs 4 et 9 revendiqués par le Liban. Toutefois, une partie du bloc 9 est revendiquée également par l'État d'Israël et les sociétés pétrolières refusent d'y prospecter tant que le Liban et Israël ne seront pas tombés d'accord pour délimiter leur frontière maritime. Les États-Unis jouent les intermédiaires mais les négociations semblent pour l'instant au point mort.



Depuis la fin de la guerre civile, le peuple libanais a su faire preuve de résilience. L'actuelle contestation lui a permis de renverser un gouvernement de manière pacifique. Si cette *tahwra* n'a pas totalement permis de renverser l'oligarchie en place, nombreux sont ceux qui espèrent qu'elle permettra de faire émerger un projet incluant toutes les communautés de manière transparente afin de faire face à une paupérisation grandissante. Tout dépendra de la capacité de la population à garder espoir et à continuer de faire preuve de sagesse en refusant la violence, car celle-ci ferait inéluctablement le jeu de tous ceux qui préfèrent neutraliser le Liban, de Téhéran à Jérusalem en passant par Damas. Dans cette

optique, les élections générales qui se profilent en Iran (21 février 2020) et en Israël (2 mars 2020) pourraient influencer de manière cruciale l'évolution du rapport de force régional et par là même le devenir du pays du cèdre engoncé entre ses puissants voisins.

Publié le 20 février 2020 par l'institut FMES

La démission du chef d'état-major de la marine turque marque-t-elle une pause dans l'escalade des tensions entre Turcs et Occidentaux en Méditerranée orientale ?

Par Jean Marcou, spécialiste de la Turquie, professeur des universités et titulaire de la Chaire Méditerranée-Moyen-Orient à Sciences Po Grenoble, nous livre son analyse.

Le 15 mai 2020, le président turc Recep Tayyip Erdogan a signé un décret par lequel il a démis de ses fonctions de chef d'état-major de la marine, le contre-amiral Cihat Yaycı, en l'affectant à l'état-major général. Celui qui apparaissait notamment comme l'architecte de l'accord maritime turco-libyen de novembre dernier, a finalement démissionné, trois jours plus tard, après avoir expliqué qu'il percevait cette réaffectation comme une sanction. Ce départ suscite bien sûr des interrogations.

Cette démission a-t-elle une incidence sur la politique intérieure turque ?

Même si on l'a peu fait observer, cette rétrogradation du contre-amiral Cihat Yaycı est un indice qui concerne aussi la politique intérieure et le régime politique turc en lui-même. En effet, pour la première fois, le président de la République limoge en quelque sorte un militaire de haut rang. Certes, depuis 2010-2011, par sa forte prégnance désormais sur le Conseil militaire suprême – YAŞ – (qui pourvoit aux nominations et aux avancements, chaque année, lors d'une session qui se tient traditionnellement fin juillet-début août), Recep Tayyip Erdogan avait déjà pris la main sur

l'armée et réduit son influence politique. Toutefois, cette domination n'entamait pas un *cursus honorum* assez routinier au sommet du commandement, assurant la succession à l'état-major de militaires, formés avant que l'AKP ne vienne au pouvoir. Le 15 mai, il a rétrogradé un militaire de premier plan. Même s'il est dans la suite logique de l'épuration et des réformes ayant eu lieu après le coup de 2016, l'événement a une autre portée, car il témoigne d'une sorte de normalisation des interventions du pouvoir civil sur le commandement militaire. On peut ajouter que la mesure est assez habile, car elle frappe un militaire considéré comme proche de la présidence. Semblant ainsi ne pas devoir prêter le flanc à l'accusation de partialité, elle accroît en fin de compte un peu plus le contrôle du commandement militaire par l'exécutif.

Que nous dit cette affaire sur l'armée turque en elle-même ?

S'agissant de l'armée turque, cet événement montre qu'elle est désormais traversée par des divisions et des rivalités. Le contre-amiral Yaycı fait d'ailleurs allusion à des « calomnies » et même à un « complot », dans sa lettre de démission, présentée le 18 mai et rendue publique. Il faut rappeler que Cihat Yaycı est considéré comme l'un des chefs de file d'une tendance, gagnée à des idées « eurasistes », donc plutôt anti-occidentales, qui a eu le champ libre ces derniers mois, notamment lors de la campagne de prospections gazières turques au large de Chypre ou lors des accords maritimes et de défense avec la Libye, signés le 27 novembre 2019. Il est vu surtout comme étant à l'origine de la doctrine maritime de « Patrie bleue » (*Mavi Vatan*), une thèse prétendant défendre les droits de la Turquie en Méditerranée orientale et en mer Noire que la présidence n'a pas hésité à faire sienne pour justifier les derniers développements de sa politique

étrangère. Recep Tayyip Erdogan a en outre publiquement rendu hommage au contre-amiral Yaycı pour son rôle en Libye, mais aussi pour sa lutte contre les gülenistes, considérés comme à l'origine du coup d'État de 2016.

Pour autant, cette personnalité militaire trop médiatique et trop politique exaspère passablement le bloc de militaires légitimistes qui dirigent actuellement l'armée turque et qui est composé principalement du général Hulusi Akar, chef d'état-major (2015-2018), devenu ministre de la Défense en 2018, du général Yaşar Güler, chef d'état-major (depuis 2018) et du général Ümit Dündar, commandant de l'Armée de terre. Recep Tayyip Erdogan a conclu une alliance avec ces cadres militaires de la vieille école certes, mais qui ont accepté son régime et qui lui sont restés fidèles en 2016, lors de la tentative de putsch. Il a, à ce titre, encore besoin d'eux dans le contexte actuel (d'interventions militaires en Syrie et en Libye), notamment de Hulusi Akar. Ce dernier apparaît comme la figure clef des nouvelles relations entre l'armée et le gouvernement. Après le coup de 2016, l'armée a été placée sous l'autorité du ministre de la Défense, mais ce dernier n'est autre qu'un général qui était antérieurement le chef d'état-major de cette armée.

Ce n'est pas la première fois qu'Erdogan sacrifie des militaires qui lui sont apparemment proches pour préserver sa relation avec la tendance dominante de l'armée. Déjà, le 31 décembre 2018 une rétrogradation déguisée avait mis à l'écart le général Metin Temel, commandant de la 2e armée qui avait dirigé l'opération militaire à Afrine, en janvier-mars 2018. Très populaire, très médiatique, ce dernier s'était permis de prendre publiquement des positions politiques pro-gouvernementales.

Il convient de noter tout de même que les généraux Güler et Dündar vont bientôt partir à la retraite... À cet égard, il sera

intéressant d'observer ce que fera le prochain Conseil militaire suprême, de fin juillet-début août, et d'analyser ceux qui seront alors promus à l'état-major.

Quelle conséquence a l'événement sur le plan stratégique ?

Au-delà des raisons liées aux équilibres politiques intérieurs et aux relations du pouvoir politique avec l'armée, la mise à l'écart du contre-amiral Yaycı donne opportunément l'impression que la Turquie recherche une pause dans l'escalade des tensions observées, ces derniers mois, en Méditerranée orientale, notamment au large de Chypre. Ankara a mesuré, lors de la dernière crise d'Idlib en Syrie, en février 2020, à quel point son jeu de convergence avec la Russie pouvait être dangereux, s'il n'était pas contrebalancé par le maintien d'une relation crédible avec les Occidentaux. Malgré les actuelles patrouilles conjointes russo-turques et le cessez-le-feu établi, la situation y reste fragile. En Libye, bien sûr, la Turquie peut se targuer d'avoir sauvé le gouvernement de Tripoli, en damant le pion au système de défense russe Pantsir qui équipe les forces du général Haftar, mais cela a agacé les Russes et la situation demeure incertaine. La Russie a souvent fait payer très cher ce genre d'incartades à la Turquie. Recep Tayyip Erdogan a eu plusieurs conversations téléphoniques avec Vladimir Poutine, ces dernières semaines, il cherche aussi à maintenir le dialogue avec la Russie.

Mais dans ce cadre, raviver les liens avec les Occidentaux, prouver que l'on est un allié de l'OTAN toujours susceptible d'intercepter les avions russes en mer Noire – à l'instar du 21 mai dernier, en compagnie d'avions bulgares et roumains – reste également important. La rétrogradation du contre-amiral Cihat Yaycı, tenant

de la théorie de la « Patrie bleue », principalement dirigée contre la Grèce et Chypre, peut être aussi un signe en direction de l'Europe pour calmer les tensions provoquées par les campagnes turques de prospection gazières en Méditerranée orientale. Plusieurs fois, ces dernières semaines, le général Hulusi Akar, ministre de la Défense, a dit sa conviction que le différend avec la Grèce ne pouvait pas déboucher sur un conflit armé. Économiquement il ne faut pas oublier que les liens avec l'UE sont en outre capitaux pour Ankara. Et, dans le contexte de la sortie de crise post-Covid-19, le pays a intérêt à soigner ses fondamentaux avec Bruxelles et à poursuivre sa politique du grand écart, cultivant une convergence d'intérêts avec la Russie tout en préservant la sécurité que lui apporte son appartenance à l'Alliance atlantique. Un autre indice à observer, à cet égard, sera l'activation du système russe S-400 par la Turquie. Cette activation a été repoussée, en prenant prétexte de la crise épidémique. Que se passera-t-il ensuite ?

Publié le 11 juin 2020 par l'institut FMES

Au-delà d'accords de partenariats

*Par Khalifa Chater, professeur émérite d'histoire contemporaine,
Université de Tunis 1*

La discussion au sein du parlement des accords de la Tunisie avec la Turquie et le Qatar, prévue le 29 et 30 avril 2020, a suscité une levée de boucliers de la part du Parti destourien. On évoqua même des « accords de protectorat ». Qalb Tounes, partageant ces vues, a déjà annoncé qu'il voterait contre ces accords. Le parlement dut reporter la séance, sur proposition du gouvernement, semblait-il. Qu'en est-il au juste ? Lors de leurs annonces en 2017, ces accords ne suscitèrent pas de critiques. Le gouvernement Chahed n'aurait-il vu qu'une opportunité d'investissements ? Disons plutôt que son alliance avec Nahdha s'accommodait de ce partenariat privilégié avec des acteurs, soutenant l'islam politique. D'autres observateurs expliquaient cette occultation, par un déficit de vision politique, au-delà de l'immédiat. Or, l'histoire contemporaine tunisienne rappelle la gravité des accords unilatéraux dans un contexte de dépendance. Les relations inégalitaires, la soumission du gouvernement de la régence aux puissances et l'endettement ont été à l'origine du protectorat.

Citons, à ce propos, des travaux historiques sur la question :

- Jean Ganiage, *Les Origines du protectorat français en Tunisie (1861-1881)*, Paris, Tunis, Puf, 1959.
- Khalifa Chater, *Dépendance et mutations précoloniales: La régence de Tunis de 1815 à 1857*, Publications de la Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Tunis, 1984.

Transgressant les effets d'annonce, les contenus de ces accords, révélés par la conférence de presse d'Abir Moussi, le 26 avril 2020, semblent plutôt faire valoir les exigences de la Turquie et du Qatar. Ce qui les définit, par leurs graves contenus, comme des accords dictés, instituant des rapports d'asymétrie et de dépendance. Ils s'inscrivent volontiers dans la politique d'influence exercée par la Turquie, réactivant l'ottomanisme et le Qatar, relai de puissances, plutôt que puissance régionale.

L'accord avec la Turquie : Le premier projet de loi concerne l'approbation de l'accord d'encouragement et de protection mutuelle des investissements entre la Tunisie et la Turquie. Outre sa confirmation des relations de libre-échange, qui a ruiné les industries textiles tunisiennes, il accorde le droit de propriété des terres agricoles aux Turcs. De ce point de vue, il rappelle le Pacte Fondamental promulgué par le Bey Mohammed le 9 septembre 1857. Ce pacte imposé à la Tunisie par la France et le Royaume-Uni accorde « la liberté commerciale », confirmant les stipulations du traité franco-tunisien du 8 août 1830 suite à l'occupation d'Alger et accordant le droit de propriété aux étrangers dans ce contexte de mise en dépendance préparant le protectorat.

Cet accord s'inscrit dans les velléités expansionnistes du pouvoir turc. Ibrahim Karagül, le chantre du gouvernement, rédacteur en chef du quotidien Yeni Safak, affirme : « L'Empire ottoman était une grande famille répartie sur trois continents. Pendant la première guerre mondiale, cette famille a été brisée, partagée, capturée, asservie. (...) Erdogan l'a rassemblée, il a changé le cours de l'histoire ». Ne perdons pas de vue, les interventions en Libye, érigeant la Turquie en acteur sur la scène maghrébine.

L'accord avec le Qatar : Cet accord conclu le 12 juin 2019, entre le gouvernement tunisien et le *Qatar Fund for development*, s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération bilatérale entre la Tunisie et le Qatar pour la promotion de l'action de développement, à travers l'instauration des mécanismes de financement des projets de développement. La Tunisie est ainsi appelée à signer un accord de siège au fond souverain du Qatar (*Qatar Investment Authority – QIA*). D'après cet accord, ce fond qatari disposerait d'une liberté d'action totale en Tunisie, lui permettant d'investir, d'ouvrir des fonds à l'étranger dépendant du siège de Tunis, de sortir librement des devises. Élément étranger dans le pays, il ne permet aucun droit de regard aux autorités tunisiennes. Les acteurs hostiles à l'accord, le comparent volontiers à la commission financière internationale que le bey Mohammed Sadok a dû accepter le 5 juillet 1869, à la suite de l'endettement du pays et à sa banqueroute. La comparaison de ce fond avec la commission financière est certes exagérée, mais ce fond, vu ses prérogatives, aliène la souveraineté nationale. Fait évident, les accords avec la Turquie et le Qatar ne constituaient guère des urgences. Cependant le pouvoir a cru devoir les mettre à l'ordre du jour, vu que la classe politique est préoccupée par la prévention du Coronavirus.

Ces accords tels qu'ils ont été conçus, ne risquaient pas d'être admis par la classe politique et l'opinion publique. La Tunisie qui a réalisé la nationalisation des terres coloniales et payé fort cher l'évacuation des troupes étrangères, ne pouvait accepter l'aliénation de sa souveraineté. Ainsi dévoilés, ils ne pouvaient être ratifiés par le Président de la République. Autrement, ils seraient remis en question par le tribunal administratif.

Ne perdons pas de vue que le contexte a changé, dans la conjoncture de la pandémie et l'effondrement du prix du pétrole, en conséquence. Privé de ses ressources, le Qatar redimensionne sa politique d'intervention et son jeu d'influence. Pour sa part, la Turquie n'a pas abandonné ses velléités de réactiver sa politique d'expansion ottomane. Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, est certes convaincu que la Turquie est appelée à jouer un rôle prépondérant dans le nouvel ordre mondial censé émerger après la pandémie. Mais ses déboires en Syrie et la critique de sa politique en Libye par les acteurs maghrébins et arabes, condamnent, à plus ou moins bref délai, l'expansion turque, hors de ses territoires.

Publié le 29 avril 2020 sur le site de « l'économiste maghrébin »

Publié le 4 mai 2020 par l'institut FMES

Une crise pétrolière inédite

Par Sarah Sriri, chargée de mission à l'institut FMES

Si, à la mi-mai 2020, le prix du baril de pétrole est de nouveau en léger rebond, depuis février dernier, l'or noir a vu son prix dévisser. La crise pétrolière de ces derniers mois découle de la rivalité des stratégies pétrolières au sein de l'OPEP+ ainsi que de la crise économique liée à la crise sanitaire du Covid-19¹. Tandis que l'industrie pétrolière et gazière fournit toujours près de 60% de l'énergie mondiale avec une production globale de près de 100 millions de barils par jour pour l'année 2019², l'Agence internationale de l'énergie a anticipé une chute de la demande mondiale de pétrole pour l'ensemble de l'année 2020, soulignant le caractère historique de cette crise³.

Cette situation inédite a conduit les principaux pays producteurs de pétrole et leurs partenaires à conclure un accord historique, le 12 avril 2020, afin de réduire la production globale de 9,7 millions de barils par jour. Malgré cet accord, le secteur de l'or noir reste englué dans une double crise : une guerre des prix qui illustre la lutte entre États producteurs et les conséquences du Coronavirus⁴.

¹<https://www.iris-france.org/146275-petrole-le-nouvel-accord-de-lopep-peut-il-faire-remonter-les-prix/>

²<https://www.ompe.org/la-production-mondiale-de-petrole-en-pleine-augmentation/#:~:text=La%20plan%C3%A8te%20n'a%20tout,%2B%2045%25%20en%201%20an.>

³ <https://www.iea.org/reports/oil-market-report-april-2020>

⁴ <https://www.foreignaffairs.com/articles/2020-04-02/oil-collapse>

Un accord historique sur fond de querelle russo-saoudienne

Signé par les pays membres de l'OPEP (Angola, Algérie, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Équateur, Gabon, Guinée équatoriale, Irak, Iran, Koweït, Libye, Nigeria, République du Congo, Venezuela) et leurs partenaires de l'OPEP⁺, l'objectif premier de cet accord était de stabiliser le marché de l'or noir en réduisant l'excédent d'offre par rapport à la demande, afin de permettre une remontée des prix². L'accord du 12 avril 2020 est significatif à deux points de vue. D'abord, la baisse de la production de 9,7 millions de barils (à compter du 1^{er} mai 2020) est sans précédent en termes de volume dans l'histoire et ensuite, l'OPEP+ a étendu cet accord à l'ensemble des pays producteurs de pétrole. L'OPEP+ a en effet demandé aux pays producteurs de pétrole non-membres de l'organisation de réduire leur production d'un total de 5 millions de barils par jour. Reste à savoir si tous les États franchiront ce cap étant donné qu'ils ne sont contraints par aucun engagement international.

Pour comprendre le contexte économique d'avant crise, il convient de rappeler que depuis 2014, la production de pétrole de schiste, notamment américaine, a sensiblement augmenté tandis que celle du pétrole conventionnel a stagné. L'Arabie saoudite a décidé alors de lancer une guerre des prix dès 2014 pour convaincre les États-Unis d'adhérer à une politique commune concernant l'offre de pétrole. De 2014 à 2016, le prix du baril de pétrole passe de 114 dollars à environ 27 dollars. Face au maintien du niveau de la production américaine, Riyad a dans un premier temps renoncé à poursuivre sa stratégie et s'est allié en 2016 à la Russie, pourtant

¹ L'OPEP+ réunit les 14 pays membres de l'OPEP ainsi que d'autres États producteurs de pétrole : Azerbaïdjan, Bahreïn, Brunei, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Russie, Soudan, Soudan du Sud

² https://www.opec.org/opec_web/en/press_room/5891.htm

non membre de l'OPEP, en s'entendant sur leur production pétrolière conjointe, donnant naissance à l'OPEP+. Cette dernière s'est entendue pour réduire la production d'environ 1,5 million de barils / jour, puis 1,2 million de barils / jour de manière à faire remonter son prix autour des 60 dollars.

Ce rapprochement entre Moscou et Riyad était stratégique. Pour la Russie, cela lui permettait de conforter sa position d'acteur incontournable dans le secteur des hydrocarbures – Moscou restant le troisième producteur de brut au monde – tout en se rapprochant de l'Arabie saoudite, l'une des alliées principales des États-Unis. Cette stratégie allait de pair avec la volonté de Moscou de s'ériger comme une puissance ré-émergente au Moyen-Orient et dans le bassin méditerranéen et de faire face au rival américain. Les enjeux liés à l'or noir permettaient en outre au Kremlin d'accroître son rôle et sa puissance aux plans diplomatique, géopolitique et économique. Le changement de cap de Washington dans la région, depuis l'élection de Donald Trump, laissait également le terrain libre à la puissance russe qui en a profité pour proposer une sorte de condominium à l'Arabie saoudite sur le secteur du pétrole ; les deux pays avaient en effet tout intérêt à s'entendre en amont pour définir les orientations stratégiques de l'OPEP¹. Pour Riyad, ce rapprochement avec la Russie lui permet de tirer profit de sa rivalité avec l'Iran, elle aussi très présente au sein de l'OPEP – d'autant plus après l'attaque iranienne sur les sites Aramco le 14 septembre 2019 et le manque de réaction des États-Unis dont le silence a contribué à rapprocher les deux acteurs².

La pandémie du Covid-19 est cependant venue affaiblir la dynamique de l'OPEP+ en freinant drastiquement l'activité de la majorité des pays industrialisés au premier plan desquels figure la

¹ Entretien avec Pierre Razoux

² Entretien avec Pierre Razoux

Chine qui reste la plus dépendante du pétrole moyen-oriental. Elle a *de facto* diminué les profits de l'or noir, provoquant une chute des prix inédite. Réunis à Vienne le 5 mars 2020, les pays de l'OPEP, sous l'égide saoudienne, entendaient s'accorder pour réduire leur production en invitant leurs partenaires de l'OPEP+ à se joindre à leur effort. Face au refus russe, la relation russo-saoudienne et la crédibilité de l'OPEP+ en sont sorties ébranlées. Moscou se considérait en effet assez solide pour pouvoir supporter un effondrement des prix, grâce à ses réserves financières et y voyait une opportunité de fragiliser Washington.

En réaction au refus russe, Mohamed bin Salman s'est lancé dans une guerre des prix dès le mois de mars 2020, espérant faire revenir la Russie de Vladimir Poutine à la table des négociations. Cette stratégie risquée a consisté à augmenter massivement la production saoudienne tout en abaissant les coûts de livraison pour préserver les parts de marché de l'Arabie saoudite. Paradoxalement, les pays industriels, bien qu'affaiblis économiquement par le Covid-19, ont profité de cette crise pour remplir leurs réserves en achetant du pétrole à un prix défiant toute concurrence¹. Dans cette rivalité entre Riyad et Moscou, le royaume wahhabite a vu ses revenus pétroliers divisés par trois depuis le début de l'année². De son côté, Moscou a finalement accepté le compromis proposé le 13 avril 2020, après une nette détérioration de sa situation économique intérieure. En définitive, dans cette partie de poker à 3, la Russie a échoué, pensant que l'Arabie Saoudite ou les États-Unis allaient craquer avant elle.

Des raisons économiques permettent d'expliquer ce revirement de situation. En effet, l'exemple chinois montrait la lenteur de la

¹ Entretien avec Pierre Razoux

²<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/austerite-en-arabie-saoudite-tva-triplee-fin-des-allocations-20200511>

reprise à l'issue du Covid-19 et le maintien durable de prix bas aurait pu dissuader les investissements étrangers dans les secteurs vitaux du pays¹.

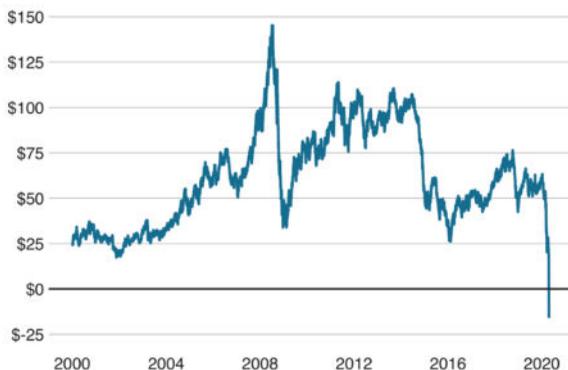
Quelles conséquences ?

En dépit de l'accord du 12 avril 2020, l'équilibre reste fragile. L'offre pétrolière, toujours très excédentaire, se heurte à une demande trop faible. Cette situation influe sur les prix et vient saturer les installations de stockage. Dans un monde qui tourne toujours au ralenti malgré le déconfinement progressif, les producteurs extraient encore beaucoup plus de pétrole que le monde n'en consomme. Aux États-Unis, l'indice de référence, le WTI (*West Texas Intermediate*) est même tombé ponctuellement en dessous de 0 le 20 avril 2020, illustrant la difficulté des producteurs américains à stocker leur pétrole, les réservoirs étant déjà pleins.

¹<https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/mondialisation-enjeux/43427-une-partie-de-billard-a-trois-bandes-la-russie-larabie-saoudite-et-les-etats-unis-en-pleine-crise-petroliere-1-3>

US oil prices turn negative

Price per barrel of WTI



Source: Bloomberg, 20 April 2020, 20:15 GMT

BBC

Les **États-Unis**, qui étaient redevenus le premier producteur mondial de brut avec une production de 13 millions de barils par jour¹, font face à une situation qui pénalise fortement les compagnies pétrolières américaines, tout particulièrement celles ayant beaucoup investi dans l'exploitation du pétrole de schiste, mais elle n'est pas défavorable à Donald Trump en pleine campagne présidentielle. Celui-ci cherche en effet à satisfaire son électorat, notamment les classes moyennes, en leur permettant de maintenir à un niveau bas le prix de l'essence à la pompe et en contribuant à relancer la production industrielle localisée aux États-Unis. De même, cette situation fait le jeu des majors américaines qui pourront racheter au rabais les plus petites compagnies très dépendantes du pétrole de schiste et dans l'incapacité de rembourser leurs emprunts². Malgré tout, l'ampleur de la crise économique pourrait changer la donne, car la disparition

¹<https://les-yeux-du-monde.fr/actualite/mondialisation-enjeux/43438-une-partie-de-billard-a-trois-bandes-la-russie-larabie-saoudite-et-les-etats-unis-en-pleine-crise-petroliere-3-3>

² Entretien avec Pierre Razoux

de centaines de milliers d'emplois risque de menacer la réélection du président Donald Trump.

L'Arabie saoudite, de son côté, bénéficie d'importantes réserves pétrolières (17% du total mondial) et fait toujours partie des producteurs clés, les *swing producers* capables de faire fluctuer le prix du pétrole. Pour le royaume wahhabite, le secteur des hydrocarbures représente jusqu'à 50% du PIB¹ et 79% de ses recettes d'exportation en 2018². La crise du Covid-19 met en lumière la fragilité naissante de l'équilibre budgétaire³ saoudien déjà menacé par l'arrivée de nouveaux acteurs influents : le bloc américain (États-Unis, Canada et Mexique) ainsi que la Russie appuyée par les États d'Asie centrale qui réduisent d'autant le rôle central des pétromonarchies⁴. De plus, la longévité de la crise sanitaire prive le royaume des ressources liées au pèlerinage (estimées à environ 8 milliards de dollars⁵). La reprise économique reportée à une date incertaine continue de fragiliser le royaume, ce qui pourrait aggraver la crise économique et sociale. Longtemps excédentaire, le budget de l'État s'est détérioré depuis 2014 à tel point que l'Arabie saoudite prévoit d'emprunter près de 60 millions de dollars pour combler son déficit budgétaire. À ce titre, le royaume wahhabite a adopté des mesures d'austérité. À compter de juillet 2020, la TVA – mise en place dans le pays il y a seulement deux ans – augmentera de 10 points (de 5 à 15%) et l'allocation pour le coût de la vie (1 000 rials mensuels, soit un peu plus de 245

¹<https://www.middleeasteye.net/opinion/what-happens-saudi-arabia-when-oil-stops>

²<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SA/situation-economique-et-financiere-de-l-arabie-saoudite>

³ Pour que l'Arabie saoudite équilibre son budget, le pays nécessite un prix du pétrole au-dessus de 80 dollars par baril :

<https://www.agefi.com/home/acteurs/detail/edition/online/article/le-prix-du-petrole-et-linflation-494810.html>

⁴ Entretien téléphonique avec Pierre Razoux

⁵<https://www.middleeasteye.net/news/oil-prices-how-saudi-arabia-gambit-russia-could-backfire-vision-2030>

euros) sera supprimée¹. À ces mesures s'ajoute un contrôle des dépenses du régime qui « annule, étale ou reporte » les grands projets qui auraient dû diversifier l'économie du pays. Si Riyad espère engranger 100 milliards de riyals grâce à ces mesures, il n'est pas certain qu'elles suffisent à pallier la crise du secteur pétrolier², d'autant plus qu'elles exacerberont sans doute la colère populaire.

La Russie semblait s'être imposée dans le jeu des puissances en occupant un rôle dominant dans la fixation des cours du pétrole en relation avec l'Arabie saoudite. Toutefois, cette crise démontre que le Kremlin n'a pas réussi à faire fléchir Riyad et qu'il a dû finir par accepter l'accord de l'OPEP+, laissant percevoir ses limites. En outre, alors que le monde commence à se déconfiner, Moscou subit de plein fouet les conséquences du Covid-19, affaiblissant davantage encore l'économie russe très dépendante de ses exportations de brut, même si le secteur gazier représente pour lui un filet de sécurité. La Banque centrale a en tout cas annoncé le 24 avril 2020 une baisse du PIB pouvant atteindre 6% en 2020³.

La Chine, premier consommateur de pétrole (15% de la consommation mondiale totale), se prépare à la reprise et a profité des prix bas pour remplir ses réserves stratégiques. Premier pays à connaître la pandémie, il incarne aussi le premier à amorcer une reprise et fait figure de grand gagnant dans ce jeu des puissances. Mais Pékin devra gérer son image sérieusement écornée.

L'Europe a elle aussi profité des prix bas pour compléter ses stocks en attendant des jours meilleurs. L'Union européenne, qui a été massivement confinée, subit un ralentissement important de

¹<https://www.spa.gov.sa/viewfullstory.php?lang=fr&newsid=2084933>

²<https://www.middleeasteye.net/opinion/how-long-can-saudis-remain-silent-over-their-own-impooverishment>

³<https://www.bilan.ch/economie/leconomie-russe-sapprete-a-plonger-face-a-lepidemie-et-a-la-crise-petroliere>

ses activités et son économie en ressort fragilisée. En France notamment, les investissements de quatre grandes banques françaises (BNP, Crédit agricole, Société générale et Caisse d'épargne) dans le secteur du pétrole de schiste américain affaiblissent l'ensemble du secteur bancaire¹. Face à la crise, certaines de ces banques ont vendu une partie de leurs actions tandis que d'autres ont préféré profiter de la crise pour miser sur les investissements dans le secteur de l'or noir, pariant sur un retour à la normale².

Pour les États africains producteurs de pétrole, cette crise aura des répercussions graves. Au **Nigéria** et en **Angola** (les deux principaux producteurs de pétrole du continent), les économies, déjà endettées, ont été fortement ébranlées. L'enjeu principal pour les gouvernements en place consiste à atténuer les conséquences de cette crise polymorphe. Pour autant, il convient de noter leur marge de manœuvre limitée du fait de leur dépendance accrue à l'or noir³. Le **Gabon**, lui aussi endetté, semble subir le même sort, victime d'une économie peu diversifiée.

En **Algérie**, troisième producteur de pétrole du continent, la crise du Covid-19 vient s'ajouter à une crise sociale et politique qui perdure depuis plus d'un an. La crise de l'or noir est un défi majeur dans ce pays où les hydrocarbures assurent 95% des recettes en devises⁴, d'autant plus que l'effondrement des prix pétroliers en 1986-1988 avait eu pour conséquence un surendettement de l'État et avait contribué à précipiter le pays dans la décennie noire, le

¹<https://www.marianne.net/societe/les-banques-francaises-pointees-du-doigt-pour-leurs-investissements-dans-le-petrole-et-gaz>

²<https://reporterre.net/En-plein-krach-la-finance-francaise-mise-encore-sur-le-petrole-et-le-gaz-de-schiste>

³<https://www.jeuneafrique.com/928038/economie/nigeria-angola-face-a-la-recession-meme-combat/>

⁴<https://www.jeuneafrique.com/mag/913944/economie/coronavirus-la-crise-de-trop-pour-lalgerie/>

régime étant incapable d'acheter la paix sociale pour contrer les discours des islamistes.

Avec un prix du baril aussi bas, il est impossible pour de nombreux États rentiers d'équilibrer leur budget. Tout comme l'Algérie et le Nigéria, **le Venezuela** reste trop dépendant du pétrole et la corruption et le manque d'investissements empêchent le secteur économique de fonctionner sainement. À défaut de provoquer l'écroulement du régime¹, cette crise pétrolière aggravera les tensions sociales.

Quant à **l'Iran**, si cette crise lui permet d'affaiblir l'Arabie saoudite et les pétromonarchies du Golfe associées à Riyad, son économie reste affaiblie, d'autant plus que Téhéran, comme Caracas, subit des sanctions internationales très fortes (notamment américaines)². Pour **l'Irak** où le pétrole représente 67% des revenus budgétaires, la situation n'est guère plus enviable. La crise pétrolière se superpose aux crises sanitaire et économique et à une situation humanitaire alarmante. Tous ces éléments sont des défis de taille pour le gouvernement qui peine à sortir de l'impasse politique³. Son **voisin koweïtien**, pays le plus strict en matière de confinement⁴, souffre également de la situation, d'autant que le Koweït a décidé de réduire encore plus sa production de pétrole (100 000 barils par jour) à compter de juin⁵.

¹<https://blogs.letemps.ch/laurent-horvath/2020/05/01/energies-economie-petrole-revue-mondiale-avril-2020/>

²<https://www.letemps.ch/monde/chute-cours-petrole-plusieurs-pays-menaces-deffondrement>

³<https://www.aljazeera.com/ajimpact/oil-price-crash-compounds-problems-facing-iraq-government-200506232414949.html>

⁴<https://www.nouvelobs.com/societe/20200519.AFP6735/au-koweit-le-casse-tete-familial-des-polygames-au-temps-du-confinement.html>

⁵<https://www.ouest-france.fr/economie/petrole-ryad-va-reduire-en-juin-sa-production-d-1-million-de-barils-jour-6831562>

Mentionnons enfin **le sultanat d'Oman**, relativement épargné par la crise sanitaire, qui a dû réduire sa production de 200 000 barils par jour, aggravant l'endettement qui franchira cette année la barre des 100% du PIB alors que son nouveau sultan peine à imposer des réformes longtemps reportées¹.

Un retour à la normale est-il crédible à brève échéance ?

Le ministre français de l'Economie et des finances, Bruno Le Maire, déclarait le 21 avril 2020 que l'effondrement des prix du pétrole représentait « un danger pour l'économie mondiale » mais également pour la transition énergétique qui nécessite que « les prix des énergies fossiles soient à un niveau raisonnable². » Les incertitudes sur une potentielle reprise sont grandes et il paraît impossible de prévoir à ce stade quelles seront les conséquences de la baisse de la consommation de pétrole et son impact pour l'économie mondiale.

Les pays industriels ont en effet besoin de pétrole pour redémarrer leur économie. Cette situation explique le léger rebond de l'or noir coté à un peu plus de 30 dollars le baril fin mai 2020. Toutefois, l'une des questions centrales reste de savoir à quel niveau se stabiliseront les cours pétroliers ?³ Depuis plus de quarante ans, le PIB mondial varie selon la quantité de pétrole extraite⁴. Pour Eric Confais, consultant d'Oliver Wyman, un retour de la demande aux niveaux équivalents à ceux de la période pré-Covid (60 dollars le baril) n'est pas envisageable avant 2023, le temps que les

¹ <https://orientxxi.info/magazine/oman-incertitudes-economiques-defis-sociaux,3844>

² https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-l-effondrement-des-prix-du-petrole-est-un-danger-pour-l-economie-mondiale-previent-bruno-le-maire_3927415.html

³ <https://jancovici.com/publications-et-co/articles-de-presse/du-petrole-ou-pas/>

⁴ <https://theshiftproject.org/lien-pib-energie/>

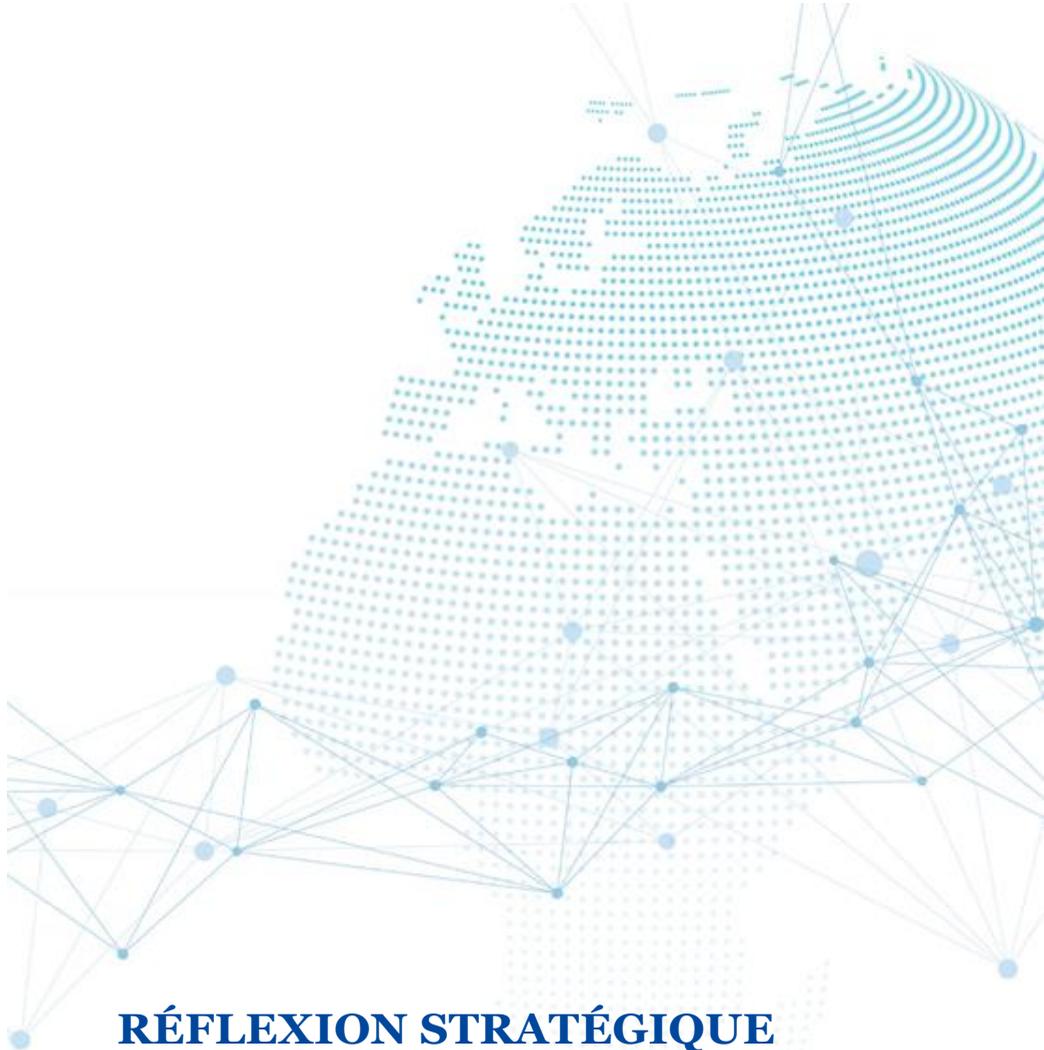
transports et l'activité industrielle ne reviennent à la normale¹. Cette vision rejoint celle de Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie et climat de l'IFRI. Selon lui, le retour de la demande aurait pour conséquence une hausse des prix probablement à l'horizon 2025-2028².

Au bout du compte, le principal défi pour les pays producteurs de pétrole reste de maintenir l'équilibre budgétaire alors que la plupart d'entre eux n'ont pas su diversifier leur économie. Les plus gros producteurs peuvent envisager des emprunts à des bailleurs internationaux mais les plus fragiles ou les plus petits sont susceptibles de s'effondrer avant qu'une véritable reprise ne se matérialise, *a fortiori* s'ils font face à d'importantes crises sociale et politique. Pour l'instant, les prix bas profitent aux États clients, à l'instar de l'Union européenne et de la Chine qui stockent du pétrole à bas coût. Au fond, c'est probablement de Pékin que viendront les premières tendances puisque le prix du baril dépendra de la reprise chinoise.

Publié le 5 juin 2020 par l'institut FMES

¹<https://www.consultor.fr/devenir-consultant/actualite-du-conseil/6006-en-plein-crack-le-petrole-plus-que-jamais-friand-de-conseil.html>

²<https://www.ifri.org/fr/publications/editoriaux-de-lifri/edito-energie/lenergie-climat-face-aux-chocs-covid-19-quitte-double>



RÉFLEXION STRATÉGIQUE

De l'utilité des *war studies* et du *wargaming* pour décrypter les dilemmes stratégiques au Levant

Par Pierre Razoux, Directeur de recherche à l'IRSEM, associé à l'institut FMES

Alors que les conséquences stratégiques de la crise du Covid-19 paraissent encore incertaines au Levant et que les combats se poursuivent méthodiquement dans la poche d'Idlib en Syrie, plusieurs experts, commentateurs et politiciens israéliens profitent de la commémoration du vingtième anniversaire du retrait israélien du Liban¹ (juin 2000) pour s'interroger sur la pertinence des stratégies appliquées depuis 1982². Fallait-il envahir le Liban et s'y maintenir ? N'aurait-il pas mieux valu privilégier une campagne aérienne sans présence de troupes au sol à l'exception de raids ponctuels de forces spéciales ? N'était-il pas préférable de conserver une bande tampon au Sud-Liban ?

Ces débats font bien évidemment écho au dilemme stratégique opposant aujourd'hui Israël à l'Iran et au Hezbollah, à la fois au

¹ En juin 2000, Ehud Barak, Premier ministre et ministre de la Défense d'Israël, ordonne le retrait de Tsahal du Sud-Liban occupé depuis l'opération « Paix en Galilée » lancée le 6 juin 1982. Cette première guerre du Liban a démoralisé la société israélienne et lui a coûté 1 220 morts, et près d'un millier d'autres à ses supplétifs de l'Armée du Liban Sud.

² Efraim Karsh, "Israel's flight from South Lebanon 20 years on", BESA Perspective Paper n° 1577, 22 mai 2020, <https://besacenter.org/perspectives-papers/israels-south-lebanon-withdrawal/> ; Gershon Hacoen, "Israel's frustrating experience in South Lebanon", BESA Perspective Paper n° 1581, 25 mai 2020, <https://besacenter.org/perspectives-papers/israel-south-lebanon/> ; Udi Dekel, "Unilateral moves as game changers: 20 years since the withdrawal from Lebanon", INSS, 26 mai 2020, <https://www.inss.org.il/publication/annexation-and-the-withdrawal-from-lebanon/> ; Hanan Shai, "The 1982 Lebanon War and its repercussions for Israel's National Security", BESA Perspective Paper n° 1596, 4 juin 2020, <https://besacenter.org/perspectives-papers/1982-lebanon-repercussions/>

Liban et en Syrie¹. Pour certains, l'approche frontale étant inéluctable à terme, l'armée israélienne doit se tenir prête à envahir, si nécessaire, des portions de territoires syriens et libanais. Pour d'autres, l'approche aérienne, fondée sur des frappes régulières d'aviation et de missiles de croisière, suffirait à juguler le défi posé par l'Iran et le Hezbollah. Pour d'autres encore, il conviendrait de privilégier l'approche indirecte basée sur les actions clandestines, la guerre cybernétique et les sanctions économiques. Pour une minorité enfin, la solution de ce dilemme stratégique passera forcément par un dialogue discret avec Téhéran permettant de concilier les attentes minimales des uns et des autres, qui n'empêche d'ailleurs pas la conduite en parallèle d'opérations « cinétiques » pour reprendre un terme à la mode chez les penseurs anglo-saxons².

Deux autres dilemmes divisent la communauté des experts scrutant l'évolution à court terme du Levant. Le premier concerne l'issue de la bataille d'Idlib qui stigmatise toutes les rivalités opposant les acteurs présents et influents au Levant. Le second a trait au déclenchement éventuel d'une troisième *Intifada* pour débloquent le dossier palestinien, après l'annonce de l'annexion probable de la vallée du Jourdain et de nouvelles portions de la Cisjordanie.

Face à ces dilemmes, les *war studies* et le *wargaming* sont deux approches académiques distinctes, mais complémentaires, qui apportent des réponses empiriques.

¹ Yaakov Lappin, "Gantz's challenges and agenda as Israel's new Defense Minister", BESA Perspective Paper n° 1582, 26 mai 2020, <https://besacenter.org/perspectives-papers/benny-gantz-defense-minister/>.

² "Ex-Mossad Chiefs discuss the Iranian threats", Atlantic Council, 2018, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/iransource/q-a-ex-mossad-chiefs-discuss-the-iranian-threat/>

Que nous apprennent les *war studies* et l'histoire militaire récente ?

Les *war studies*, terme à la mode inventé par les universitaires anglo-saxons de sciences politiques¹, ne sont ni plus ni moins que la version relookée de la nouvelle histoire bataille – héritière de l'histoire militaire classique – popularisée à la fin du XX^e siècle par le Centre d'histoire militaire de l'université Paul Valéry de Montpellier sous les auspices du professeur André Martel, puis par la chaire d'histoire de la Défense de l'IEP d'Aix-en-Provence et le Centre d'études d'histoire de la défense (du ministère de la Défense) avant sa fusion avec le Service Historique de la Défense. Depuis, plusieurs universités et associations ont repris le flambeau et développent des enseignements et des programmes de recherche consacrés à la polémologie. Au sein du ministère des Armées, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire s'efforce de fédérer les études sur la guerre car cette discipline n'est pas reconnue par la nomenclature universitaire française, à l'inverse des pays anglo-saxons. Cette discipline est pourtant bien utile pour décrypter les conflits du moment au Levant.

Intéressons-nous d'abord aux interventions militaires conduites depuis Israël en direction du nord (paradigme actuel). Depuis la percée britannique en Palestine en 1918 face à l'armée ottomane, les fondamentaux restent inchangés. Compte-tenu du relief très compartimenté, il n'existe que trois axes de progression depuis le territoire israélien : le premier longe le littoral jusqu'à Beyrouth ; le second s'écarte légèrement vers le nord-est depuis le plateau du Golan pour atteindre Damas après avoir sinué à travers de hauts plateaux basaltiques ; le troisième s'enfonce entre les deux premiers, le long de la vallée de la Bekaa, entre deux chaînes montagneuses, pour couper l'axe transversal reliant Beyrouth à

¹ Jean-Baptiste Jeangène-Vilmer, « Le tournant des études sur la guerre en France », *RDN* n° 800, mai 2017, pp. 51-61.

Damas. À chaque fois, les stratèges ont dû arbitrer entre ces trois axes. En 1941, lorsque les troupes britanniques se sont lancées à l'assaut des territoires du Levant gérés par la France de Vichy, ils ont choisi d'avancer en parallèle le long de ces trois axes ; se heurtant à une résistance farouche, leur progression s'est avérée lente et coûteuse, mais la disproportion des forces et la supériorité aérienne britannique n'ont laissé aucune chance aux troupes françaises qui ne disposaient d'aucun renfort.

Pendant la guerre d'indépendance de 1948-49, la Haganah, sur la défensive sur le front nord, n'a pas été en mesure de percer les fronts libanais et syrien. En juin 1967, pendant la guerre des Six Jours, l'armée israélienne a privilégié l'axe syrien, s'emparant sans trop de difficultés du plateau du Golan. Lors de cette guerre, l'aviation israélienne a conquis la supériorité aérienne et ouvert la voie aux fantassins et aux blindés. Ce fut un remake de la *blitzkrieg* façon Seconde guerre mondiale. Pour prix de sa passivité, le Liban a dû accepter la présence massive de *feddayin* palestiniens sur son sol, enclenchant le cercle vicieux d'une longue et meurtrière guerre civile qui ne s'est achevée qu'en 1990.

En octobre 1973, lors de la guerre du Kippour, l'armée israélienne contre-attaque en direction de Damas, ignorant le Liban. Cette fois, ce sont ses chars et ses commandos qui ouvrent la voie à l'aviation en détruisant les batteries de missiles sol-air qui contestent la supériorité aérienne israélienne. Il s'agit de percer ce que l'on appelle aujourd'hui une bulle A2/AD¹. La leçon qu'en tirent les Israéliens, c'est qu'aucune défense sol-air n'est invulnérable si l'on accepte d'y mettre le prix en consentant un certain niveau de pertes. Malgré tout, la contre-offensive israélienne s'enlise par l'usure des combattants, une logistique limitée et les pressions des Soviétiques faisant très clairement comprendre à Israël qu'ils ne

¹ *Anti-Access/Area Denial*, que l'on peut traduire par « déni d'accès, déni de zone ».

tolèreraient pas une menace directe sur la capitale syrienne. De fait, Tsahal doit rétropédaler et rendre les portions de territoire syrien conquis (sauf le plateau du Golan annexé huit ans plus tard).

En 1978, l'armée israélienne se lance prudemment dans une opération punitive contre l'OLP retranchée au Sud-Liban (à l'instar du Hezbollah aujourd'hui) le long de l'axe côtier jusqu'au fleuve Litani, mais elle doit se retirer sous pression de l'ONU.

En juin 1982, cette même armée, considérablement modernisée, se rue en direction de Beyrouth en empruntant cette fois les deux axes parallèles du littoral et de la vallée de la Bekaa, après avoir clairement signifié au pouvoir syrien qu'elle n'entendait pas porter les hostilités en Syrie. De fait, les Syriens, les Israéliens et les différentes milices libanaises et palestiniennes ne s'affrontent qu'au Liban. De nouveau, l'aviation israélienne conquiert la supériorité aérienne en jouant intelligemment de la combinaison des moyens, en utilisant massivement les drones (pour la première fois dans la région) et la guerre électronique, en détruisant préventivement les batteries de SAM et en étrillant la chasse syrienne après l'avoir aveuglée. Ce succès opérationnel n'empêchera pas une défaite stratégique, à l'instar de ce que connaîtront les forces armées américaines en Irak entre 2003 et 2011.

Après trois années de présence à Beyrouth (1982-85), puis quinze ans d'occupation d'une bande tampon à la frontière israélo-libanaise (1985-2000), les autorités israéliennes, épuisées par des combats de harcèlement incessants et par la détérioration de leur image sur la scène internationale, jettent l'éponge et se retirent du pays du cèdre, emmenant dans leurs bagages leurs supplétifs de

l'Armée du Liban sud¹. En face, les combattants du Hezbollah crient victoire et se sentent pousser des ailes, multipliant les provocations qui vont conduire à la deuxième guerre du Liban.

À l'été 2006, Tsahal rebelote et se lance une nouvelle fois à l'assaut du Liban, délaissant volontairement le front syrien. Les stratèges israéliens hésitent sur la stratégie, le chemin, le choix des moyens et la meilleure manière de les coordonner. Pour la première fois, des combattants israéliens refusent de monter au feu face aux positions retranchées du Hezbollah et la milice chiite, même si elle doit céder du terrain, inflige de lourdes pertes à Tsahal, tout en harcelant la population israélienne à coup de roquettes et de missiles balistiques. Les Israéliens découvrent à leurs dépens l'efficacité d'une guerre asymétrique qu'ils ont pourtant longtemps pratiquée et maîtrisée. Comme les Américains face à l'Irak en 1991 et 2003, la puissance aérienne montre ses limites ; elle ne peut pas gagner toute seule une guerre, même si elle permet d'user l'adversaire. À un moment ou un autre, son action doit être combinée à celle de troupes terrestres, impliquant la décision cruciale d'engager des combattants au sol.

Depuis, les stratèges israéliens qui se sont lancés dans une discrète guerre d'usure contre le Hezbollah libanais et les gardiens de la révolution iraniens déployés en Syrie ne cessent de préparer leur revanche. Ils se demandent comment concilier à la fois le front libanais et le front syrien. Pour l'instant, ils se contentent d'un mélange de frappes aériennes ponctuelles, d'actions clandestines, de guerre informationnelle et cybernétique, mais surtout de guerre économique. Tant qu'aucun des deux belligérants ne souhaite l'escalade, cette recette semble fonctionner ; mais qu'en serait-il

¹ L'ALS comprend une majorité de chrétiens libanais, mais également un nombre significatif de combattants chiites en provenance des villages du Sud-Liban, qui vivent aujourd'hui en Israël.

demain si l'un ou l'autre, pour des raisons de prestige, de cohésion nationale ou de survie politique, choisissait l'escalade ?

Évoquons maintenant la poche d'Idlib dans le nord-ouest de la Syrie, second point chaud du Levant. Les combats intenses qui s'y déroulent semblent signifier la fin de la guerre civile qui ensanglante le pays depuis 2011. À maints égards, ce conflit n'est pas sans rappeler la guerre d'Espagne (1936-39). Il débute par une rébellion et une tentative de renversement du régime en place, puis s'internationalise et s'idéologise par l'implication progressive des acteurs régionaux et globaux. Chacun pousse de manière cynique – mais pragmatique – ses propres intérêts, y compris économiques. Les forces des uns et des autres s'entremêlent dans un puzzle qui ressemble davantage à un kaléidoscope qu'à une bataille rangée. Comme en Espagne, c'est le camp le plus implacable, mobilisant la majorité de la population et le plus soutenu militairement qui finira sans doute par l'emporter.

Aujourd'hui, quel est l'enjeu de la bataille d'Idlib ? Tout simplement l'avenir des rapports de forces au Levant¹. Comme en Espagne à la fin des années 1930, chacun pousse ses propres pions. Le régime syrien souhaite reconquérir son territoire. Les rebelles et les djihadistes, discrètement soutenus par Ankara, défient Bachar el-Assad et poussent leur agenda islamiste radical, espérant ressusciter la guérilla sur d'autres portions du territoire. Le gouvernement turc y voit un outil de nuisance et de négociation pour contraindre le régime syrien et ses appuis russes et iraniens à des concessions en Syrie², mais aussi en Irak (comme le démontre l'opération turque « Serre de l'aigle ») et en Libye (face à la Russie, à l'Égypte et aux Émirats arabes unis). Les Iraniens cherchent pour

¹ Pierre Razoux, « Quelle sortie de crise au Levant ? », *RDN* n° 822, été 2019, pp. 71-76.

² Notamment le maintien des têtes de pont de l'armée turque à Afrine et Jaraboulos (en territoire syrien), de même que l'établissement d'un corridor permettant d'isoler les combattants kurdes de Syrie de ceux du PKK de Turquie.

leur part à sécuriser un corridor terrestre vers le Liban et le littoral méditerranéen pour approvisionner plus facilement leurs affidés libanais et exporter leurs hydrocarbures vers la Méditerranée en s'affranchissant d'Ormuz, du détroit de Bab el-Mandeb et du canal de Suez. Le maintien du *statu quo* leur permet de justifier leur présence militaire en Syrie pour aider Bachar el-Assad, tout en conservant un pouvoir de nuisance à l'encontre d'Israël, de la Turquie et surtout de la Russie. La présence de djihadistes à proximité immédiate des troupes du Kremlin n'est d'ailleurs pas pour leur déplaire, tant qu'elle ne menace pas leurs propres positions.

De son côté, le Kremlin cherche à repousser le plus loin possible les djihadistes de tous poils qui menacent la tête de pont russe en Syrie enracinée entre Tartous et Lattaquié. Il cherche aussi à démontrer que le régime syrien ne peut vaincre sans l'appui décisif de l'armée russe, tout en empêchant l'Iran d'accéder à la Méditerranée. Les monarchies du Golfe sont pour leur part divisées. Le Qatar soutient fermement la position turque par empathie avec les Frères musulmans. Les Émirats arabes unis se sont résolus à soutenir Damas par détestation de ces mêmes Frères musulmans. L'Arabie saoudite est écartelée ; tentée de soutenir les rebelles syriens, elle ne souhaite pas favoriser le président turc Erdogan qui se pose en héraut de la cause sunnite et qui reste un fervent avocat des républiques islamistes, menaces vitales pour les monarchies absolues du Golfe.

Redescendons maintenant un peu plus au sud. La commémoration prochaine du vingtième anniversaire du déclenchement de la seconde *Intifada* (septembre 2000) laisse entrevoir le spectre d'une nouvelle insurrection en réaction au fameux « Plan de paix du siècle » concocté par la famille Trump. Là encore, que nous apprennent les études sur la guerre ? Que si la première *Intifada* (1987-1993) a permis de déboucher sur les Accords d'Oslo

(aujourd'hui enterrés) parce que la violence était restée en-dessous d'un certain seuil, la seconde *Intifada* (2000-2005), qui avait pulvérisé ce seuil, n'a en revanche abouti qu'à l'affaiblissement mutuel des deux parties en présence. Dans chacun des cas et compte tenu de la réalité du rapport de forces, les Palestiniens ne pouvaient pas gagner et les Israéliens ne pouvaient pas perdre. Cela semble plus que jamais le cas aujourd'hui.

Que nous apprend le *wargaming* ?

Rappelons brièvement ce qu'est un *wargame* : c'est une forme élaborée de simulation stratégique sous forme de jeu de plateau interactif qui reproduit une situation de crise ou de confrontation armée passée, présente ou hypothétique. En s'identifiant à un camp, quel qu'il soit, chacun comprend ce que l'autre recherche vraiment, contribuant par là même à l'anticipation et à la prospective¹. Il s'agit d'apprendre et de réfléchir en jouant, en testant des options et des stratégies avec un droit à l'erreur puisqu'aucune vie n'est réellement en jeu². Les anglo-saxons³, les Russes et les Israéliens pratiquent cette discipline depuis longtemps, ce qui ne les a pas empêché de se fourvoyer dans certaines opérations, car le *wargaming* n'est ni une boule de cristal, ni une baguette magique. Il s'agit d'un outil destiné à stimuler l'agilité intellectuelle des participants en les forçant à réfléchir comme leurs adversaires et leurs rivaux, dans un contexte marqué par une extrême incertitude et une grande imprévisibilité.

¹ Pierre Razoux, « Le *wargaming*, outil pédagogique pour une réflexion innovante », *Défense* n° 198, IHEDN, pp. 36-37.

² Pour un aperçu complet du *wargaming*, confer l'excellent ouvrage d'Antoine Bourguilleau, *Jouer la guerre : histoire du wargame*, Passé composé / Ministère des Armées, 2020.

³ Comme en témoigne le *Wargaming Handbook* publié en 2017 par le Development, Concepts & Doctrine Centre du ministère de la Défense britannique (UK MOD).

C'est donc un outil pédagogique contribuant à forger le *leadership* en forçant les participants à prendre des décisions tout en priorisant leurs actions¹. En France, le *wargaming* n'a réellement émergé dans les milieux institutionnels qu'à partir de 2014 à la suite d'une série de surprises stratégiques² (annexion de la Crimée, extension territoriale de Daech, interventions russe, puis turque en Syrie) aggravées en 2016 par l'élection d'un improbable président américain au tempérament impétueux.

Depuis 2017, le *wargame FITNA – GLOBAL WAR IN THE MIDDLE EAST*, conçu par l'auteur de cet article, est utilisé par des analystes, des militaires, des experts institutionnels et des universitaires pour réfléchir à l'évolution de la conflictualité et des rapports de forces au Moyen-Orient³. L'illustration ci-dessous donne un aperçu de l'état des forces qui prévaut aujourd'hui entre Israël et ses voisins libanais et syrien.

¹ Guillaume Levasseur, « De l'utilité du *wargaming* », Note n° 47 de l'IRSEM, 2017, https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2449/NR_IRSEM_n4_7_2017.pdf

² Comme en témoignent les débats tenus à l'Ecole militaire à l'occasion des deux *Serious Games Forum* organisés les 9 novembre 2018 et 27 janvier 2020 par l'association *Serious Games Network France* (<https://sgnfr.wordpress.com/>) et sponsorisés par l'IRSEM et l'IHEDN.

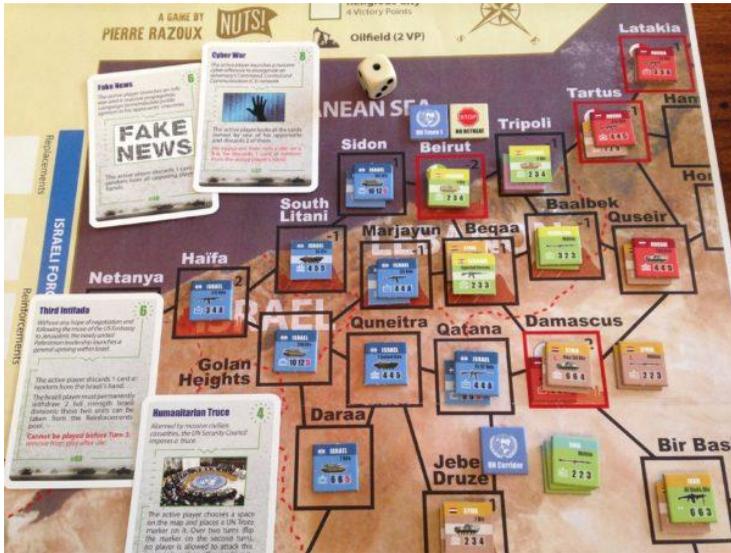
³<https://www.dropbox.com/s/btjhjht69iowynt/Bon%20de%20commande%20Fitna%20-%20Flyer%20fr-en.pdf?dl=0> ; <https://www.nutspublishing.com/eshop/fitna-en> ; les règles et cartes en français sont téléchargeables sur le site de l'éditeur.



Une cinquantaine de parties test reproduisant une offensive aéroterrestre israélienne d'envergure en direction du Liban et de la Syrie, pour tenter d'annihiler le Hezbollah et repousser les contingents iraniens présents sur place vers le nord, aboutit aux constats suivants :

- En quelques semaines d'une offensive aéroterrestre déterminée appuyée de bombardements intenses, l'armée israélienne parvient sans difficulté majeure, bien qu'avec des pertes significatives, dans la banlieue de Beyrouth ou de Damas (et dans 60 % des cas seulement s'il s'agit à la fois de Beyrouth et de Damas).
- Tsahal ne peut s'emparer d'une de ces deux capitales que si elle fait l'impasse sur l'autre. En d'autres termes, conquérir à la fois Beyrouth et Damas lui est quasi-impossible, d'autant que la capitale syrienne bénéficie rapidement de renforts multiples en provenance d'Iran, de Russie et du monde arabe, appuyés par un nombre conséquent de

milices de tous acabits comme le montre cette seconde illustration.



- La capture de Beyrouth par l'armée israélienne entraîne généralement l'intervention militaire directe de l'Iran, de même qu'une rafale de résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.
- L'assaut ou le siège de Damas provoque l'intervention militaire directe de la Russie appuyée par la Chine et l'Iran. Dans ces conditions, la conquête de la capitale syrienne par Israël devient très compliquée.
- Comme à chaque fois dans l'histoire récente, une offensive visant à la fois Beyrouth et Damas (ou leurs banlieues sud) impose de progresser le long de trois axes clés et par là-même de diviser ses forces en trois. Il est alors très difficile pour l'armée israélienne d'être suffisamment puissante le long de ces trois axes tout en protégeant ses bases arrières

du Golan et de Galilée. Les adversaires d'Israël peuvent dès lors contre-attaquer avec un certain succès en direction de l'axe le plus faible.

- Si en revanche les stratégies israéliens limitent leurs ambitions et renoncent d'emblée à s'emparer de Beyrouth et de Damas, ils peuvent aisément progresser le long de ces trois axes stratégiques pour établir une zone tampon suffisamment large (mais pas trop) pour protéger le territoire israélien des attaques terrestres et des tirs de roquettes de leurs principaux adversaires, notamment le Hezbollah. Mais cette bande tampon ne les protège pas des tirs de missiles balistiques. On comprend dès lors pourquoi le gouvernement israélien s'acharne à intégrer l'arsenal balistique iranien dans les négociations entre la communauté internationale et Téhéran.
- Si elle parvient dans la banlieue de Beyrouth et de Damas, l'armée israélienne n'a pas les moyens de s'y maintenir durablement dès que les adversaires d'Israël engagent massivement leurs milices pour harceler et user à peu de frais les unités de pointe de Tsahal. Assez rapidement, le niveau de pertes israéliennes augmente et cette guerre d'usure oblige l'état-major israélien à roquer d'un front à l'autre (Syrie-Liban) et à procéder à un retrait progressif vers Israël pour raccourcir à la fois ses lignes de défense et ses lignes logistiques.
- L'armée israélienne ne parvient à se maintenir durablement dans la banlieue de Damas et de Beyrouth que dans 10 % des cas, à la suite d'erreurs grossières des Syriens, des Russes et des Iraniens. Elle se maintient en revanche au Sud-Liban dans les deux-tiers des cas si elle ne

s'est pas lancée simultanément dans une offensive en direction de la Syrie.

- En cas d'offensive israélienne en Syrie, l'armée syrienne ne peut survivre que si elle opère une retraite stratégique rapide vers le centre de gravité de la Syrie (quadrilatère Quseir-Homs-Palmyre-Bir Basin), confiant la défense de Damas à la Garde républicaine et à la 4^e division blindée syriennes, aux parachutistes russes et à la force Al-Qods iranienne.
- Dans tous les cas, la Russie a les moyens de contester localement la supériorité aérienne israélienne, limitant l'impact de la puissance aérienne israélienne et forçant les stratèges israéliens à épuiser rapidement leur stock de missiles de croisière et d'autres missiles à longue portée. De même, la présence de troupes russes au sol joue le rôle de bouclier dissuasif, Israël renâclant à affronter directement un État doté de l'arme nucléaire, qui plus est membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.
- Dans les deux-tiers des cas où Israël envahit le Liban ou la Syrie, les Palestiniens profitent de l'éparpillement des forces israéliennes et de l'émoi de la communauté internationale pour déclencher une troisième *Intifada*, affaiblissant la posture stratégique israélienne et contraignant Tsahal à des choix cruciaux.
- Si les Israéliens choisissent une stratégie de harcèlement du Hezbollah en refusant une offensive terrestre et en privilégiant un recours massif à leur puissance de feu (aviation, missiles de croisière, drones armés, artillerie) combinée à des offensives cybernétiques et à des raids aéromobiles de leurs troupes d'élite (option haute de la

stratégie pour l'instant retenue par Tsahal), ils peuvent tenir tête à l'Iran et au Hezbollah tant que ces deux acteurs ne déploient qu'une fraction de leurs forces face à Israël. Si le Hezbollah engage l'essentiel de ses forces dans une confrontation avec Israël, quel que soit le camp responsable du déclenchement des hostilités, et si l'Iran envoie des renforts conséquents en Syrie, voire même au Liban, cette stratégie n'est plus suffisante pour réduire la menace. D'autant que l'emploi massif de l'arsenal balistique de l'Iran et du Hezbollah attire généralement les Israéliens dans une intervention aéroterrestre massive (confer ci-dessus...).

Nul doute que l'état-major de Tsahal, qui pratique le *wargaming* de longue date, a dû lui aussi tirer ses propres conclusions des nombreuses sessions de simulation qu'il conduit depuis des années.

Intéressons-nous maintenant aux offensives en cours autour de la poche d'Idlib pour le contrôle du nord-ouest de la Syrie. L'illustration ci-dessous montre l'état des forces en présence au début de l'année 2020, avant la crise du Covid-19.



Les résultats d'une quarantaine de parties test impliquant plus de 200 participants au total aboutissent aux constats suivants :

- Si la Turquie cesse d'approvisionner la poche d'Idlib, les Syriens et les Russes finissent inéluctablement par reprendre le contrôle. La reconquête d'Idlib prend moins d'une année (généralement six mois) une fois que les rebelles et djihadistes retranchés autour d'Idlib sont effectivement isolés.
- Même si la Turquie continue d'aider les combattants retranchés dans la poche d'Idlib, les Syriens et les Russes en reprennent le contrôle dans 80 % des cas. En contre-attaquant, l'armée turque et ses supplétifs locaux reconquièrent Idlib dans deux cas sur trois, ouvrant un nouveau cycle de confrontation qui prolonge le conflit et accroît brutalement la tension internationale, Turcs, Russes et Syriens se retrouvant face-à-face. Dans la plupart

des cas, Syriens et Russes finissent alors par reconquérir et sécuriser durablement la poche d'Idlib, avec de lourdes pertes cependant.

- Tant que la poche d'Idlib est active, les Syriens, appuyés ou non par les Russes, n'ont pas les moyens militaires de chasser l'armée turque de ses têtes de pont d'Afrine et de Jaraboulos (en territoire syrien) qui permettent à la Turquie d'avoir un levier contre Bachar el-Assad, le Kremlin et les Kurdes.
- Une fois la poche d'Idlib reconquise, les Syriens, discrètement appuyés par les Russes, voire par les Iraniens, reprennent le contrôle d'une de ces deux têtes de pont turques dans les deux-tiers des cas ; ils ne reconquièrent toutefois les deux têtes de pont que dans seulement 10 % des cas. En d'autres termes, le gouvernement turc a 90 % de chances de conserver au moins une emprise militaire en Syrie, quel que soit le déroulement des combats. C'est certainement ce que vise le président turc Erdogan pour flatter l'ego nationaliste de sa population, occuper son armée, empêcher la création d'un sanctuaire kurde et se maintenir au pouvoir jusqu'en 2023, lorsque son pays célébrera le centenaire de la République turque née des cendres de l'empire Ottoman.
- Dans huit cas sur dix, la Russie s'impose comme l'acteur incontournable du conflit et parvient à remplir ses objectifs : sauver le régime syrien, éradiquer la poche d'Idlib, sécuriser ses bases militaires de même que l'axe Alep-Damas tout en empêchant l'Iran d'accéder au littoral Syrien.

- Plus le conflit dure dans le temps, plus l'Iran a de chances de se maintenir en Syrie en y améliorant ses positions.
- C'est finalement le régime syrien qui a le plus de difficultés à remplir ses objectifs de victoire ou d'indépendance. Il ne peut l'emporter qu'en restant étroitement allié à la Russie et à l'Iran. S'il perd l'un de ses deux soutiens, il ne peut plus vaincre, même s'il peut encore éviter une défaite en sécurisant la Syrie utile.
- Une fois la bataille d'Idlib terminée, le seul moyen d'éradiquer durablement Daech de Syrie (et donc d'éviter qu'il ne gangrène le Liban, la Jordanie et la Turquie) consiste en une entente entre le régime syrien, le Kremlin, Téhéran et Ankara (processus d'Astana).
- Les grands perdants de cet aggiornamento stratégique sont les Kurdes qui n'ont de toute façon aucun moyen de rompre leur enclavement et leur isolement logistique. Car en l'absence de port majeur, ni la Syrie, ni la Turquie, ni l'Irak, ni l'Iran qui les encerclent ne laisseront jamais personne les ravitailler durablement.

Bien évidemment, au-delà des affrontements évoqués dans cet article, le *wargaming* peut s'appliquer à bien d'autres théâtres de tensions ou de conflictualité, qu'il s'agisse du détroit d'Ormuz, de l'Irak, de la péninsule arabique ou de manière plus proche de la Libye et de la bande sahélo-saharienne. Les armées françaises l'ont bien compris puisqu'elles mettent sur pied des programmes de *wargaming* adaptés à leur besoin.

C'est pourquoi l'institut FMES organisera dès la rentrée universitaire de l'automne 2020 des ateliers mensuels de *wargaming* - réflexion stratégique destinés aux étudiants, universitaires, industriels, institutionnels, militaires, élus ou

journalistes qui souhaitent acquérir des clés de compréhension différentes pour mieux décrypter la complexité des conflits en cours, tout particulièrement au Moyen-Orient et dans le bassin méditerranéen. La FMES organisera également, à la demande, des sessions de *wargaming* taillées sur mesure.

Enfin, afin de contribuer à la réflexion stratégique, la FMES regroupera dans un onglet dédié les articles, les études et les mémoires de recherche émanant d'universitaires et d'officiers qui analysent des conflits en cours ou susceptibles d'éclater, et qui questionnent les guerres passées pour éclairer celles du présent sous un œil neuf et original.

Publié le 24 juin 2020 par l'institut FMES

La réflexion stratégique est plus que jamais nécessaire

*Par le Général de corps aérien (2s) Patrick Lefebvre,
Directeur des sessions méditerranéennes des hautes études
stratégiques (SMHES) de l'institut FMES*

« L'avenir est quelque chose qui se surmonte. On ne suit pas l'avenir, on le fait ». Autant dire que cette affirmation de Georges Bernanos conserve toute sa pertinence en ce début de 21^{ème} siècle. Le monde d'aujourd'hui entre, c'est le moins que l'on puisse dire, dans une mutation sans précédent. Inquiétante ou rassurante, telle est la question ? D'abord, il va plutôt mieux. Sans doute s'agit-il d'un effet de la mondialisation, n'en déplaise à ses détracteurs, mais en tout état de cause, nul ne peut contester qu'une amélioration sensible est enregistrée qu'il s'agisse de l'allongement de la durée de vie, de la baisse de la mortalité infantile, divisée par deux en moins d'un quart de siècle, ou de l'accès aux ressources vitales même si des inégalités existent encore dans certaines parties du monde. Ces inégalités induisent des tensions pour l'accès aux ressources indispensables.

Elles concernent prioritairement les populations déplacées avec un accroissement substantiel du nombre de migrants d'origine économique ou menacés sur leur territoire. Le monde a changé aussi dans sa forme géopolitique. Ce changement est sans doute moins positif. L'après-guerre avait été marqué par une bipolarisation du monde. En cela, la chute du mur de Berlin à lui seul représente une véritable rupture stratégique en effaçant brutalement deux pôles en confrontation. Succès absolu des instances internationales avec des organisations qui ont su, au prix du dialogue, préserver la paix en Occident et ailleurs. Succès aussi

de la dissuasion qui continue d'être un rempart à toute forme de guerre totale. Pour autant, il n'est pas sûr que nous en ayons tiré toutes les conséquences. Le monde est donc devenu multipolaire. Cette multipolarité n'a d'ailleurs pas simplifié les rapports de puissance. Le multilatéralisme, facteur clé du dialogue entre les nations, a cédé la place à des actions désormais unilatérales plaçant les uns et les autres devant le fait accompli. L'échiquier des acteurs internationaux rend le jeu plus complexe et les interactions entre eux plus difficiles. Ces dix dernières années soulignent cette mutation. Elle est d'importance.

Cette mutation du monde impose donc qu'on y réfléchisse. Elle légitime sans conteste les laboratoires d'idées ou les observatoires qui peuvent y concentrer les efforts de recherche dont nous aurons besoin demain. Ces laboratoires sont nombreux et s'agrègent souvent autour des centres de décisions. C'est un peu l'esprit jacobin qui ressort diront certains. Ces centres de réflexion sont pour autant indispensables et très utiles à la réflexion stratégique. En France, une nette croissance est relevée puisque nous sommes désormais au sixième rang mondial en nombre même si la concentration la plus forte est enregistrée aux États-Unis. Alors, par extension, il est légitime de les multiplier pour fertiliser cette réflexion. Il est légitime aussi d'encourager les dynamiques régionales. À cet égard, la montée en puissance progressive de l'institut Fondation méditerranéenne des hautes études stratégiques (FMES) mérite d'être soulignée.

D'abord parce qu'il constitue un laboratoire d'idées qui s'intéresse à cette mutation du monde. La vocation régionale de l'Institut est un atout. C'est la raison pour laquelle, pour ce qui concerne la dimension géopolitique, l'horizon méditerranéen est privilégié. Ce fut aussi une raison suffisante pour créer en collaboration avec les universités de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur un Observatoire stratégique des mondes méditerranéens. Les

universités de Nice, Marseille, Toulon, et l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence ont rejoint cet observatoire, aux côtés d'officiers de nos trois armées. Cette démarche contribuera à générer un vivier de chercheurs se concentrant sur les grands enjeux méditerranéens. Voici donc une belle manière de ne pas subir en axant les recherches sur les déterminants géopolitiques de demain. Voici donc une belle manière d'apporter aux décideurs une réflexion de fond neutralisant ainsi les analyses bâclées résultant de la spirale de l'information continue et instantanée. Il faut parfois donner du temps au temps.

Au-delà de cet Observatoire, l'institut FMES dispense, depuis trente ans déjà, des formations centrées sur les questions méditerranéennes à des officiers et des cadres dirigeants de la société civile des secteurs publics ou privés. L'ambassadeur Francis Gutmann, alors président de l'Institut, déclarait toute l'importance de renforcer la coopération des pays de la Méditerranée occidentale sur les plans culturel, économique et scientifique à un moment où l'histoire semblait hésiter entre l'est et le sud. Si l'histoire hésite, c'est à l'avenir que nous le devons. Et cet avenir, si nous n'avons pas à le prévoir, il nous faut le permettre comme l'écrivait Antoine de Saint-Exupéry. Quant à l'histoire, elle nous permet tout simplement de mieux voir et donc de mieux écrire notre avenir. Mais monsieur Francis Gutmann avait vu juste. Il faut réfléchir et les domaines de réflexion à couvrir en Méditerranée sont larges.

Il faut donc se réjouir de l'accroissement du nombre de ces laboratoires d'idées et consolider leur coopération. D'ailleurs, dans la continuité des propositions faites à l'occasion du « Sommet des deux rives » réalisé à Marseille au mois de juin dernier, il paraît opportun de favoriser le rapprochement de l'institut FMES avec les instituts partenaires de l'espace méditerranéen dans l'esprit du dialogue dans le format des pays du 5+5. Finalement, cela répond

au besoin de coopération régionale. L'implication de jeunes chercheurs contribuera à partager les analyses sur des sujets d'intérêt commun et ils sont nombreux.

C'est dans le même esprit que l'institut FMES a projeté de réaliser, dès 2020, une session méditerranéenne des hautes études stratégiques destinée aux jeunes diplômés des écoles ou universités des pays du 5+5. C'est une façon d'ancrer plus profondément la coopération régionale, une façon de favoriser la compréhension mutuelle et de développer une perception commune des grands enjeux d'un espace partagé. Ces initiatives seront d'ailleurs prolongées par celle soutenue par les chefs d'état-major de la marine réunis en format 5+5 au mois de décembre dernier pour entreprendre une session réservée aux « *Young Leaders* » pour reprendre les termes de l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de notre Marine nationale. Ce sont autant d'initiatives qu'il faut saluer car elles contribueront toutes à redonner une dimension multilatérale à nos échanges avec les pays du sud. Cette dimension est d'autant plus indispensable qu'elle palliera ce défaut de dialogue sur l'axe nord-sud qui ouvre la voie à d'autres acteurs. Ainsi, la Chine qui lance sa « *Belt and Road Initiative* » à un moment opportun mesure bien la vulnérabilité de la région méditerranéenne qui délaisse les coopérations au profit d'intérêts nationaux de court terme. Son action illustre directement la vulnérabilité de l'Union européenne.

À ce laboratoire d'idées stratégique s'adosse celui se consacrant aux questions maritimes. La mutation sans précédent du monde affecte à tout le moins les espaces maritimes. Les rapports de puissances opèrent ici presque de façon pure faisant abstraction des contraintes que l'on peut rencontrer sur des territoires, ne seraient-ce que les frontières physiques. L'adaptation ou l'interprétation des droits de la mer sont autant d'artifices pour faire face aux enjeux d'ordre économique, environnemental et ceux

liés à l'accès aux ressources vitales nécessaires aux puissances émergentes ou ré-émergentes. Quelques situations critiques où les tensions s'exacerbent sur fond de contentieux anciens émergent. L'exploitation des gisements d'hydrocarbure en Méditerranée orientale nous rappelle avec force les risques potentiels des protagonistes de ce dossier.

La session nationale sur les enjeux et stratégies maritimes réalisée à l'institut FMES au profit de l'Institut des hautes études de la défense nationale (IHEDN) souligne cette nécessité absolue de réfléchir aux perspectives, quelle qu'en soit la forme, des contributions de la mer et de leurs interactions avec le monde terrestre. Dans ce domaine, presque tout est à faire. De nombreux organismes s'intéressent aux questions maritimes. Ils le font avec détermination et portent des messages dont l'écho est parfois dilué alors qu'ils posent les questions fondamentales d'ordre économique ou écologique. Comme l'a souligné l'Institut français de la mer (IFM) au lendemain des assises de la mer à Montpellier le 3 décembre dernier, un engagement est pris marquant une évolution profonde de la perception de l'importance majeure dans la régulation des grands équilibres climatiques et écologiques de la planète. Une déclaration jugée fondatrice où le président de la République Emmanuel Macron annonce que « la vision maritime que la France doit développer est claire : l'océan est un bien commun de l'humanité ... Un bien placé sous notre responsabilité collective et individuelle de la haute mer aux eaux territoriales ». D'autres organismes comme l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) mettent en exergue ces questions fondamentales.

Pour le domaine maritime pris à son échelle mondiale, un laboratoire d'idées s'impose pour concrétiser la prise de conscience des enjeux maritimes intéressant notre pays. L'institut FMES s'engagera sur cette voie en liaison avec des partenaires. La main

est donc tendue vers les centres qui affirment la même ambition. La mise en œuvre d'un tel laboratoire s'inscrit désormais avec un réel degré d'urgence. Pourquoi pas en 2020 ! Car en sa qualité de deuxième puissance maritime au sens des quelques 11 millions de kilomètres carrés de zone économique exclusive, cette ambition paraît non seulement utile mais indispensable au regard des intérêts de la France.

Un autre domaine s'inscrit clairement dans le périmètre des laboratoires d'idées, celui de la technologie. Si la mondialisation a changé la face du monde, elle le doit assurément à la croissance exponentielle des technologies. La dimension du monde a elle aussi changé ! Ne pas s'intéresser aux grandes mutations technologiques est aujourd'hui un risque évident. « *We need men who dream about things that never were* » : ce que disait John Fitzgerald Kennedy dans son discours de Dublin le 28 juin 1963 pour faire « avancer » l'Amérique... reste évidemment d'actualité. Cette compression du monde, notamment dans sa dimension temporelle, où le temps réel s'impose désormais dans les communications et la circulation de l'information, affectera en profondeur la réflexion stratégique. Le *Battle Rythm* des chercheurs va donc radicalement changer. Les *think tanks* doivent travailler plus vite et être en mesure d'analyser plus de données en temps contraint. Pour être au rendez-vous des décideurs, cette exigence est incontournable.

L'institut FMES, par son ancrage régional, connaît bien le tissu industriel. Il concourt ainsi à l'élaboration d'une cartographie des entreprises de défense et celles traitant de technologies duales en étroite collaboration avec la Direction générale de l'armement. Il contribue également à sécuriser ce tissu à partir d'une formation centrée sur la sécurité économique adressée aux entreprises sensibles de la Région.

Cette connaissance du tissu industriel conjuguée à une culture de défense et de sécurité dont l'Institut se veut le promoteur dans les formations qu'il dispense l'amène naturellement à réfléchir aux grandes questions technologiques et industrielles. En l'occurrence, il ne peut faire l'économie d'une réflexion approfondie sur la transformation numérique. Cette transformation modifiera considérablement l'emploi des équipements, notamment pour ce qui concerne les équipements militaires. Nous risquons de faire face à une véritable rupture stratégique en la matière. Au moment où ressurgissent les zones qualifiées de A2/AD (*anti access /aeria denial*) interdisant l'engagement de capacités militaires au risque de les perdre, les confrontations militaires semblent déjà obéir à de nouvelles règles où la suprématie acquise d'emblée par un simple rapport de force ou des équipements plus performants ne suffisent plus.

En conséquence, il faudra aller plus vite, traiter plus rapidement les informations, disposer de capteurs avec de très courts temps de réponse et d'armement de précision hypervélocité pour contrer ces dénis d'accès. Les étapes classiques d'acquisition de la supériorité aérospatiale, aéroterrestre ou aéromaritime seront par nature transformées. L'agilité s'imposera désormais et cette qualité prévaudra sur le rapport de force proprement dit. La stratégie elle-même sera conditionnée par la capacité à analyser un flux de données considérables en un minimum de temps. Car les données vont vite. Et lorsqu'elles circuleront optiquement en espace libre, elles iront encore plus vite altérant de façon substantielle les processus de décision. La DATA a donc un bel avenir devant elle. Les débats récents sur les groupes ayant misé sur la gestion de données massives montrent l'avantage qu'ils ont acquis dans leur processus de développement et la maîtrise d'informations industrielles et économiques stratégiques. La transposition de ces avantages dans les champs de la défense et de la sécurité s'applique

et la maîtrise du numérique sera un atout indéniable dans l'acquisition d'une suprématie quelle qu'en soit la nature.

Il importe donc, au-delà du soutien qu'il faut apporter aux acteurs qui veulent accélérer cette transition numérique, de créer des cercles de réflexion associant des chercheurs aux compétences pluridisciplinaires pour développer des stratégies nouvelles au service des décideurs. Ici aussi, les laboratoires d'idées doivent prendre toute leur place. L'institut FMES préconise cette nouvelle voie complémentaire des réflexions stratégiques menées par ailleurs pour d'autres domaines.

La capacité de gestion des données massives et de leur traitement participera à l'accélération des processus de décision. L'utilisation d'algorithmes contribuera à augmenter l'intelligence des systèmes et à prédéterminer certains choix stratégiques. C'est une forme de révolution dans la conduite des opérations militaires. Il faut malgré tout prendre garde car l'apport de l'intelligence artificielle (IA), si elle est un atout, ne reste qu'un apport humain modélisé. Tout ne se fera pas sans garantir avant tout une appréciation de situation contribuant à écrire mathématiquement ces algorithmes. Pour s'y préparer, le *wargaming* pourrait revenir à la mode. Comme le souligne l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM) le *wargame* est « *a warfare model or simulation that does not involve the operation of actual forces, and in which the flow of events shapes and is shaped by the decisions made by a human player or players* ». Il s'agit tout simplement de placer les joueurs dans un environnement incertain mais suffisamment réaliste pour qu'ils puissent améliorer la qualité de leur prise de décisions. Ce jeu papier pourrait, à terme, être numérisé et il le sera sans doute. Il ne faut pas pour autant sous-estimer l'ampleur et le coût d'un système numérique se substituant au *wargame* traditionnel.

Si en l'état, le *wargame* paraît moins spectaculaire, il n'en demeure pas moins extraordinairement flexible et constitue un outil de formation très utile pour la planification et la conduite des opérations. L'institut FMES souscrit à la démarche initiée par l'IRSEM de mettre en commun les expériences de *wargaming* et considère cet exercice comme un élément précieux de la réflexion stratégique. D'ailleurs, les exercices réalisés aujourd'hui seront très utiles à la construction de modèles qui seront transposés dans les outils de simulation par le biais d'algorithmes. Sans doute l'heure est-elle donc venue de mettre en synergie les acteurs français en y associant des experts militaires et des chercheurs universitaires. Ici aussi, le laboratoire d'idées tient toute sa place. Ici aussi la réflexion stratégique combinant les sciences humaines et les sciences pures en référence à la technologie prend tout son sens.

Au bilan, ces centres de réflexion, ces laboratoires d'idées ou *think tanks* ont acquis au fil du temps une belle maturité. Loin de l'image désuète d'organiseurs de colloques en quête de subventions, ils sont devenus de véritables outils d'aide à la décision au service des décideurs qu'ils soient militaires, politiques ou plus largement de la société civile. C'est dans cette perspective que se place l'institut FMES. Enfin, dans un environnement où la logique de performance est légitimement recherchée, les laboratoires d'idées ont un devoir de résultat. En conséquence, la qualité des travaux qu'ils conduisent ne peut être mise en défaut. C'est donc l'esprit d'innovation qui doit animer les acteurs qui ont fait le choix d'y servir. Ces laboratoires ne sont pas là pour rédiger des synthèses, des articles journalistiques, des revues techniques... Ils existent pour mettre des analyses en perspective. Ils existent pour déterminer des options déterminantes au plan stratégique. De ces options naîtra la décision. C'est cette décision qui engage le décideur. Lorsqu'elle est prise au plan militaire, elle ne saurait être remise en cause. Lorsqu'elle est prise dans d'autres domaines, elle

engage le décideur de la même manière. Il ne faut alors plus accepter de compromis. Ce n'est pas toujours facile mais la difficulté n'attire-t-elle pas l'homme de caractère ? Car c'est en l'étreignant qu'il se réalise lui-même... C'est ce que disait un « certain » Charles de Gaulle...

Publié en mars 2020 dans la Revue défense nationale

Publié le 27 mars 2020 par l'institut FMES

L'innovation : *Game Changer* pour les grandes filières industrielles

*Par le Général de corps aérien (2s) Patrick Lefebvre,
Directeur des sessions méditerranéennes des hautes études
stratégiques (SMHES) de l'institut FMES*

La crise sanitaire mondiale du Covid-19 est sans doute loin d'être terminée. Un peu à l'image des mouvements météorologiques saisonniers comme le front intertropical qui oscille autour de l'équateur, son centre de gravité s'est déplacé et le risque d'un balancement géographique plus complexe d'est en ouest et du nord au sud ne peut être écarté. Hier en Asie du Sud-Est puis en Europe et aujourd'hui aux États-Unis et en Amérique du sud où les effets dévastateurs semblent se démultiplier, cette crise n'en finit pas de souligner des contradictions dans les choix pour y faire face avec toujours en toile de fond une nécessité absolue d'équilibrer les mesures sanitaires avec le soutien des activités économiques. Si le choix économique prévaut aux États-Unis, c'est plutôt la recherche d'équilibre qui s'installe en Europe avec quelques subtiles variations. Ainsi, l'Allemagne résiste mieux que la France, l'Italie ou l'Espagne. Une période d'incertitude d'amplitude strictement inconnue pèse donc sur la nature des décisions à prendre. C'est ce qui est sans doute vraiment nouveau dans ce contexte inédit. Elle pèse aussi bien sûr sur la tendance des marchés où le pessimisme ne mobilise guère de potentiels investisseurs.

Cette crise incite aussi à porter un nouveau regard sur la mondialisation de l'économie telle que nous la vivions jusqu'alors. Chacun aura mesuré que les secteurs les plus touchés sont évidemment ceux directement marqués par les mesures de

confinement, notamment pour les entreprises où la mobilité est un facteur structurant de croissance. Ainsi, tous les secteurs fortement exposés au commerce international ont subi de plein fouet les effets de cette crise avec une paralysie presque totale de leurs activités. Le produit intérieur brut a plongé de 19% au mois d'avril tandis que le commerce mondial a reculé de près de 25%¹. La tendance du ralentissement était d'ailleurs déjà annoncée par l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) et donc antérieure à la crise du Covid-19. Il tenait principalement à des changements de modèle de croissance en Chine et aux États-Unis. Il était aussi lié à certaines tensions géopolitiques. Il est prévisible que les sanctions économiques américaines à l'encontre de la Chine ou de l'Europe perdurent sans pour autant craindre une escalade de cette guerre commerciale.

Les perspectives économiques à l'échelle mondiale étaient assez finement appréciées par les spécialistes tenant compte des différents facteurs l'influençant et de la capacité des banques à financer l'endettement des États. Elles tiennent évidemment compte des accords interétatiques et des règles de droit mises en avant par certains États. Aujourd'hui, le facteur pandémie vient s'ajouter et modifiera sans doute durablement les modes opératoires du commerce mondial.

Nous laisserons les spécialistes s'emparer de ce sujet pour nous placer au plus près des préoccupations des entreprises françaises. La mobilisation des services de l'État et des collectivités territoriales mérite d'être rappelée car elle est exceptionnelle et sans précédent. L'État à lui-seul soutient l'économie avec près de 500 Mds€ de mesures économiques d'urgence. À ce soutien s'ajoute celui des Régions qui se sont mobilisées pour identifier, accompagner et dynamiser un tissu économique fragilisé par cette

¹ Source OFCE.

crise. Il faut relever cette dynamique où les pôles de compétitivité, les agences de développement, les services territoriaux spécialisés ainsi que les services de l'État en Région se coordonnent, s'organisent presque militairement sous forme de *Task Force* pour apporter des réponses concrètes. Il faut noter l'émergence d'une nouvelle articulation entre l'État et les Régions. Cette cohérence d'ensemble est nouvelle et permet de mieux coordonner les aides nationales à celles des territoires.

Si la mondialisation de l'économie prend une forme nouvelle sous l'effet de cette crise sanitaire, cette crise donnera par rebond une nouvelle forme à l'économie nationale et celle des territoires. Il faudra mieux synchroniser les actions de soutien qui bien souvent apparaissaient dispersées. Cette crise a favorisé une nouvelle forme de solidarité. C'est le sens de la création des *Task Force* régionales où l'intelligence collective l'emporte sur la démarche individuelle dont les effets sont certes positifs mais souvent de portée limitée.

Enfin, la crise sanitaire renforce l'importance de l'innovation. L'innovation par l'apport de solutions numériques a démontré sa pertinence dans le contexte de la crise sanitaire en offrant des solutions alternatives de fonctionnement aux entreprises. Mais l'innovation dans son acception plus large reste le meilleur signal de la vitalité des secteurs industriels. Il est aussi un gage de leur performance. C'est ce levier qui permettra demain de faire la différence en portant l'effort sur des chaînes de valeur plus respectueuses d'un certain nombre de critères. L'environnement, le bien-être au travail, l'éthique pour n'en citer que quelques-uns s'intégreront davantage dans la définition des produits mis sur le marché. Les capacités de recherche et de développement doivent donc se diversifier pour être au rendez-vous des succès technologiques. Les technologies développées sont déjà aujourd'hui le plus souvent duales. Cette dualité doit être mieux appréciée au sein des petites et moyennes entreprises. C'est bien

souvent ce tissu industriel qui est à l'origine du développement de technologies nouvelles. Il importera donc de consolider les synergies entre ce tissu et les grands donneurs d'ordres. Elles permettront de mieux irriguer les filières par des technologies dont les applications sont multiples.

Les technologies futures et l'innovation sont probablement les meilleurs leviers permettant aux filières de consolider leur place sur les marchés. Il faut donc donner une vision stratégique aux tendances technologiques. Il faut aussi retrouver notre place de meneur technologique conduisant à retrouver notre indépendance stratégique et économique.

Ce besoin d'indépendance a été maintes fois souligné durant la crise du Covid-19. Chacun aura pu mesurer la nécessité de conserver la maîtrise de ses approvisionnements stratégiques. Chacun aura pu mesurer la vulnérabilité des entreprises dans leurs capacités à gérer leurs activités à distance. Évidemment ici, une meilleure gestion des données, l'apport de l'intelligence artificielle dans l'élaboration des processus et la protection du patrimoine immatériel sont des facteurs clés de performance. Ce sont aussi des facteurs assurant une forme de continuité de l'action dans un contexte de crise.

Ce besoin d'indépendance s'affirme au moment où se développent des systèmes complexes qui suscitent des interrogations quant à leur stricte intégrité. À titre d'exemple, les applications des principes de la *Blockchain* se multiplient aujourd'hui. Ces principes changeront substantiellement la distribution des données et leur contrôle même si leur intégrité est garantie par l'emploi de systèmes cryptés. De multiples applications vont voir le jour permettant pour les unes d'accélérer les transactions financières, pour les autres d'augmenter les gains de productivité en confiant l'organisation des échanges à un protocole

informatique. Des applications sur la traçabilité alimentaire s'imposeront chez les grands distributeurs. Autant d'avancées qu'il faudra intégrer dans le fonctionnement ou à défaut les subir auprès des principaux spécialistes du traitement de données protégées.

Ce besoin d'indépendance s'exprime aussi à l'heure où s'installent des règles juridiques contraignantes. Ainsi, le *Cloud Act (Clarifying Lawful Overseas Use of Data Act)*¹ fixent des règles pouvant compromettre la sécurité des données stockées dans des *DATA Centers* sur lesquels nous n'avons pas le contrôle. Ici aussi, la souveraineté digitale devient un gage de notre indépendance stratégique. Le besoin de *Cloud* souverain n'est-il pas aujourd'hui fréquemment mis en avant et rappelé par les décideurs ? D'une manière plus générale, les questions autour de la donnée se multiplient. Leur confidentialité, les droits de propriété, la dimension éthique et leur partage ouvrent de nouveaux champs d'actions techniques et morales.

Cette dimension numérique se développe d'ailleurs tous azimuts. Ainsi demain, le déploiement de la 5G modifiera substantiellement l'*Internet* des objets. Elle modifiera les usages allant de la maison connectée, aux véhicules autonomes, aux vidéos immersives jusqu'à l'application de la médecine dite 2.0. Les enjeux de sécurité nationale sont ici évidents. Dans le contexte de la crise sanitaire, notre capacité à conserver notre indépendance sanitaire et médicale est évidemment stratégique. Elle revêt une dimension politique extrêmement sensible.

La souveraineté technologique est donc aujourd'hui synonyme de souveraineté stratégique.

Ces quelques éléments soulignent donc le besoin d'une nouvelle

¹ Le *Cloud Act* a vocation de clarifier les règles relatives aux réquisitions des autorités américaines sur les données stockées en dehors de leur territoire.

stratégie consolidant nos filières nationales en stimulant l'innovation et la recherche. Mais au préalable, il faudra reconquérir les secteurs fragiles souvent jugés peu rentables. Il faudra aussi démultiplier les efforts pour reconstruire certains secteurs abandonnés sous l'effet de la mondialisation. Certains se sont pourtant révélés stratégiques. Ils renvoient le plus souvent à des responsabilités régaliennes dans les domaines de la santé ou de la sécurité. Notre autonomie en matière d'approvisionnement s'inscrit dans ce périmètre de responsabilités.

Dans ce contexte de crise certaines pistes sont cependant encourageantes. Cette stratégie nationale de recherche et d'innovation existe. Elle nécessite donc d'être remise en perspective au regard de la période que nous traversons. D'ailleurs, toute stratégie impose cet exercice permanent d'adaptation.

Inscrite dans la loi, la stratégie de recherche est élaborée en cohérence avec celle de l'Union européenne. Il s'agit d'identifier un nombre limité de priorités scientifiques et technologiques permettant de répondre aux défis majeurs des prochaines décennies. Son objectif est de garantir notre place parmi les premières puissances de recherche mondiale. Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation en est l'artisan. Cette ambition nécessite un soutien permanent car la production de connaissances n'enregistre pas nécessairement de dividendes immédiats. Financer l'innovation présente pour les créanciers des risques qu'il faut accepter. Mais c'est une condition nécessaire pour féconder cette culture de la connaissance et celle de l'innovation technologique. Le retour sur investissement peut être long mais lorsqu'il est au rendez-vous, c'est la clé de la performance du système économique.

Nous évoquions antérieurement la création de *Task Force* régionale dont l'objectif est d'apporter des réponses concrètes aux

petites et moyennes entreprises qui se trouvent souvent au cœur de l'innovation et qui sont aujourd'hui confrontées à de sérieuses difficultés conjoncturelles. Cet appui est indispensable et préservera un écosystème vital pour les grandes filières stratégiques.

Cette notion presque militaire nous rappelle, qu'en d'autres temps, et pour combler le retard technologique des États-Unis, la création de la DARPA (*Defense Advanced Research Projects Agency*) avait été à l'origine de très nombreuses technologies innovantes destinées à un usage militaire. Ces technologies sont d'ailleurs très rapidement devenues duales et sensibles en termes de sécurité avec la création d'*Internet* et du GPS (*Global Positioning System*). Les États-Unis ont d'emblée affirmé leur souveraineté dans les domaines de l'information et de la géolocalisation. L'Europe, pour la géolocalisation, a répondu en développant dans les années 2000 le système Galiléo.

C'est d'ailleurs la DARPA qui a inspiré la création de la *Joint European Disruptive Initiative (JEDI)* en 2017, initiative franco-allemande qui fédère l'essentiel des grands centres de recherche, des start-ups « *DeepTech* » et des groupes technologiques en France et en Allemagne. Cet organisme à caractère associatif a vocation à mettre en place un outil de financement des innovations de rupture. L'ambition est de créer un pacte de confiance avec l'écosystème de l'innovation à l'échelle européenne.

Quant à l'économie de défense proprement dite, l'Agence de l'innovation de défense, créée le 1^{er} septembre 2018, fédère les initiatives d'innovation en assurant la coordination de l'ensemble des démarches d'innovation. Cette agence est aussi le capteur des innovations d'opportunité au bénéfice de tous les utilisateurs quels que soient leurs domaines. Parmi les différents projets, il faut citer les projets de technologie de défense, les projets d'accélération

d'innovation, les projets d'innovation participative et les projets de recherche permettant de faire émerger les futures technologies stratégiques.

Enfin, à l'échelle des territoires, cet accompagnement indispensable du tissu économique promoteur de l'innovation et co-acteur de la performance des grandes filières industrielles prend forme. Pour exemple en région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur, il se caractérise par la mise en place d'une *Task Force* régionale dont l'objectif est d'apporter des réponses concrètes et rapides en coordination avec les pôles de compétitivité, les agences du territoire et les chambres de commerce et d'industrie. Il y a également des actions de formation notamment pour accélérer cette transition numérique qui doit à la fois accroître la performance tout en garantissant le meilleur niveau de sécurité. Il y a enfin pour l'économie de défense, un « parcours défense » dont l'objectif est de mieux structurer des offres de service donnant accès à d'autres marchés et ouvrant la voie à d'autres coopérations. Au-delà de la réflexion stratégique portée par l'institut FMES dans le champ académique, son implication dans l'appui à l'économie de défense et duale se manifeste au sein de cette *Task Force*. Ce champ académique n'exclut donc pas les réflexions stratégiques à caractère technologique.

Et ce sera sans aucun doute l'industrie de la connaissance qui sera décisive à moyen et long termes. Au titre des enseignements tirés de cette crise et des crises antérieures d'une toute autre nature comme la crise financière de 2008, il faut sans doute, aux échelles nationale ou régionale, se placer très en amont de la chaîne de valeur des filières industrielles et rechercher tous les facteurs de résilience précieux pour l'ensemble de l'écosystème. Parmi ces facteurs, l'innovation, la polyvalence, la dualité des technologies, l'agilité des dispositifs d'accompagnement qu'ils s'agissent de dispositifs régionaux ou de ceux d'agences et des pôles seront

d'indéniables atouts. Car « il faut aux acteurs économiques pour tenir leur rang un certain caractère d'assurance¹ » qui leur permettra de relever les défis à venir.

Publié le 10 juillet 2020 par l'institut FMES

¹« Il faut à la Force pour tenir son rang un certain caractère d'assurance » Charles de Gaulle



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

Institut FMES

 Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon

 +33 4 94 05 55 55

 info@fmes-france.org

 www.fmes-france.org